

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle



Dossier — Prendre parti : figures, organes et enjeux dans les périodiques au Québec

Sous la direction de Jean-Pierre Couture et Rachel Nadon

mens

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

DIRECTEUR

Jonathan Livernois, Université Laval

COMITÉ DE RÉDACTION

Anne Caumartin, Collège militaire royal de Saint-Jean

François-Olivier Dorais, Université du Québec à Chicoutimi

Rachel Nadon, Université du Québec à Trois-Rivières et Université Paul-Valéry
Montpellier 3 (secrétaire de rédaction)

Philippe Volpé, Université de Moncton (comptes rendus)

COMITÉ CONSULTATIF

Damien-Claude Bélanger, Université d'Ottawa

Harold Bérubé, Université de Sherbrooke

Michel Bock, Université d'Ottawa

Kevin J. Christiano, University of Notre Dame

François Dumont, Université Laval

Lucie Hotte, Université d'Ottawa

Sylvie Lacombe, Université Laval

Yvan Lamonde, Université McGill

É.-Martin Meunier, Université d'Ottawa

Élisabeth Nardout-Lafarge, Université de Montréal

Roberto Perin, York University

Mise en page : Raphaël Pelletier, CRCCF

Révision linguistique : Josée Therrien

Révision des épreuves : Olivier Lagueux, CRCCF

En couverture :

Commercial. « Le Samedi ». Hector Brault : Thérèse Desjardins, 11 février 1944, BAnQ
Vieux-Montréal, Fonds Conrad Poirier, (06M,P48,S1,P10209), Poirier, Conrad.

PARTENAIRE



uOttawa

Centre de recherche en
civilisation canadienne-française

Mens : revue d'histoire intellectuelle et culturelle est une revue semestrielle dont les numéros paraissent les printemps et automne de chaque année. Les textes publiés dans *Mens* n'engagent que leurs auteurs. Toutes les demandes de reproduction doivent être acheminées à Copibec : 514 288-1664 / 1-800-717-2022 / licences@copibec.qc.ca.

Pour tout renseignement concernant les modalités d'abonnement se reporter à la dernière page. On peut nous joindre à l'adresse suivante :

Revue *MENS*

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

Université d'Ottawa, Pavillon Morisset

65, rue Université, bur. 040, Ottawa (ON) K1N 6N5

Téléphone : 613 562-5800, poste 4007 • Télécopieur : 613 562-5143

Jonathan.livernois@lit.ulaval.ca • <https://www.facebook.com/Mens-Revue-dhistoire-intellectuelle-et-culturelle-101130683276316/>

ISSN (imprimé) : 1492-8647

ISSN (en ligne) : 1927-9299

TABLE DES MATIÈRES

Dossier – Prendre parti : figures, organes et enjeux de combat dans les périodiques au Québec

Introduction

Jean-Pierre Couture et Rachel Nadon..... 7

Articles

Marxisme Import/Export Ltd : *Parti pris, Partisans*,
décolonisation et communisme hétérodoxe

Michel Lacroix et Julien Lefort-Favreau 11

Un même ennemi? *IXE-13, l'as des espions canadiens* et l'Œuvre
des tracts : analyse croisée des pratiques fasciculaires et des
stéréotypes anticomunistes (1940-1950)

Jonathan Livernois et Rachel Nadon 39

Mondialiser la littérature québécoise : la collaboration d'Hubert
Aquino à *Liberté* (1961-1969)

Isabelle Kirouac Massicotte 63

Jean-Marc Potte, définisseur de situation en quatre saisons

Jean-Pierre Couture 85

Comptes rendus

Jacques Rouillard. *Aux origines de la social-démocratie québécoise :
le Conseil des métiers et du travail de Montréal (1897-1930)*

(*Peter C. Bischoff*)..... 125

Pamela V. Sing et Jimmy Thibeault (dir.). *Marguerite-A. Primeau,
première femme de lettres du Far Ouest canadien*

(*Anne Caumartin*)..... 131

Dominique Marquis. <i>Jules-Paul Tardivel : l'homme public et l'homme privé (1851-1905)</i> (Jean-François Laniel).....	135
Nicole Neatby. <i>From Old Quebec to La Belle Province: Tourism Promotion, Travel Writing, and National Identities, 1920-1967</i> (Rachel Nadon)	139

Dossier

**Prendre parti :
figures, organes et enjeux de combat
dans les périodiques au Québec**

Introduction

Jean-Pierre Couture
Université d'Ottawa

Rachel Nadon
Université du Québec à Trois-Rivières et
Université Paul-Valéry-Montpellier 3

Que ce soit sur le plan politique, esthétique, voire scientifique, les revues souhaitent fonder, occuper et disputer un espace énonciatif au sein d'un ensemble de discours. Qu'elles accueillent des conceptions de la littérature opposées, des divergences de vues quant à la bonne définition de la conjoncture politique ou quant à l'adhésion à l'une ou l'autre forme de nationalisme, de marxisme, de féminisme et d'autres déclinaisons du criticisme, les revues sont des lieux de redéfinition des lignes de front. Ce dossier, qui réunit quatre contributions issues du colloque « La modernité en revues : pleins feux sur un siècle de revues québécoises », tenu à l'Université d'Ottawa en mai 2019, explore les différentes manières dont les publications périodiques et leurs équipes participent à l'analyse des enjeux politiques de leur temps, à partir de situations, de bibliothèques et de réseaux spécifiques.

En effet, dans l'espace, le champ, l'écologie ou l'écosystème – choisissons la métaphore spatiale qui convienne le mieux¹ –, la fréquentation de la sphère politique peut modifier les trajectoires des collaborateurs et des publications et former des projets, des discours et des œuvres dont l'inventaire reste à faire. Au Québec, les années 1950 et 1960, sur lesquelles se concentre pour l'essentiel le présent dossier, offrent un point de départ éclairant : guerre froide, promotion de l'anticommunisme, guerre d'Algérie, fondation de groupes et de

¹ Pour une discussion de ces dénominations, en particulier celles de « champ » et d'« espace » des revues, voir Daphné de Marneffe, *Entre modernisme et avant-garde : le réseau des revues littéraires de l'immédiat après-guerre en Belgique (1919-1922)*, thèse de doctorat (langues et littératures romanes), Liège, Université de Liège, 2007.

partis politiques, internationalisation des luttes politiques (décolonisation et indépendance, Black Power, Cuba, Chili, etc.). Considérées à la fois comme une pratique et une signature collectives et individuelles², les revues, mais aussi ce qu'on peut appeler les « formes périodiques » ou les « pratiques sérielles³ » comme les brochures et les fascicules, proposent des points de vue multiples, changeants et parfois contradictoires sur ces événements d'actualité. Au nombre de celles-ci, l'Œuvre des tracts, *Parti pris*, *IXE-13*, *Liberté*, *À bâbord!* Si leur énumération ici peut surprendre, c'est que les « enjeux de combat » du titre sont parfois étudiés, dans ce dossier, sous des angles et à partir de lieux moins attendus.

En effet, les articles réunis dans ce dossier font état d'une dizaine d'organes (revues, journaux, fascicules) mobilisés sur une ligne de front. Ils mettent au jour quelques enjeux (politiques, théoriques, littéraires, etc.) à propos desquels ces publications périodiques ont livré bataille durant ces deux décennies. Tributaires de différentes disciplines (littérature, science politique, histoire), ces quatre contributions s'inscrivent toutes dans une approche compréhensive, dialectique et critique de leur objet. La dimension interdisciplinaire mais aussi « internationaliste » du dossier, à l'image même de la perspective que nous souhaitons privilégier dans l'étude des revues, permet de jeter un autre éclairage sur l'histoire intellectuelle et culturelle canadienne-française, à rebours de ses lieux communs et de sa périodisation entendue.

Des études fouillées ont enrichi dans les dernières années notre connaissance de certaines revues phares, de leurs réseaux et de leurs idéologies⁴. Ces travaux aident à comprendre le rôle primordial des

² Michel Lacroix, « Sociopoétique des revues et l'invention collective des "petits genres" : lieu commun, ironie et saugrenu au *Nigog*, au *Quartanier* et à *La Nouvelle Revue française* », *Mémoires du livre*, vol. 4, n° 1 (2012), p. 4-8.

³ Matthieu Letourneau, *Fictions à la chaîne : littératures sérielles et culture médiatique*, Paris, Seuil, 2017, coll. « Poétique ».

⁴ Voir Andrée Fortin, *Passages de la modernité : les intellectuels québécois et leurs revues*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006 [1993]; Michel Nareau et Jean Morency (dir.), « Les revues culturelles au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2 (2011), p. 13-246; Michel Lacroix, Yvan Lamonde, Marie-Andrée Bergeron et Jonathan Livernois (dir.), *Dictionnaire des intellectuels au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2017; Micheline Cambron, Myriam Côté et Alex Gagnon (dir.), *Les journaux québécois d'une*

périodiques et de la presse dans la structuration générale de la vie intellectuelle québécoise. D'autres approches et d'autres études seront nécessaires pour élargir notre compréhension de cette « structuration ». Dans leur article, Michel Lacroix et Julien Lefort-Favreau choisissent de penser ensemble deux revues à la « très forte proximité idéologique », soit *Partisans*, publiée par François Maspero en France, et *Parti pris*, lancée dans les mêmes années au Québec. Les auteurs prennent le parti non d'une « influence » entre les deux revues, qui investissent le « socialisme décolonisateur », mais d'« une interaction complexe impliquant transformation et retraduction, confluence et divergence, en fonction des contextes médiatiques, économiques, intellectuels et politiques nationaux ». Dans ce dialogue entre les deux revues francophones se dessine un « espace intellectuel commun » à reconstituer, espace dans lequel chacune formule, par l'entremise de son organisation générale (rubriques, documents, récits, etc.) et à partir de son contexte politique spécifique, son propre cadre « socialiste ». Leur article montre ainsi, entre autres choses, comment, « le plus souvent, les périodiques constituent le principal lieu de rassemblement, de création et de médiatisation de ces courants » idéologiques (communisme hétérodoxe, maoïsme, trotskysme, socialisme, décolonisation, etc.).

Par leur périodicité, leurs poétiques variables, les rencontres qu'elles créent, les revues constituent, on l'a souvent répété, un moyen privilégié pour étudier les représentations qu'une société dresse d'elle-même. Ce constat s'applique aussi aux publications périodiques qu'étudient Jonathan Livernois et Rachel Nadon. Privilégiant eux aussi une analyse croisée et une mise en dialogue de publications peu souvent rapprochées, ils cherchent à éclairer la manière dont l'anticommunisme des années 1940 et 1950 est littéralement un lieu commun des pratiques sérielles. Entre les brochures catholiques de l'Œuvre des tracts (organe de l'École sociale populaire), le journal jaune *Police Journal* et les romans en fascicules *Les aventures étranges de l'agent IXE-13*, *l'as des espions canadiens*, il circule des stéréotypes et

guerre à l'autre : deux états de la vie culturelle québécoise au xx^e siècle, Québec, Codicille éditeur, 2018; Pierre Hébert, Bernard Andrès et Alex Gagnon (dir.), *Atlas littéraire du Québec*, Montréal, Éditions Fides, 2020; Élyse Guay et Rachel Nadon (dir.), *Relire les revues québécoises : histoire, formes et pratiques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2021.

des scénographies (comme le récit anonyme d'un déserteur soviétique) qui témoignent d'une culture anticomuniste partagée. Convoquant les travaux de Matthieu Letourneux sur la sérialité, Livernois et Nadon détaillent les effets de résonance, mais aussi de concurrence entre les pratiques d'écriture et de lecture des brochures, des journaux et des fascicules de la même époque.

Des contributions au dossier mettent plutôt l'accent sur des figures dont le passage dans l'univers des revues a été marqué par un engagement fort dans une revue ou dans un ensemble de revues qui se sont succédé ou qui ont coexisté dans le temps. À ce titre, l'article proposé par Isabelle Kirouac Massicotte se consacre au passage de l'écrivain québécois Hubert Aquin à *Liberté* et à son combat en faveur d'une mondialisation de la littérature québécoise. Rédacteur en chef pendant un court moment, collaborateur régulier dans les années 1960, Aquin souhaite faire de *Liberté* une revue littéraire d'importance, publiée dans toute la francophonie. En mettant en relation les projets romanesques et essayistiques d'Aquin, Kirouac Massicotte montre qu'ils sont intimement imbriqués : si l'écriture romanesque finit par être privilégiée par Aquin, l'écriture en revue inspire et prolonge la première. Pour Aquin, la littérature québécoise doit être enracinée dans le contexte québécois et en « témoigner » avec ses moyens propres; ce serait pour l'auteur de *Prochain épisode* la manière de rayonner le mieux sur la scène internationale. La revue *Liberté* est ainsi pour Aquin un laboratoire littéraire, mais aussi politique pour penser et agir en fonction de cette « mondialisation » souhaitée.

Enfin, Jean-Pierre Couture revient sur la trajectoire de Jean-Marc Piotte qui a occupé la scène des revues d'idées pendant plus de cinquante ans, de la cofondation de *Parti pris* à la tenue d'une chronique dans la revue du collectif *À bâbord!* À toutes les étapes de ce parcours, Piotte apparaît comme un définisseur de situation : ses analyses de la conjoncture, en particulier en ce concerne le syndicalisme québécois, ont souvent été sollicitées, et il s'est prêté régulièrement à cet exercice d'une « tentative pour cerner la réalité du Québec », comme il l'écrivait dans les pages de *Parti pris* en 1966. L'article expose quelques tournants ou contradictions dans l'œuvre de Piotte, notamment à l'égard de son adhésion au marxisme et, plus globalement, à l'égard du rapport tendu entre la pensée et l'action, l'autonomie de la culture et les impératifs de la politique.

Marxisme Import/Export Ltd : *Parti Pris, Partisans*, décolonisation et communisme hétérodoxe

Michel Lacroix
Université du Québec à Montréal

Julien Lefort-Favreau
Université Queen's

Résumé

Sera explorée dans cet article la question suivante : comment s'élabore en parallèle dans *Partisans* et dans *Parti pris*, deux revues phares des années 1960, une pensée marxiste qui soit simultanément solidaire des luttes pour la décolonisation et de la *New Left*? Suivre les années d'existence de ces deux revues nous permet de prendre comme point de départ la guerre d'Algérie d'un côté, les balbutiements de la Révolution tranquille de l'autre, et d'avancer dans la décennie en tenant compte des contestations de la guerre du Vietnam et de l'éclosion du marxisme scientifique, de l'antipsychiatrie, des pédagogies alternatives, etc. Nous nous demanderons par ailleurs quels sont les rapports qu'entretiennent ces deux revues. Doit-on parler d'échange plus que d'influence? Nous partagerons quelques observations en ce qui concerne la place de la littérature et de l'élaboration, dans ces pages, d'esthétiques socialistes (devrait-on plutôt parler d'esthétiques de la résistance?) se distinguant clairement du réalisme social.

Abstract

*The following question will be explored in this article: how did *Partisans* and *Parti pris*, two leading journals of the 1960s, develop a Marxist thought that was simultaneously in solidarity with the struggles for decolonization and the New Left? Analyzing the years of existence of these two journals allows us to have as a starting point the Algerian War on the one hand, and the beginnings of the Quiet Revolution on the other, and to explore the 1960s through the challenges of the Vietnam War and the emergence of scientist Marxism, anti-psychiatry, alternative pedagogies, etc. We will also ask what the relationship between these two journals is. Should we speak of exchange rather than influence? We will share some observations concerning the place of literature and the elaboration, in these pages, of socialist aesthetics (should we rather speak of aesthetics of resistance?) clearly distinct from social realism.*

Sans doute n'y a-t-il jamais eu, dans l'histoire intellectuelle, autant de revues se réclamant de la gauche révolutionnaire que dans les années 1960, mais, hormis quelques titres emblématiques, ce continent est largement oublié, du moins rarement étudié comme ensemble, un ensemble chaotique, divisé par les langues, les partis, les enjeux locaux, et structuré tantôt par des appareils (dont ceux des partis communistes), tantôt par des relations objectives et concrètes moins institutionnalisées. *Partisans* et *Parti pris* furent deux îlots dans ces complexes archipels, s'inscrivant toutes deux dans la mouvance des luttes de décolonisation et de libération¹. Ces revues sont étroitement liées aux maisons d'édition dont l'une d'elle découle (les Éditions Maspero, pour *Partisans*) et que l'autre a fondée (les Éditions

¹ Précisons que toutes les luttes pour la décolonisation n'étaient pas pareillement portées par des idéologies se réclamant de la gauche radicale. Voir Sylvie Thénault, « La gauche et la décolonisation », dans Jean-Jacques Becker (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte, 2005, p. 435-451.

Parti pris). Les travaux de Gérard Fabre² ont mis en lumière, déjà, le réseau franco-québécois mettant en contact ces maisons d'édition, son rôle dans la coédition d'ouvrages et la diffusion internationale de *Nègres blancs d'Amérique*³.

Nous proposons de lire ensemble *Partisans* et *Parti pris*, sans postuler l'existence d'une influence unilatérale (qui irait nécessairement de la France ou de l'Europe vers le Québec), mais en y voyant plutôt une interaction complexe impliquant transformation et retraduction, confluence et divergence, en fonction des contextes médiatiques, économiques, intellectuels et politiques nationaux. Nous comparerons ici les revues elles-mêmes, sans nous pencher sur les liens concrets entre elles ou entre les maisons d'édition dont elles relèvent et sans tenir explicitement compte des relations personnelles entre certains de leurs animateurs⁴. Intégrant une

² Gérard Fabre, « Les passerelles internationales de la maison d'édition Parti pris », *Revue de Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, n° 2 (2010), p. 6-17.

³ Sur les transferts culturels franco-québécois, voir Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, t. 2 : 1896-1929, Montréal, Éditions Fides, 2000; Jacques Michon, *Histoire de l'édition littéraire au Québec* (3 vol., 1999, 2004, 2010), Montréal, Éditions Fides; Yvan Lamonde et Didier Poton (dir.), *La Capricieuse (1855) : poupe et proue : les relations France-Québec (1760-1914)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006; Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000) : les réseaux de la revue Esprit avec La Relève*, Cité libre, Parti pris et Possibles, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, coll. « Sociologie contemporaine »; Élyse Guay, *Recentrement et Résistance : le réseau transaméricain des revues francophones (1941-1948)*, thèse de doctorat en cours (études littéraires), Université du Québec à Montréal; Marie-Pier Luneau (dir.), *Passeurs d'histoire(s) : figures des relations France-Québec en histoire du livre*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, coll. « Cultures québécoises »; Claude Hauser, « La Suisse et le Québec au temps de la Révolution tranquille : échos et effets de la francophonie en périphérie culturelle », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 13, n° 1 (2010), p. 73-98. Il faut toutefois préciser qu'à l'exception des travaux d'Angers et de Fabre, ces recherches ne portent pas sur les réseaux de la nébuleuse marxiste ou socialiste. Avant les années 1960, on retrouve bien peu de marxistes ou de socialistes dans les réseaux franco-québécois.

⁴ En complément des travaux de Fabre à ce sujet, indiquons que *Parti pris* republie dans les chroniques du numéro de septembre 1964 un court texte de Jacques Labrecque, originellement publié dans les pages de *Partisans*, « Document : Situation coloniale au Québec », *Parti pris*, vol. II, n° 1 (1965), p. 64-66; la revue

troisième revue dans son corpus, *La Révolution africaine*, publiée en Algérie, Sarah K. Miles remarquait : « *Connected as they were, each magazine played a different role in this multifaceted network*⁵ ». Nous mettrons ces différences en lumière, en les interprétant à partir de la très forte proximité idéologique entre *Partisans* et *Parti pris* : non pas comme des conflits au sein d'un mouvement ou d'un réseau, mais comme des agencements spécifiques entre le socle idéologique commun (le « socialisme décolonisateur »), le spectre des intérêts discursifs et intellectuels des collaborateurs respectifs, le cadre sociopoétique adopté par les comités de rédaction (dont le choix des types de rubriques et des genres d'articles) et le contexte local. Annonçons tout de suite nos conclusions. Ce rapprochement permet de mettre au jour, d'une part, une circulation d'idées politiques étroitement nouées à des productions artistiques; autrement dit, la création d'un marxisme culturel francophone qui se distingue clairement des « esthétiques socialistes » précédentes et, d'autre part, la transformation de *Parti pris* en revue intégrant jusque dans sa structure les inflexions internationalistes de son idéologie. Notons que le présent article constitue les prémices d'un projet plus vaste, qui sera mené par les auteurs, avec d'autres collaborateurs et collaboratrices, celui d'une histoire du marxisme intellectuel au Québec, histoire qui reste en grande partie à écrire⁶ et qui doit s'appuyer

publiera aussi des publicités pour *Partisans* dans les numéros de janvier, mai, octobre-novembre et décembre 1965 ainsi que dans le numéro de mars 1966.

⁵ Sarah K. Miles, *Freedom en français: the Revolutionary Intellectual and Publication Networks in Québec, France and Algeria, 1963-1968*, thèse de doctorat (histoire), University of North Carolina, 2017, p. 4.

⁶ Il n'y a en effet pas de monographie ou de collectif couvrant tout le xx^e siècle, par exemple, que ce soit pour les marxismes spécifiquement ou pour les mouvements communistes ou socialistes. Il y a eu cependant un certain nombre de travaux. Sur le marxisme, mentionnons ceux de Marc Angenot et de Tanka Gagné Tremblay, « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois* », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1 (2011), p. 139-157; de Nicole Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 2, (2005), p. 183-207; et de Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde : le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2007. Sur le communisme,

largement sur l'analyse de transferts culturels entre diverses zones géographiques.

François Maspero est d'abord libraire au milieu des années 1950. Il reprend en 1958 la librairie La Joie de lire, puis fonde sa propre maison l'année suivante. Les premières publications de la maison sont directement liées à la guerre d'Algérie. Jusqu'au legs de la maison à François Gèze en 1982, Maspero publie des centaines d'essais politiques et d'ouvrages de sciences humaines et sociales sur une foule de sujets (contraception, éducation, théâtre) et de disciplines (sociologie, histoire, anthropologie). Comme l'un de nous a pu le montrer ailleurs⁷, une grande variété de courants idéologiques cohabitent dans le catalogue de Maspero, des propositions althus-sériennes, jouant un double jeu ambigu par rapport aux positions officielles du Parti communiste français (PCF)⁸, jusqu'aux remises en question ouvertes des positions du Parti, en passant par les auteurs et les autrices associés aux multiples courants marxistes d'alors, trotskystes et maoïstes en premier lieu. Cette ouverture caractérise aussi *Partisans* et se retrouve à *Parti pris*. Toutefois, dans le cas de

voir Bernard Dansereau, « La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de "l'homme au couteau entre les dents" », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, n° 2 (2001), p. 22-29; Robert Corneau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, 1989; Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979; Bernard Gauvin, *Les communistes et la question nationale au Québec : sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*, Montréal, Presses de l'Unité, 1981; Andrée Lévesque, *Scènes de la vie en rouge : l'époque de Jeanne Corbin, 1906-1944*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1999 et Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Éditions du Boréal, 1984.

⁷ Julien Lefort-Favreau, « Le Mai 68 littéraire de François Maspero : l'éditeur comme relais intellectuel », *Études françaises*, vol. 54, n° 1 (2018), p. 37-58.

⁸ Bien qu'elle soit marquée par une certaine rancœur, l'analyse que propose Jacques Rancière sur le rapport de Louis Althusser au PCF, dans *La leçon d'Althusser*, est éclairante. Il faudrait cependant la compléter par un examen des positionnements des groupes d'étudiants et d'étudiantes se réclamant du marxisme, à l'ENS et ailleurs, en commençant par les *Cahiers marxistes-léninistes*.

Partisans, cette ouverture s'inscrit dans un contexte hexagonal où, précisément, coexistent un très grand nombre de groupes, d'organisations et de partis d'extrême gauche, lesquels sont en lutte féroce entre eux et connaissent de nombreuses scissions. Le plus souvent, les périodiques constituent le principal lieu de rassemblement, de création et de médiatisation de ces courants. Or, dans ce vaste ensemble agonistique, *Partisans* se distingue par sa pluralité, son refus de tout dogmatisme et son indépendance face au PCF et à toute organisation politique. Elle demeure une « petite » revue, dans ce champ très occupé, bien qu'elle soit rapidement devenue l'une des plus reconnues, du côté de la gauche radicale (à l'ombre des *Temps modernes* pour la grande diffusion et la légitimité)⁹.

Lancée par les éditions Maspero, *Partisans* naît en 1961. Dès le premier numéro, Georges Mattéi parle d'une « génération algérienne », expression qui pourrait désigner la scène énonciative initiale de la revue. *Partisans* épouse en effet les géographies décoloniales françaises, mais étend graduellement son rayon d'activité. Dans un texte de 1991, Claude Liauzu dénombre dans l'ensemble des numéros de *Partisans* 17 articles sur Cuba, 20 sur l'Algérie, 33 sur l'Amérique latine, 30 sur l'Afrique. Très clairement, c'est une conception « tricontinentale » de la politique qui s'y impose¹⁰.

⁹ On peut noter que les deux autres grandes revues intellectuelles socialistes « dissidentes » disparaissent dans les années 1960, au moment même où la reconnaissance de *Partisans* s'accroît : en 1962 pour *Arguments*, laquelle pratiquait une même ouverture théorique par rapport au marxisme, en 1965 pour *Socialisme ou Barbarie* à la suite de crises internes découlant, entre autres, de la distance que prit Castoriadis par rapport au marxisme. Sur *Arguments*, voir Gil Delannois, « *Arguments*, 1956-1962, ou la parenthèse de l'ouverture », *Revue française de science politique*, vol. 34, n° 1 (1984), p. 127-145; sur *Socialisme ou Barbarie*, voir entre autres, Philippe Gottraux, *Socialisme ou Barbarie : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997; Amparo Vega, « *Socialisme ou Barbarie* et le militantisme de Lyotard », *Cités*, vol. 45, n° 1 (2011), p. 31-43; Dominique Frager, *Socialisme ou barbarie : l'aventure d'un groupe, 1946-1969*, Paris, Éditions Syllepse, 2021.

¹⁰ Claude Liauzu, « Intellectuels du Tiers Monde et intellectuels français : les années algériennes des Éditions Maspero », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François

Maspero fondera d'ailleurs une autre revue de ce nom en 1967. La politique occidentale y est globalement peu traitée¹¹. On peut même préciser qu'à partir du numéro 41 sur l'Allemagne fédérale (1968), *Partisans* ne vise pas à rendre compte de la politique ou de l'actualité internationale, mais à garder un lien avec les mouvements ouvriers de partout, à observer avec attention le développement du socialisme.

Les numéros ont souvent une forme semblable, épousant plus ou moins la même séquence : un dossier qui constitue l'amorce, dans certains cas une série de textes sans fil conducteur précis, puis des « tribunes », des « documents », des chroniques ainsi qu'un courrier des lecteurs (qui ne figure toutefois pas dans la table des matières). La revue *Partisans* adopte une approche pédagogique en mettant met à la disposition des lecteurs un service de documentation. Dès le numéro 3, on offre gratuitement les brochures suivantes, qui rendent bien compte de la géographie intellectuelle de la revue : Fidel Castro, *Trois discours sur la formation de la révolution socialiste cubaine* (brochure éditée par l'ambassade de la République de Cuba en France); Union des Peuples du Kamerun (UPC), *Unité africaine et néo-colonialisme*; Association générale des étudiants martiniquais, *Les Caraïbes, la Martinique et le fait national antillais*. La revue se présente comme un outil de travail qui, sans prétendre à une totale neutralité axiologique, privilégie l'information claire à la prise de position engagée. *Partisans* publie aussi quantité de textes d'ordre théorique sur le socialisme. Cette inflexion est particulièrement remarquable dans la publication d'un numéro sur Rosa Luxemburg (1969), d'un texte sur Gramsci dans le numéro 24 (1965), des textes sur et contre l'autogestion dans le numéro 18 (1965), d'une attaque contre Roger Garaudy dans le numéro 31 (1966). Ce dernier texte

Sirinelli (dir.), *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, p. 155-174.

¹¹ D'après Jean-François Bert, la part « tricontinentale », tiers-mondiste des textes de *Partisans* baisse sensiblement après 1967 (Jean-François Bert, « *Partisans*, passage de 68 », *La Revue des revues*, n° 41 (2008), p. 4-32).

permet d'ailleurs de préciser le rapport complexe que *Partisans* (et plus largement les éditions Maspero) entretient avec le PCF¹².

Dans les années 1980, Maspero fondera une autre revue, *L'Alternative*, où la question de la décolonisation est troquée pour celle de la dissidence en Europe de l'Est. Mais de 1961 à 1972, à *Partisans*, la géographie des résistances est clairement tiers-mondiste et ne porte que peu d'attention à la politique européenne ou américaine. L'internationalisme de *Partisans* ne se traduit pas par une exportation des idées (vers *Parti pris*, par exemple), mais constitue un espace de luttes et de discussions (donc de divergences et de conflits) au sujet de ces luttes. Assez régulièrement, des liens avec d'autres revues sont créés, et on remarque la présence régulière de traductions d'articles de la *New Left Review* ou de la *Monthly Review*, annonçant bien à l'avance des liens entre la gauche française et la théorie critique anglo-saxonne. De même, il y a dans la section des comptes rendus, de très fréquentes mentions du contenu et de l'orientation générale des revues étrangères (dont *Parti pris*); les commentaires sur les livres et les revues sont d'ailleurs ouvertement ancrés dans une subjectivité spécifique, bien que celle-ci soit informée des luttes « objectives » et collectives.

Il est donc intéressant de noter, pour notre propos, que le rapport à l'art et, plus particulièrement, à la littérature se déploie dans *Partisans* en totale communion avec l'internationalisme que l'on vient d'évoquer. Pour le dire simplement, dans *Partisans*, il n'y a pas d'un côté la réflexion politique et de l'autre, une critique de l'art et

¹² Que Maspero choisisse de publier un texte qui s'attaque à l'un des membres les plus éminents du bureau politique du PCF, de surcroît directeur du Centre d'études et de recherches marxistes du Parti, depuis 1959, apparaît comme le signe fort d'un positionnement à l'écart de la doxa du Parti. La présence de Louis Althusser chez Maspero, à titre de directeur de la collection « Théorie », montre avec encore plus d'acuité les rapports complexes de Maspero au PCF. Althusser est tout aussi opposé à Garaudy, mais formule ses critiques depuis l'intérieur même du Parti, en constant dialogue avec ses instances intellectuelles. Maspero devient, pour Althusser, la plateforme idéale pour « former théoriquement » les militants, sans pour autant le faire exclusivement dans les revues inféodées au Parti.

de ses institutions, les deux avancent de pair. Dès le premier numéro se mettent clairement en place les termes de l'équation dans un texte d'un dénommé G. Gerolimatos intitulé « La classe ouvrière grecque et ses poèmes » :

Il y a en Grèce des poètes modestes, des poètes sans grand souffle, dit-on, des poètes dont le nom ne figurera pas dans les revues littéraires, dont les œuvres ne sont jamais traduites en langues étrangères.

Leurs poèmes ne sont pas éclatants, ils ne contiennent pas de grands mots, d'images recherchées, d'universalismes poétiques, de slogans surréalistes. Ils n'ont dit que ce qui devait être dit, simplement, clairement. C'est pour cela, sans doute, que certains de leurs poèmes ont été aimés, chantés, sont devenus des symboles. Leurs poèmes furent repris par le peuple sans que le nom de l'auteur soit connu : ces poètes sont en quelque sorte devenus des chantries populaires, et ont ainsi atteint le sommet que tout poète rêve d'atteindre.

À côté de ces poètes-là, il y en a d'autres qui ont écrit sur la guerre, contre l'invasion fasciste, qui ont écrit sur la Résistance. Mais la libération venue, ils retournèrent à leur place, choisirent prudemment leur position vis-à-vis du mouvement ouvrier ; préférèrent, comme de bons petits bourgeois qu'ils n'avaient jamais cessé d'être, se ranger aux côtés du parti gagnant, et oublièrent ce peuple qu'ils avaient chanté. Ils fermèrent les yeux pour ne pas voir que ce peuple continuait d'écrire « de petites lettres aux œillets ». Les poèmes de ces derniers ne peuvent nous intéresser.

Il nous suffira qu'on lise ici quelques-uns de ceux qui ont tenté de donner, en Grèce, une image véritable de ce temps¹³.

On pourrait croire qu'on lit ici une critique sévère des poètes communistes français s'il ne s'agissait pas d'un texte sur la poésie en Grèce. En effet, les « poètes qui écrivent sur la guerre » ou la Résistance ne sont pas forcément ceux qui sont considérés comme de réels poètes révolutionnaires. Se profilent les traits d'un « art

¹³ G. Gerolimatos, « La classe ouvrière grecque et ses poèmes », *Partisans*, n° 1 (septembre-octobre 1961), p. 45.

populaire » : non pas celui qui dépeint le peuple, mais celui qui en émane. Si le texte n'est pas particulièrement prescriptif d'un point de vue esthétique, on peut tout de même remarquer que ce n'est pas le lyrisme appuyé d'un texte qui en constitue la marque politique. C'est plutôt sa « récupération » par le peuple, son usage politique qui prime.

Mais si l'on voulait être critique, on pourrait dire que *Partisans* remplace partiellement l'instrumentalisation de la poésie aux fins du politique (donc les politiques culturelles du PCF) par l'exotisme de formes populaires non européennes, que l'on pourrait caricaturer par « Poèmes et chansons populaires de x pays ». C'est cette vision ethnographique de l'art dit modeste, non dénuée d'impérialisme culturel, qui dominera dans *Partisans* et dans le catalogue de Maspero (intérêt qui n'inclut pas le joual, selon Gérard Fabre¹⁴).

L'éloignement du PCF n'est pas pour autant un plaidoyer en faveur des avant-gardes. On devine, par la méfiance envers le surréalisme exprimée dans l'extrait cité plus haut, que l'esthétique avant-gardiste n'est pas pour *Partisans* un gage de probité politique. Examinons brièvement la publication d'une série d'articles du jeune Georges Perec, encore inconnu du grand public, membre du PCF, néanmoins fort critique de ses prises de position esthétiques (comme en témoigne sa participation à des revues communistes hétérodoxes : *Partisans*, mais aussi *Clarté* et *La Nouvelle Critique*). Ses articles sur la littérature concentrationnaire ou sur le Nouveau Roman (« Le Nouveau Roman et le refus du réel¹⁵ ») tracent les contours d'un réalisme critique qui tente de réconcilier activité militante et littérature; critique de la vie quotidienne et tropisme pour la fiction romanesque. S'il serait exagéré de faire des articles de Perec un exemple paradigmatique des positions esthétiques de

¹⁴ Gérard Fabre, « *Parti pris* et Maspero », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2 (hiver 2011), p. 87-96.

¹⁵ Georges Perec, « Le Nouveau Roman et le refus du réel », *Partisans*, n° 3 (février 1962), p. 108-118.

Partisans, on voit néanmoins poindre une contestation des esthétiques socialistes trop prescriptives, qui ne sont pas pour autant des dénégations absolues du politique ou d'un art populaire. La présence d'une section « Documents » montre bien quel est le pacte implicite de la revue : la littérature et l'analyse y ont une place, mais dans une économie discursive générale où les faits doivent être rendus disponibles. On annonce même dans le numéro 8 : « Notre service "documentation" met au service de nos lecteurs, gratuitement, textes et brochures qui peuvent utilement compléter notre travail d'information¹⁶. »

Ajoutons que le genre du témoignage, zone de liminarité entre art et politique, que Perec a théorisé dans les pages mêmes de *Partisans*, trouve sa place dès le premier numéro. On y présente un texte de Mohammed Arab Bessaoud comme un assemblage d'« extraits d'un long roman écrit par un soldat de l'A.L.N. » dont la rédaction a « volontairement brisé l'intrigue afin de n'en garder que son aspect de témoignage¹⁷ ». On voit apparaître une forme de hiérarchie : le témoignage serait un accès plus direct au réel, comme la poésie qui ne contient pas de « grands mots ». Cette supériorité de la poésie a de quoi surprendre dans le contexte d'une revue qui s'inscrit clairement dans la filiation sartrienne (de par ses similitudes avec les Temps modernes), alors que l'on connaît l'aversion de Sartre pour la poésie. *Partisans* adopte tout de même une conception de la poésie dans le coup, avec par exemple la publication d'un « reportage poétique » de Nazim Hikmet¹⁸.

Cela nécessiterait un article en soi, mais notons rapidement que *Partisans* accorde une place importante au théâtre dans ses

¹⁶ *Partisans*, n° 3 (janvier-février 1963). [La page n'a pu être fournie en raison d'un problème d'accès aux archives pendant la pandémie.]

¹⁷ Mohammed Arab Bessaoud, « Les Kabyles libres », *Partisans*, n° 1 (septembre-octobre 1961), p. 124.

¹⁸ Nazim Hikmet, « Reportage à la Havane », *Partisans*, n° 2 (novembre-décembre 1961). [La page n'a pu être fournie en raison d'un problème d'accès aux archives pendant la pandémie.]

pages (n° 36, « Théâtres et politique », préparé par Georges Dupré et Émile Copfermann, 1967). Ce ne sont toutefois pas les textes de théâtre qui y sont commentés, mais plutôt les rapports entre les formes théâtrales et leur transmission. Y sont abordées les questions du public, de la pédagogie du théâtre. Dans la seconde itération de « Théâtres et politique » (n° 47), Émile Copfermann est clair lorsqu'il affirme, entre quelques attaques contre les politiques culturelles du PCF¹⁹ :

C'est à partir de la notion de travail humain définie par Marx – que le théâtre et l'art en général doivent être vus. [...] L'art est évidemment travail. Il l'est même avant toute autre activité : la manifestation originale singulière de l'activité humaine. [...] Dans ce numéro de *Partisans*, les rapports de l'art et de la Révolution sont traités sur les plans sociologique et politique plutôt que sur le plan esthétique, à partir du point de vue selon lequel est artiste celui qui maintient l'intégralité de sa vocation : car être artiste c'est être révolutionnaire, c'est-à-dire lutter contre sa propre aliénation²⁰.

Partisans se démarque donc par une tentative de refondation d'un autre réalisme socialiste, qui s'appuie sur l'idée d'un « peuple international », mais qui s'intéresse aussi aux arts populaires, populaires sur le plan de la représentation et sur celui de l'inscription dans les institutions.

Socialiste, nationaliste et internationaliste : les tensions de *Parti pris*

Beaucoup plus connue de ce côté-ci de l'Atlantique, étudiée sous plusieurs angles depuis plus de quarante ans, *Parti pris* n'a guère besoin d'être présentée, sinon pour rappeler brièvement qu'elle a été

¹⁹ Dans le numéro 61, il racontera son expulsion des *Lettres françaises* par Aragon, signe absolu d'une attitude de défiance face aux instances culturelles du PCF.

²⁰ Émile Copfermann, « Théâtres et politique (bis) », *Partisans*, n° 47 (1969), p. 3.

fondée en 1963 par de jeunes étudiants de l'Université de Montréal afin de défendre la trilogie indépendance, laïcité et socialisme. Fortement influencés par les idées de Jean-Paul Sartre, d'Albert Memmi, de Frantz Fanon et de Jacques Berque, ainsi que par celles de Henri Lefebvre, les partipristes rejetaient les invitations au « dialogue » des animateurs de la revue *Cité libre* et en appelaient à une révolution fondée sur le marxisme qui permettrait de désaliéner les Québécois de la domination colonialiste anglo-saxonne (celles du Royaume-Uni, du Canada anglais et des États-Unis), associant ainsi leur cause aux luttes pour l'indépendance nationale, en Algérie et ailleurs. Cette désaliénation passait aussi, à leurs yeux, par la reconnaissance libératrice de la langue orale humiliée des quartiers populaires, alors qualifiée de « joual », qu'ils entreprirent de rédimier dans leurs œuvres littéraires aussi bien que dans leurs prises de position. De manière générale, ces faits sont bien connus et ont été analysés dans les premiers ouvrages d'André-J. Bélanger, de Robert Major et de Lise Gauvin et, plus tard, par exemple, lors du colloque du cinquantième anniversaire de fondation de la revue²¹. L'examen des numéros de *Partisans* et de *Parti pris* auquel ont donné lieu ces tra-

²¹ Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, Montréal, Éditions Nota bene, 2013 [1979], coll. « Visées critiques »; Lise Gauvin, *Parti pris littéraire*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1975, coll. « Lignes québécoises »; André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes : quatre idéologies du Québec en éclatement* : La Relève, la JEC, Cité libre, Parti pris, Montréal, Hurtubise HMH, 1977; Gilles Dupuis, Karim Larose, Frédéric Rondeau et Robert Schwartzwald, *Avec ou sans Parti pris : le legs d'une revue*, Montréal, Éditions Nota bene, 2018. Signalons aussi, sur les rapports entre nationalisme et décolonisation, tels que présentés dans les revues contemporaines de *Parti pris*, les ouvrages suivants : Catherine Bouchard, *Les nations québécoises dans l'Action nationale : de la décolonisation à la mondialisation*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002; Papa Dramé et Magali Deleuze, « Les idées phares du processus de décolonisation et le Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 1 (2006), p. 109-129; Stéphanie Jodoin, « Socialisme et décolonisation dans le Québec de la Révolution tranquille à travers *La Revue socialiste* et *Parti pris* », dans Patrick Dramé, Pascal Scallon-Chouinard et Françoise Nozati (dir.), *Décolonisation et construction nationale : Afrique, Asie et Québec*, Sherbrooke, Les Éditions de l'Université de Sherbrooke, 2016, p. 101-114.

vaux a fait ressortir, entre autres, le caractère internationaliste, vulgaire, universitaire et littéraire de *Parti pris*. Cela constitue d'ailleurs un mélange étonnant que l'on retrouve dans bien peu de revues québécoises. Dans la plupart des cas, la vulgarité y est absente; *La Conspiration dépressionniste*²² représente une exception, mais elle fut relativement peu internationaliste au sens fort du terme.

Insistons un peu sur l'internationalisme. Que le discours de *Parti pris* ait été basé, d'emblée et de façon centrale, sur des références internationales, sur le lien constitutif entre des courants intellectuels et politiques « internationaux », d'une part, et sur son analyse de la situation culturelle, économique et politique québécoise, d'autre part, cela a été d'autant plus aisément noté que les partipristes eux-mêmes faisaient état de cet objectif et de ses difficultés. Les analyses de ce lien ont pu différer, mettant tantôt l'accent sur les sources intellectuelles « étrangères », comme c'est le cas chez Fabre, Gauvin ou Ching Selao²³, tantôt sur l'importance de l'inscription « dans une évolution idéologique intrinsèquement québécoise », comme l'ont fait Bélanger et Major. Mais peu de chercheurs et de chercheuses avaient étudié *Parti pris* sous l'angle spécifique de l'internationalisme avant *The Empire Within* de Sean Mills, dont un chapitre porte spécifiquement sur « la dimension internationale de la résistance » dans les mouvements anticolonialistes montréalais, entre 1963 et 1968 :

²² Revue paraissant irrégulièrement de 2003 à 2011, *La Conspiration dépressionniste* se caractérisait tout à la fois par un ton satirique et polémique, une nostalgie critique des avant-gardes (dont l'héritage situationniste) et une dénonciation forte de l'aliénation politique et culturelle. Voir Alexis Ross, « L'identique et le non-identique : le discours polémique du premier éditorial de la revue *La Conspiration dépressionniste* », *Postures*, n° 25 (hiver 2017), p. 1-16; Guillaume Bellehumeur, « L'ennui est contre-révolutionnaire : réappropriation des discours lettriste et situationniste dans *La Conspiration dépressionniste* », *@nalyse : revue des littératures franco-canadiennes et québécoise*, vol. 13, n° 2 (2018), p. 10-38.

²³ Ching Selao, « Portrait du colonisé québécois : peau blanche, masques noirs? », dans Dupuis et al. (dir.), *Avec ou sans Parti pris*, p. 329-359.

Internationalism was therefore not merely one aspect of a larger ideology, but stood at the very core of the political project. Activists and writers worked to expand the geographical frame of reference within which Quebec's politics were generally understood; rather than seeing the plight of francophone Quebecers as an internal problem that could be solved by appealing to local leaders for redress, they endeavoured to take their grievances to the world stage²⁴.

Mettant en évidence le rôle joué par les penseurs de la décolonisation, dont Berque, Fanon et Memmi, ainsi que l'importance de la figure de François Maspero, Mills montre que les révolutionnaires francophones québécois déchantèrent quelque peu en constatant que leur cause n'avait guère trouvé d'écho en France et se tournèrent plutôt vers Cuba ainsi que vers le mouvement du Black Power. Il note aussi que, peu à peu, *Parti pris* intègre davantage l'impérialisme américain dans la description des luttes à mener, mettant ainsi la sourdine sur le colonialisme « *Canadian* ». Nous reprenons la thèse de Mills sur le caractère central de l'internationalisme partipriste, mais en examinant de plus près à la fois l'évolution de cette orientation idéologique au fil des numéros et les différentes conceptions du socialisme.

De façon schématique, on peut observer que *Parti pris* est passé d'un internationalisme discursif, épistémique même, à un internationalisme proprement politique. Dès les premiers numéros, en effet, les partipristes fondent leurs prises de position sur des notions « internationalistes », mettant en œuvre des grilles d'analyse transnationales : capitalisme, classe ouvrière, colonialisme, infrastructure, impérialisme, moyens de production, petite-bourgeoisie, planification, réformes agraires, etc. On voit évidemment, dans cette liste, l'importance de la filiation marxiste, mais nous souhaitons signaler que cet intertexte est non seulement ce qui permet aux partipristes d'analyser la situation québécoise, de la nommer

²⁴ Sean Mills, *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 104.

et d'appeler à sa transformation, mais aussi de la situer à l'échelle internationale²⁵. Dans les premiers numéros de *Parti pris*, ce cadre intellectuel est essentiellement appliqué au Québec et utilisé dans les analyses historiques, littéraires ou politiques aussi bien que dans la mise au point des actions à accomplir. Aucun des titres d'articles ou de rubriques ne renvoie à d'autres pays, n'ouvre sur une perspective d'ordre international. Seules les références ponctuelles, en cours d'article, à d'autres luttes, mènent dans cette direction : pas de reportage sur l'Algérie, Cuba ou d'autres pays, ni sur les luttes des socialistes en France, en Belgique ou ailleurs. Cette restriction (temporaire) de la dimension internationale aux seules analogies distingue nettement *Parti pris* des premiers numéros de *Partisans*, dont la matrice médiatique²⁶ est fortement structurée par l'examen des luttes politiques internationales. Dans chacun des sommaires de *Partisans*, en effet, un ou plusieurs noms de pays ou de continents apparaissent; parfois, un numéro entier est consacré aux luttes menées dans un pays spécifique.

Peu à peu, cependant, à compter de 1965 surtout, on décèle dans les sommaires de *Parti pris* un changement de perspective en faveur de l'étranger, en commençant par les chroniques. On prend ainsi conscience de l'existence du Vietnam²⁷, du Congo²⁸, de l'An-

²⁵ Il n'y a pas d'études théoriques à proprement parler, mais plutôt des examens de la situation du Québec « à la lumière » d'études théoriques. C'est cette perspective qui est synthétisée dans le titre *Socialisme québécois*, qui sera adopté par *Socialisme* 64, 65, 66, lors de sa refonte, en 1970.

²⁶ Marie-Ève Thérienty, *La littérature au quotidien : poétiques journalistiques au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2007, coll. « Poétique ».

²⁷ André Garand, « Pour les uns et les autres » [texte intitulé « La presse et le Vietnam » sur la page couverture du numéro], *Parti pris*, vol. II, n° 2 (octobre 1964), p. 22-25; Che Guevara, « Créer deux, trois... de nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre », *Parti pris*, vol. V, n° 2-3 (octobre-novembre 1967), p. 38-46; Luc Racine, « La guerre américaine au Vietnam », *Parti pris*, vol. V, n° 4 (1968), p. 34-41.

²⁸ *Parti pris*, « Congo : de la lutte de libération nationale à la lutte de classes », *Parti pris*, vol. II, n° 5 (janvier 1965), p. 82-84.

gola²⁹, de l'Algérie³⁰, de la Chine³¹, de la Guyane³², de l'URSS³³, de l'Amérique latine³⁴, de Cuba³⁵, des États-Unis³⁶, de l'Europe au grand complet³⁷, de la Palestine³⁸, des républiques andines (Équateur, Pérou, Bolivie)³⁹, de la Grande-Bretagne⁴⁰, de l'Espagne⁴¹ et de la Tchécoslovaquie⁴². Cette tendance s'accroît dans la cinquième et dernière année de parution du magazine, dont le format plus ample

²⁹ Parti pris, « Une cause célèbre : l'Angola », *Parti pris*, vol. II, n° 7 (mars 1965), p. 43-51.

³⁰ Parti pris, « Algérie, an III », *Parti pris*, vol. II, n° 9 (mai 1965), p. 58-59.

³¹ Bernard S. Mergler, « Divorce à la chinoise », *Parti pris*, vol. III, n° 3-4 (octobre-novembre 1965), p. 51-61; Philippe Bernard, « Chine : révolution culturelle », *Parti pris*, vol. IV, n° 9-10-11-12 (mai-août 1967), p. 182-185.

³² N. Fortin, « La Guyane britannique : une autre victime de l'impérialisme », *Parti pris*, vol. III, n° 3-4 (octobre-novembre 1965), p. 77-79.

³³ André Pollender, « La réforme de la planification en URSS », *Parti pris*, vol. III, n° 5 (décembre 1965), p. 43-54.

³⁴ Gabriel Gagnon, « Les leçons de l'Amérique latine », *Parti pris*, vol. IV, n° 3-4 (novembre-décembre 1966), p. 103-107.

³⁵ Lise Rochon, « La réforme agraire à Cuba », *Parti pris*, vol. IV, n° 5-6 (janvier-février 1967), p. 63-70; Pierre Vallières, « Cuba révolutionnaire », *Parti pris*, vol. V, n° 1 (septembre 1967), p. 19-25; Roger Soublière, « Hasta la victoria siempre! », *Parti pris*, vol. V, n° 7 (avril 1968), p. 27-37.

³⁶ Philippe Bernard, « Les élections aux États-Unis », *Parti pris*, vol. IV, n° 5-6 (janvier-février 1967), p. 81-85; René Del Magro, « Les États-Unis: État militariste? », *Parti pris*, vol. V, n° 4 (janvier 1968), p. 29-33; Philippe Bernard, « Le défi américain », *Parti pris*, vol. V, n° 7 (avril 1968), p. 14-15; Gilles Dostaler, « Black Power : rejoindre la révolution noire mondiale », *Parti pris*, vol. V, n° 8 (été 1968), p. 16-19.

³⁷ Philippe Bernard, « L'Europe: de l'Atlantique à l'Oural », *Parti pris*, vol. IV, n° 7-8 (mars-avril 1967), p. 86-87.

³⁸ Philippe Bernard, « Les pays arabes et l'expansionisme », *Parti pris*, vol. V, n° 4 (janvier 1968), p. 14-15.

³⁹ Gilles Dostaler, « Situation révolutionnaire dans les républiques andines », *Parti pris*, vol. V, n° 4 (janvier 1968), p. 16-28.

⁴⁰ Philippe Bernard, « La dévaluation du sterling », *Parti pris*, vol. V, n° 5 (février 1968), p. 15-16.

⁴¹ Philippe Bernard, « L'Espagne de demain », *Parti pris*, vol. V, n° 6 (mars 1968), p. 15-16.

⁴² Philippe Bernard, « Révolution culturelle en Tchécoslovaquie », *Parti pris*, vol. V, n° 8 (été 1968), p. 16.

et qui inclut désormais des illustrations⁴³ et la matrice médiatique correspondent davantage à ceux de *Partisans*. Toutefois, l'accentuation commence dès la quatrième année avec la création de la chronique de politique internationale qui est confiée à Philippe Bernard. Le sommet est sans doute atteint dans le numéro intitulé « Québec *si, yankee no* » de janvier 1968, qui rassemble cinq textes sur la politique internationale en plus d'un éditorial, le seul de toute l'histoire de la revue portant directement sur la politique internationale⁴⁴. Cette transformation de la structure même de la revue, du contenu de ses rubriques, s'accompagne d'ailleurs d'un changement dans le propos, qui met davantage l'accent sur les liens entre les combats : « [N]otre cause est la même que la leur », écrit Luc Racine dans « Québec *si, yankee no*⁴⁵ » en évoquant la famine en Inde, la misère des Noirs américains et les paysans boliviens. *Parti pris* devient ainsi la première revue québécoise « doublement » internationaliste, dans son idéologie comme dans sa structure éditoriale, se rapprochant ainsi des modèles offerts non seulement par *Partisans*, mais aussi par *Les Temps modernes* ou *La Revue internationale du socialisme*, pour ne nommer que celles-là, du fait de leur présence dans les pages de *Parti pris*. Cet internationalisme se présente de plus en plus ouvertement sous l'aspect d'une solidarité dans les luttes révolutionnaires, comme on le constate dans l'article de Luc Racine. Ainsi Pierre Vallières, dans « Cuba révolutionnaire », affirme en défendant la stratégie de coordination transaméricaine des foyers révolutionnaires : « Économiquement, politiquement, militairement, notre lutte est une. [...] Nous sommes tous déjà unis dans la soumission au même

⁴³ Cela donne d'ailleurs non seulement un dynamisme graphique nouveau, dans les pages de la revue, qui se rapproche ainsi du magazine, mais aussi un aspect documentaire plus net aux reportages, dont celui effectué par Gilles Dostaler en Amérique latine qui est accompagné de photographies de son cru.

⁴⁴ *Parti pris* et Philippe Bernard, « Politique internationale : bilan et perspective », *Parti pris*, vol. V, n° 4 (janvier 1968), p. 3-7.

⁴⁵ Racine, « La guerre américaine au Vietnam », p. 36.

impérialisme⁴⁶. » Il est de ce fait évident, pour lui, que « [l]es Québécois sont, eux aussi, des Latins d'Amérique et font parti [sic], au même titre que les peuples de l'Amérique du Sud, du "Tiers monde"⁴⁷ ». Intégrant dans son analyse le combat des Noirs des États-Unis, Philippe Bernard en fait un combat commun contre l'impérialisme :

Notre lutte pour l'indépendance et la décolonisation s'intègre dans la lutte intérieure que mènent les peuples d'Amérique du Nord contre la domination des trusts militaristes des États-Unis [...], nous devons lier ce combat à celui mené par les noirs américains et par les autres peuples du monde⁴⁸.

Cet internationalisme, qui sous-tend la vision de la revue sur la politique internationale, a plusieurs facettes : celle de la décolonisation, essentiellement théorique d'abord et associée le plus souvent à l'exemple algérien; celle des luttes des mouvements révolutionnaires (Vietnam, Angola, Cuba, républiques andines); celle des luttes contre l'impérialisme états-unien (qui touchent aussi bien le Vietnam et Cuba que le Black Power), etc. Cela ne signifie pas pour autant, bien au contraire, que tout regard sur la politique internationale soit porté par une idéologie internationaliste, encore moins par une volonté d'action créant des solidarités concrètes transnationales entre militants, voire une véritable organisation internationale. De même, cet internationalisme est influencé par une redéfinition constante du socialisme, ce qui conduit *Parti pris* à devenir probablement la première revue québécoise à défendre le socialisme autogestionnaire (sous la plume de Pierre Maheu et de Gabriel Gagnon surtout), à adopter la lecture althussérienne du marxisme et à défendre le « tiers-mondisme » (tous trois présents à *Partisans* et chez Maspero⁴⁹).

⁴⁶ Vallières, « Cuba révolutionnaire », p. 22.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Parti pris et Bernard, « Politique internationale : bilan et perspective », p. 6-7.

⁴⁹ Il est d'ailleurs révélateur que, dans « Pour un socialisme décolonisateur », article

Cette ouverture ou cette pluralité idéologique, bien que semblable à celle de *Partisans*, possède cependant, historiquement, une tout autre signification. Au contraire du contexte français, il y a alors (1963-1968) au Québec très peu de groupes ou d'organisations politiques socialistes ou d'extrême gauche, de sorte que l'ouverture, le refus du dogmatisme de *Parti pris* ne se construit pas par opposition à des « lignes » de parti ou à des courants très forts, mais par la progressive autoformation des partipristes eux-mêmes⁵⁰, ainsi que par la convergence dans une même revue des rares courants existants⁵¹. Il faut souligner, à cet égard, que le dilemme idéolo-

où il distingue les grandes tendances du socialisme, à l'étranger, parmi lesquelles le socialisme autogestionnaire, avant d'aborder la question d'un socialisme décolonisateur « québécois », Gabriel Gagnon renvoie aux « nombreuses publications des éditions François Maspero » (Gabriel Gagnon, « Pour un socialisme décolonisateur », *Parti pris*, vol. IV, n° 1 (septembre-octobre 1966), p. 55).

⁵⁰ Il faut se rappeler, à ce sujet, que les partipristes étaient très jeunes au moment de leur engagement initial dans la revue, au tout début de la vingtaine et à peine titulaires d'un baccalauréat le plus souvent. De plus, même s'il y avait des cours sur le marxisme, ils étaient bien rares (voir, à ce sujet, Michel Lacroix, « Marx en morceaux (via Lefebvre) : poétique de la vie quotidienne à *Parti pris* », dans Dupuis *et al.* (dir.), *Avec ou sans Parti pris*, p. 255-287). C'est pourquoi Jean-Marc Pottie a pu évoquer, dans le numéro inaugurant la troisième année de publication de la revue, les lacunes de sa formation et sa méconnaissance encore toute récente du *Capital* : « Comme tous les Québécois, je n'ai reçu aucune formation économique [...]. Ma vision du monde prenant sa source dans le marxisme-léninisme, j'ai toujours désiré approfondir la perspective économique de cette théorie. *Le Capital* : une brique par sa longueur (2000 p.) et son indigestibilité. Je n'avais pas le courage d'entreprendre sa lecture ». C'est pourquoi il souligne dans cette critique la clarté du *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel (Jean-Marc Pottie, « Les livres. Le *Traité d'économie marxiste* de Mandel », *Parti pris*, vol. III, n° 1-2 (août-septembre 1965), p. 108). Cette même volonté d'autoformation conduisit l'équipe à organiser des cours dans le cadre du « Club Parti pris », entre autres, sur le marxisme.

⁵¹ Notre analyse rejoint à cet égard la définition de la revue comme « espace de répulsion » telle que l'a proposée Jean-Pierre Couture dans « Jean-Marc Pottie, définisseur de situation en quatre saisons » (dans ce numéro), c'est-à-dire comme scène de désaccords multiples, tendue entre ouverture et recherche d'une « ligne politique » dominante (ou prioritaire). Il n'y eut ultimement pas de « contradiction principale » à *Parti pris*, mais dominance des contradictions. Parmi celles qu'a soulignées Couture dans son étude, il y avait celle des stratégies politiques et de la légitimité du recours à la lutte armée, question qui s'est posée au moment de

gique central de *Parti pris* fut celui de la conciliation du marxisme et du nationalisme (et de la primauté possible d'une forme de lutte sur l'autre), enjeu qui n'apparaît pas du tout, du moins sous cette forme, dans les pages de *Partisans*. La rareté des organisations politiques se réclamant du socialisme conduit d'ailleurs les partipristes à s'impliquer activement dans la création du Mouvement de libération populaire, puis dans le Parti socialiste du Québec⁵². Ce n'est donc pas un pluralisme offrant un lieu de rencontres, à côté et en retrait des luttes du champ politique, mais un pluralisme « par défaut », faisant cohabiter des tendances qui, quelques années plus tard, allaient s'affronter dans le champ politique, voire opter pour une praxis plus culturelle ou littéraire que politique (pour le groupe de Paul Chamberland et de Pierre Maheu).

l'émergence du FLQ. Sans revenir ici sur la valse-hésitation entre la sympathie pour les « camarades » felquistes et le jugement selon lequel la conjoncture politique n'était pas propice au soulèvement armé ou à la lutte terroriste au Québec (exprimés, entre autres, en août 1965 dans « Où allons-nous? » de Jean-Marc Piotte et « Où sont les bombes d'antan? » d'Andrée Ferretti-Bertrand (vol. III, n° 1-2, p. 64-85 et 86 à 92), ainsi que dans l'éditorial « Le FLQ et nous », en novembre-décembre 1966 (vol. IV, n° 3-4, p. 2-7), on peut signaler que cette question avait elle aussi une portée internationale, liée aux articles et aux prises de position sur les luttes armées menées par les mouvements révolutionnaires en Angola, au Mozambique, au Vietnam ou en Amérique latine. Dans tous les cas, il y a un appui implicite à la prise des armes.

⁵² Philippe Bernard, dans le numéro spécial de *La Barre du jour* en hommage à *Parti pris*, jugeait que c'était alors cet activisme politique qui avait retenu l'attention : « De *Parti pris* on a surtout retenu son caractère politique avec son prolongement pratique » (« Tiens-toi bien après les oreilles à *Parti pris* », *La Barre du jour*, n° 31-32 (hiver 1972), p. 71). Dans ce même texte, il avançait, de façon assez surprenante qu'il estimait l'idéologie de *Parti pris* « libertaire » ou « anarchiste » (p. 72). Gabriel Gagnon, quelques pages plus loin, distinguait plutôt trois grands courants, celui des fondateurs, « plus littéraires que politiques », adeptes d'une « revue culturelle, plus existentialiste que marxiste », le groupe de Piotte, de Godin et de lui-même, « plus soucieux d'action politique concrète », défendant un socialisme autogestionnaire, et un troisième groupe, « gravitant autour de Luc Racine », qui « avait lu Marx à travers Althusser » (Gabriel Gagnon, « Comme *Cité libre* », *La Barre du jour*, n° 31-32 (hiver 1972), p. 75).

L'idéologie de la décolonisation, transformée en « socialisme décolonisateur » au fil des numéros de *Parti pris*, constitue évidemment un puissant vecteur d'internationalisme, une interface cruciale entre la promotion de l'indépendance québécoise et la défense d'une révolution socialiste mondiale. Cet aspect de *Parti pris* a été étudié sous de nombreuses facettes, mais on a peu remarqué que les références aux pays étrangers dans les pages de la revue sont marquées par un curieux dialogisme, celui de la réponse au reproche de « décolonialiser », pour reprendre le néologisme de Jan Dépocas⁵³, reproche venu aussi bien de *Cité libre* que de René Lévesque : « [L]e Québec, ce n'est pas comme l'Algérie, comme Cuba, etc. » C'est paradoxalement d'abord en vertu de ce reproche que les références à l'Algérie, à Cuba ou au Congo surgissent dans la revue et, pour y répondre, en précisant en quoi, malgré les différences entre ces pays et le Québec, ce dernier peut être à bon droit considéré comme une colonie. Le premier cas est sans doute offert par Michel van Schendel dans « La maladie infantile du Québec⁵⁴ », où il défend la nécessité de développer un « outil doctrinal » qui ne soit ni « provincialisme » ni « universalisme sans racines » (*Cité libre* étant ici visée). Cet outil est, entre autres, la notion de colonialisme, qu'il faut préciser pour éviter que les adversaires répliquent que « le Québec n'étant pas l'Angola, le colonialisme en est absent⁵⁵ ». Dès le numéro suivant, Paul Chamberland s'attaque à Gérard Pelletier, défenseur du fédéralisme canadien, en lui reprochant son homologie entre les provinces et les cantons suisses : « M. Pelletier se sent fédéraliste comme un [B]ernois; voilà où mène l'internationalisme de *Cité Libre* : on finit toujours par se tromper de pays! Qu'on n'aille pas reprocher aux révolutionnaires québécois d'importer d'Algérie ou de Cuba alors que les fédéralisants nous produisent de pareilles

⁵³ Jan Dépocas, « Le complexe de Maria Chapdelaine », *Parti pris*, vol. I, n° 9-10-11 (été 1964), p. 37.

⁵⁴ Michel van Schendel, « La maladie infantile du Québec », *Parti pris*, vol. I, n° 6 (mars 1964), p. 25-44.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 30.

inepties!⁵⁶ » Manifestement préoccupé par l'argument avancé dans *Cité libre*, Chamberland y revient longuement, deux mois plus tard. Il oppose lui aussi l'universalisme abstrait de ses adversaires aux luttes concrètes de décolonisation, se référant pour ce faire au célèbre ouvrage de Fanon :

Je recommanderais fort à Peter Elliott de relire "Les Damnés de la terre" : il s'y découvrirait peut-être au détour de certaines pages⁵⁷. Nos universalistes, qui se veulent si clairvoyants et à la page, feraient bien de revoir toute l'histoire d'après-guerre. Ils y reconnaîtraient, au passage, une des forces déterminantes de cette période : la décolonisation, la montée du Tiers-Monde. Et ils en savent plus que moi sur cette question, ils ont plus d'expérience! Oh! je sais, ils tiennent une réponse toute prête : le Québec, ce n'est pas comme l'Algérie, comme Cuba, etc. Nous ne le savions pas! Ce qu'ils se refusent à voir, c'est que nous transformons, en l'appliquant à notre situation, le sens des termes "colonisation" et de "décolonisation"⁵⁸.

Il n'y a pas ainsi « identité » de situation, mais partage de traits communs découlant à ses yeux d'une domination économique, politique et culturelle :

Lorsque nous nous sentons, nous nous vivons comme colonisés, nous ne voulons pas signifier que notre situation est identique à celle de l'Algérie ou du Congo, mais que cette situation participe de traits communs avec ceux des pays colonisés; et ceci nous pouvons le vérifier sur des plans comme l'économique, le politique et le culturel. Ce qui nous retient particulièrement dans la perspective de cet article, c'est le fait que, comme ces pays, nous subissons, quotidiennement et radicalement, l'agression, sous une forme ou sous une autre, de l'impérialisme économique, la

⁵⁶ Paul Chamberland, « Les larbins de la con-fédé », *Parti pris*, vol. I, n° 7 (avril 1964), p. 44.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 12.

⁵⁸ Paul Chamberland, « De la damnation à la liberté », *Parti pris*, vol. I, n° 9-10-11 (été 1964), p. 83.

domination technique, culturelle et linguistique des U.S.A. et des Canadiens (qui forment un tout “anglo-saxon”)⁵⁹.

As des formulations provocatrices, Gérald Godin s'exclame à ce sujet : « Ce n'est pas parce que nous ne sommes pas en Algérie que nous ne sommes pas en Algérie » :

Nulle situation n'est simple et moins que toute autre, celle que l'on commence à peine à définir vraiment. Est-ce notre faute à nous si nos aînés étaient trop occupés à défroquer pour observer leur milieu? Est-ce notre faute à nous s'il n'y a pas de tradition révolutionnaire au Québec et si nous sommes forcés de créer la méthode d'exploration de la société québécoise et les mots pour la décrire? L'approximation règne, c'est entendu. Mais il ne faudrait pas qu'à cause d'une prétendue imprécision dans les termes qui nous servent à définir le drame national des Québécois, certains esprits doutent de l'existence de ce drame. Il y a une nouvelle tendance chez les non-alignés qui observent et commentent l'indépendantisme. Elle consiste à dire : « Oui, oui, vous êtes colonisés, mais pas tant que ça »⁶⁰.

Cinquante ans plus tard, on retient surtout, dans la foulée des travaux de Sean Mills, que c'est grâce à *Parti pris* que les théories de la décolonisation se sont imposées à Montréal plus que dans n'importe quelle autre ville américaine, et qu'on a amorcé un nécessaire travail critique pour décrire la situation « coloniale⁶¹ » des Cana-

⁵⁹ *Ibid.*, p. 84.

⁶⁰ Gérald Godin, « Les exigences du frère dételle », *Parti pris*, vol. II, n° 2 (octobre 1964), p. 60.

⁶¹ Outre l'ouvrage de Sean Mills, notons l'essai d'Émilie Nicolas, « Maîtres chez l'Autre », *Liberté*, n° 326 (hiver 2020), p. 42-46, ainsi que la section consacrée à *Parti pris* dans Alain Deneault, *Bande de colons*, Montréal, Lux Éditeur, 2020, p. 69-87. Se prononçant essentiellement sur le paradigme « anticolonialiste » de *Parti pris* à partir des réticences de Memmi qui redoute la « récupération » de sa théorie, Deneault n'examine guère les textes publiés dans la revue. Ses critiques portant sur les analyses marxistes du colonialisme mériteraient elles aussi discussion, néanmoins sa théorisation de la figure du « colon », agent aliéné du colonialisme, exploiteur et exploité, selon des figures variables, revêt un grand intérêt, du point

diens français. On néglige cependant le travail complexe d'homologie et de distinction, de lutte contre les simplifications produites par leurs adversaires, de transition entre l'internationalisme abstrait, discursif des débuts et l'internationalisme politique de la fin. Résumer le rapport au mouvement de décolonisation et aux penseurs du mouvement, tel qu'il se déploie dans *Parti pris* et s'intègre dans un processus d'approfondissement théorique des luttes internationales et du marxisme, à une position fixe et réductrice, parce que fondée sur une mauvaise conscience, serait une interprétation partiellement réductrice, comme le montrent les extraits cités plus haut.

Au croisement de courants socialistes multiples (à l'exception du communisme « orthodoxe »), *Parti pris* est aussi le lieu d'une pluralité étonnante de langages, juxtaposant des manifestes politiques polémiques, des poèmes et récits, des études historiques, littéraires ou sociologiques indissociables de celles qui sont publiées dans les revues savantes d'alors, et des formes d'humour ouvertement vulgaires (et relevant parfois d'une homophobie primaire). On peut d'ailleurs noter que le recours au langage cru n'est pas généralisé, mais concentré dans la rubrique bien nommée de « vulgarités » et dans les textes de création. L'humour et la vulgarité, qui sont ainsi des épiphénomènes sur le plan politique, sont néanmoins au cœur de l'esthétique de *Parti pris*, qui allie mal-vivre et mal-écrire et qui va du joual au ti-pop⁶². Cependant, ni les conceptions esthétiques

de vue de l'histoire sociale du Québec.

⁶² Si les débats sur le joual sont bien connus, les idées lancées par Pierre Maheu au sujet du ti-pop, dans les derniers numéros de *Parti pris* (et inaugurant son glissement vers la contre-culture) le sont nettement moins. Semblable en cela au joual, la notion de ti-pop visait à retourner la honte associée à la culture québécoise populaire, pour mener à la désaliénation : Michel Louvain, Willie Lamothe ou l'oratoire Saint-Joseph étaient également ciblés par Maheu (Pierre Maheu, « Patricia et Ti-Pop ou tu te sauveras pas de même baqua! », *Parti pris*, vol. V, n° 6 (mars 1968), p. 54-55. Voir, à ce sujet, Mathieu Lavigne, « Prospective d'une nouvelle culture : laïcité et Ti-Pop chez Pierre Maheu », dans *L'idée de décolonisation québécoise : le discours tiers-mondiste au Québec et sa quête identitaire (1963-1968)*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2007, p. 187-205.

ni les pratiques de création ne sont unifiées, à la revue comme à la maison d'édition. De Paul-Marie Lapointe à Gérald Godin, d'Hubert Aquin à Claude Jasmin, nulle solution de continuité. Il y a plutôt relance continue des réflexions sur le rapport entre art et politique, pratiques culturelles et pratiques sociales, et certaines d'entre elles développent des idées fort semblables à celles avancées dans *Partisans* (sauf pour le théâtre, relativement délaissé). Patrick Straram, par exemple, affirme que Shakespeare, Rimbaud, Godard et le jazz effectuent, comme Marx et Lénine, un travail visant à la « désaliénation globale de l'homme ». De même, malgré les fondements sartriens de leur pensée, ils sont nombreux à explorer la dimension politique propre à la poésie. Ce n'est cependant pas la « poésie populaire », « spontanée », ni une poésie lyrique et colérique, proche du chant et gardant la mémoire de la poésie de la Résistance, comme c'est le cas à *Partisans*, mais une poésie recueillant les héritages de Rimbaud et du « non-poème », de la modernité poétique et de l'aliénation quotidienne que défend *Parti pris*.

Dans sa pluralité et ses contradictions, *Parti pris* s'aventure, comme *Partisans*, dans les sentiers non balisés du communisme hétérodoxe, des esthétiques socialistes critiques, du tiers-mondisme, mais, paradoxalement, alors que ces explorations s'inscrivent en France dans un courant marginal, intellectuellement et politiquement, c'est au Québec un catalyseur de redéfinitions intellectuelles et littéraires et, jusqu'à un certain point, politiques. Cela constitue une des différences fondamentales entre les deux revues, de même que la place réservée à la création dans les pages de *Parti pris* et à la littérature dans les réflexions générales. En effet, bien qu'elle fût conçue sur des bases essentiellement politiques, *Parti pris* avait des écrivains comme fondateurs et collaborateurs. Il y eut dans plusieurs numéros (mais surtout au début) des poèmes, des essais et des récits, et cette part littéraire se déploya plus nettement avec la fondation des Éditions *Parti pris*, lesquelles vécurent plus longtemps que la revue. De ce fait, la part littéraire de *Parti pris* est nettement plus grande, ce qui, au Québec, rapproche cette dernière de la revue *Liberté* (avec

laquelle il y eut de nombreux liens concrets, mais aussi des rivalités parfois tendues), et du modèle des Temps modernes, pour ce qui est de la France. Cependant, les convergences sont nettement plus nombreuses et expliquent pourquoi il y eut des échanges concrets entre les deux revues (alors que *Partisans* ne semble connaître ni *La Revue socialiste* ni *Socialisme* 64, 65, etc. et que *Parti pris*, elle, ne fait pas référence à d'autres revues socialistes françaises).

D'autres études plus poussées seraient nécessaires, afin de voir de quelle manière l'espace intellectuel commun de *Partisans* et de *Parti pris* s'inscrit dans un réseau plus large, celui d'une « internationale du socialisme décolonisateur », quelles autres revues participent avec elles à la construction de ce discours, quels articles, auteurs, idées ou références circulent dans ce réseau et si cela touche aussi des partis ou des syndicats. De même, il serait pertinent de voir s'il existe sinon des « cloisons », du moins des circuits plus forts dans ce réseau, en fonction des langues : du côté des « francophones », par exemple, ou de la francophilie plus ou moins forte des élites culturelles et du côté des revues ou des mouvements d'Amérique latine. Le grand congrès organisé à La Havane, en 1968, serait un excellent point d'observation pour amorcer une telle relecture des rapports entre socialisme et décolonisation, à partir du discours des revues.

Un même ennemi?

IXE-13, l'as des espions canadiens et l'Œuvre des tracts : analyse croisée des pratiques fasciculaires et des stéréotypes anticomunistes (1940-1950)

Jonathan Livernois,
Université Laval

Rachel Nadon,
Université du Québec à Trois-Rivières et
Université Paul-Valéry-Montpellier 3

Résumé

Dans cet article, nous avançons l'hypothèse que, tant sur le plan du support, de la matérialité que de l'idéologie, il a pu exister une circulation et même une concurrence générale des pratiques (d'écriture, de lecture) entre les brochures informatives de l'École sociale populaire et les fascicules d'espionnage de la même époque. Entre l'Œuvre des tracts et le roman en fascicules *Les aventures étranges de l'agent IXE-13* de Pierre Saurel, diffusé largement entre 1947 et 1966, il semble exister des similitudes liées au support et à un « imaginaire sériel » dont la portion évidente est l'usage de stéréotypes. Ainsi peut-on penser, à partir du travail de Matthieu Letourneux (2017), que le communiste *undercover* d'IXE-13 est le « même » que celui de l'Œuvre des tracts et des quotidiens : tous s'alimentent, se coconstruisent, s'imitent les uns les autres. Étant donné la large diffusion des brochures et des fascicules, il nous semble nécessaire de mieux comprendre les jeux de chiasme entre fiction et réel et leurs effets respectifs sur la société canadienne-française.

Abstract

In this article, we hypothesize that, as much on the level of the support, of the materiality as of the ideology, there could have existed a circulation and even a general competition of the practices (of writing, of reading) between the informative leaflets of the École sociale populaire and the fascicles of espionage of the same time. Between L'Œuvre des tracts and the novel in fascicles Les aventures étranges de l'agent IXE-13 of Pierre Saurel, diffused widely between 1947 and 1966, it seems to exist similarities brought by the support and by a "transmedia imaginary" of which the obvious portion is the use of stereotypes. Thus, one can think, from the work of Matthieu Letourneux (2017), that the undercover communist of IXE-13 is the "same" as that of L'Œuvre des tracts and dailies: they all feed off, co-construct, and imitate each other. Given the wide distribution of the pamphlets and leaflets, it seems necessary to us to better understand the chiasmus games between fiction and reality and their respective effects on French-Canadian society.

Pendant les années 1930, 1940 et 1950, l'anticommunisme est un élément central du discours social canadien-français. Le gouvernement Duplessis, dès 1937, ne manque pas de stigmatiser ses ennemis politiques en brandissant la menace du spectre communiste, dont il protégerait la province. Il entretiendra cette peur tout au long des années 1940 et 1950, à telle enseigne qu'André Laurendeau, alors député de l'opposition, pourra déclarer, en Chambre, le 26 mars 1946 : « Personne n'a eu réellement de mérite à dénoncer le communisme. Tout le monde l'a fait. Quelle est la plus grande cause de l'infiltration communiste? La véritable cause n'est-elle pas l'injustice sociale qui existe particulièrement dans la province de Québec¹? » Bonne question, mais les pouvoirs en place préféreront pointer du doigt un ennemi commode, à une époque où le Parti ouvrier-progressiste compterait tout juste 2500 membres au Québec². L'affaire Gouzenko (1945-1946), largement médiatisée à la fin des années

¹ Débats reconstitués de l'Assemblée législative du Québec, 26 mars 1946.

² Marcel Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 47.

1940, jette aussi de l'huile sur le feu « rouge » : l'ancien diplomate Igor Gouzenko affirme en effet que l'Union soviétique possède tout un réseau d'informateurs et d'espions actifs au Canada, dont feraient partie Fred Rose, le seul député communiste jamais élu à la Chambre des communes, et Sam Carr, tous deux membres du Parti ouvrier-progressiste³.

Comment entretenir la peur du communisme? Les fascicules et les brochures constituent peut-être une solution. Par leur usage d'un même support, par leur réseau de diffusion en partie similaire (kiosques à journaux), par le lectorat visé (classes populaires), ces publications alimentent un même imaginaire sériel, qui leur donne sens en retour. Dans cet article, l'anticommunisme, avec tout ce qu'il charrie à l'époque de clichés et de stéréotypes, nous permet d'éclairer ces effets de résonance ou de sérialité entre ces deux corpus a priori fort éloignés que sont le roman en fascicules des *Aventures étranges de l'agent IXE-13, l'as des espions canadiens* et les brochures catholiques de l'Œuvre des tracts – le stéréotype étant en effet, pour Matthieu Letourneau, « la matière même sur laquelle repose la relation sérielle⁴ ». Nous nous intéresserons d'abord à ces supports (brochure, fascicule), puis nous présenterons les projets distincts d'*IXE-13* et de l'Œuvre des tracts. Le corpus étant très vaste, nous nous concentrons ensuite sur certains fascicules et tracts qui annoncent par leur titre ou sur la page couverture un propos sur le communisme. Leur analyse croisée, menée à l'aide des travaux de Matthieu Letourneau dans *Fictions à la chaîne* (2017), éclairera une dimension de la poétique de ces imprimés peu étudiés.

³ Voir, à ce sujet, Robert Comeau et Bernard Dionne, « Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956 », dans Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Jean Hamelin (dir.), *Les idéologies au Canada français*, t. III, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1981, p. 45-119.

⁴ Matthieu Letourneau, *Fictions à la chaîne : littérature sérielle et culture médiatique*, Paris, Seuil, 2017, p. 39, coll. « Poétique ».

Comparaison et hypothèses

De 16 à 32 pages, les brochures⁵ et les fascicules « obéissent à une logique périodique similaire [au journal], d'ordre fixe de lecture et de continuité de l'expérience du récit par-delà la discontinuité du numéro⁶ ». Selon le type de « collection » ou de série dans lequel il s'inscrit, le fascicule possède une couverture de couleur, souvent illustrée. Peu cher (quelques sous), il est vendu dans des lieux variés (restaurants, tabagies, kiosques à journaux), qui définissent dès lors une relation particulière au texte. Achetés en même temps que la pinte de lait et le quotidien du matin, le fascicule et la brochure induisent une lecture et un usage différents des productions légitimées. Leur coût peu élevé « permet [aussi] l'achat indépendant des enfants, ou au moins celui, désinvolte, d'un adulte⁷ ».

Dès le début du siècle, ce support matériel léger, distinct du quotidien, est reconnu comme un excellent moyen de rejoindre les milieux populaires. Comme l'a écrit l'archevêque de Québec, M^{gr} Louis-Nazaire Bégin, dans un de ses mandements de 1907 :

Les journaux et les revues s'adressent principalement à l'élite des fidèles et ne pénètrent guère les milieux populaires. Or, c'est le peuple qu'il faut atteindre. Et pour que la presse catholique exerce sur une multitude des lecteurs l'action bienfaisante et complète que nous souhaitons, il faut qu'elle multiplie ses œuvres, ses moyens et ses ressources. Il faut que des publications populaires, peu dispendieuses, à la fois simples et intéressantes puissent se répandre dans toutes les classes de la société⁸.

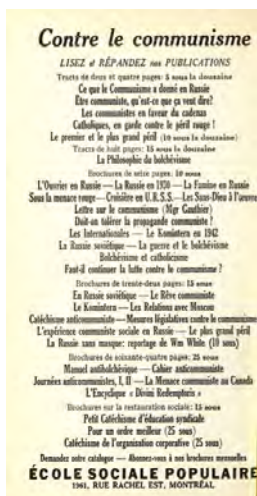
⁵ Notons que l'Œuvre des tracts propose des brochures de 4, 16, 32 et même 64 pages, qui tiennent alors davantage du manuel. Les brochures de 16 et de 32 pages semblent toutefois privilégiées. De la même manière, les romans en fascicules comme *IXE-13* font, sauf pour de rares exceptions, tous 32 pages.

⁶ Letourneau, *Fictions à la chaîne*, p. 114.

⁷ *Ibid.*, p. 133. Dans leur étude du *Phénomène IXE-13*, Vincent Nadeau et Michel René soulignent que les garçons, qui composaient la majorité du lectorat de ces fascicules d'espionnage, « lisaient également, pour la plupart, des quotidiens et d'autres livres. Les deux tiers achetaient leurs exemplaires eux-mêmes, à la tabagie surtout » (« Une littérature industrielle », dans Guy Bouchard *et al.* (dir.), *Le phénomène IXE-13*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1984, p. 37, note 43).

⁸ Mandement des évêques, X, 45, p. 61-62, cité dans Gilles Routier, « L'ordre du

C'est dans cet esprit que l'Œuvre des tracts est créée. De 1919 au milieu des années 1950, cet organe de l'École sociale populaire a publié des brochures mensuelles dont le tirage atteignait de 8000 à 9000 exemplaires⁹. La diffusion massive d'un vigoureux discours anticommuniste était l'une de ses spécialités. Le père Joseph-Papin Archambault le dit clairement lors des journées anticommunistes de septembre 1934 : « Bon nombre de nos brochures ont été consacrées aux théories communistes. En relation avec d'importants centres européens, il nous a été possible, en plus, de publier des informations de première main sur la situation véritable de l'Union soviétique¹⁰. »



N° 317, 1945.

Source : BAnQ

À partir du même support matériel, mais sur un papier de qualité moindre, se développe aussi une littérature populaire. Dans son étude

monde : capitalisme et communisme dans la doctrine sociale populaire, 1930-1936 », *Recherches sociographiques*, vol. 22, n° 1 (1981), p. 4, note 10.

⁹ Jean-Claude St-Amand, « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, n° 2 (1978), p. 209, note 19.

¹⁰ Cité par Hugues Théorêt, *La peur rouge : histoire de l'anticommunisme au Québec 1917-1960*, Québec, Éditions du Septentrion, 2020, p. 53.

du lectorat de la littérature fasciculaire, Sylvie Provost note que « les romans policiers et d'espionnage représentent sans contredit les genres les plus populaires de la littérature en fascicule¹¹ ». Dans les années 1940 et 1950, le « héros » le plus recherché est *IXE-13, l'as des espions canadiens*; les autres séries les plus lues¹² sont *Albert Brien*, *Domino noir* et *Guy Verchères*, toutes écrites par Pierre Saurel (pseudonyme du comédien et auteur Pierre Daigneault) et publiées aux Éditions Police Journal. Il existe donc un intérêt pour le « genre » policier ou d'espionnage dans ces années, ce que confirme la préférence de ce même lectorat pour d'autres productions (cinéma, télévision, romans) qui investissent également ce genre. Contrairement à la collection « Le roman canadien » publiée par les Éditions Édouard Garand dans l'entre-deux-guerres et qui « joue de sa ressemblance au modèle du magazine¹³ », les fascicules qui se développent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale comme *IXE-13* sont plus courts (32 pages), plus proches d'une logique du livre et de la collection spécialisée (exploitation d'un genre spécifique à l'ensemble, présentation du texte classique, récurrence de personnages ou d'une logique narrative). Toutes deux « à l'origine des petits romans au Québec dans le troisième quart du xx^e siècle¹⁴ », les Éditions Édouard Garand et les Éditions Police Journal ont en commun de compter dans leurs rangs Alexandre Huot (nous y reviendrons un peu plus loin): celui-ci participe aux deux entreprises en tant qu'écrivain dans la première et en tant que directeur littéraire dans la seconde. Dans une perspective moins ouvertement fictionnelle se développe avec

¹¹ Sylvie Provost, « Avez-vous déjà lu IXE-13, Albert Brien, Guy Verchères...? », *Études littéraires*, vol. 15, n° 2, (août 1982), p. 141.

¹² *Ibid.*

¹³ Caroline Loranger, *Imaginaires du « roman canadien » : discours sur le genre romanesque et pratiques d'écriture au Québec (1919-1939)*, thèse de doctorat (littérature), Montréal, Université de Montréal, 2019, p. 186. Elle souligne en ce sens : « Leur format est semblable au magazine (*in-quarto*, disposition du texte en deux colonnes parallèles, présence d'illustrations, notamment en page couverture, longueur de 60 à 80 pages), leur clientèle cible est les cols blancs et les femmes au foyer et ils sont vendus par abonnement ou en kiosque à un coût de vente moindre en comparaison du roman en volume. Seule la qualité du papier leur fait défaut, bien que certains romans de la collection soient imprimés sur papier glacé » (*Ibid.*).

¹⁴ Nadeau et René, « Une littérature industrielle », p. 68.

cette littérature fasciculaire foisonnante toute une « presse jaune », de format tabloïd, qui mêle les faits divers, les récits fictionnels, les « histoires vraies » et les photos sensationnalistes, comme le *Police Journal* (1941) et le *Allô Police* (1953).



Source : Collection Jonathan Livernois.

Publiés entre 1947 et 1966, les fascicules des *Aventures étranges de l'agent IXE-13, l'as des espions canadiens* atteignent un tirage oscillant entre 20 000 et 30 000 exemplaires... par semaine. L'infiltration communiste y deviendra le principal fil narratif à partir des années 1950. La géopolitique de l'auteur Pierre Saurel s'alimente surtout à l'actualité ainsi qu'à des ouvrages tels que l'encyclopédie *Pays et nations* des Éditions Grolier¹⁵. À ce titre, Provost remarque qu'une frange du lectorat d'*IXE-13* lit des fascicules « pour s'instruire¹⁶ ». Écrites, diffusées et lues pendant la guerre et après, « les aventures de héros canadiens-français luttant parfois en Angleterre et en Allemagne n'ont pu que toucher les lecteurs/rices, dont certains/es ont clairement signifié le lien qu'ils établissaient entre la fiction et la réalité¹⁷ ».

¹⁵ Nadeau et René, « Une littérature industrielle », p. 50.

¹⁶ Provost, « Avez-vous déjà lu IXE-13, Albert Brien, Guy Verchères...? », p. 140.

¹⁷ *Ibid.*, p. 142.

C'est donc dans le journal du matin que se trouvent pour ainsi dire les intrigues du roman fasciculaire de Saurel, comme le concède ce dernier : « Il suffisait de suivre l'actualité¹⁸. »

Le roman populaire d'espionnage, les brochures de l'École sociale populaire et les actualités tirées de la presse forment un ensemble de pratiques littéraires (d'écriture et de lecture) qui ne s'effectuent pas en parallèle, mais bien ensemble. Ces productions composent un « imaginaire sériel » qui leur donne en retour tout leur sens, toute leur densité. Pour Matthieu Letourneux, le support apparaît comme une « matrice sérielle », dans la mesure où chaque support « invit[e] à tisser des liens, par-delà les titres, entre les types de collections exploitant de même façon les imprimés. Format, présentation matérielle, paratexte et genres se confondent ainsi d'un périodique à l'autre, d'une collection à l'autre [...] ¹⁹ ». Ainsi, les textes publiés sur un même support sont en résonance entre eux, à tous les niveaux (intertexte, architexte, paratexte, péritexte), peu importe leur « genre » : « [C]'est la mise en série des textes sur un même support ou sur un ensemble de supports similaires qui engendre ces effets de sérialité affectant la production ou la réception des textes²⁰ ». Il existerait, postule ainsi Letourneux, une logique d'imitation très forte entre les œuvres sérielles, qui suppose par exemple un usage de la fiction dans le journal, et un discours sur le monde et sur l'actualité dans les feuilletons et les fascicules. De la même manière, dans le corpus qui nous intéresse, la fiction donne du souffle à l'Œuvre des tracts, les journaux alimentent *IXE-13*, les éditoriaux sur le gouvernement duplessiste et la fiction se croisent dans *Police Journal*. Ces dialogues incessants, sur le plan de la production et de la réception, peuvent être identifiés en portant attention à la question de la « transtextualité », telle que l'entend Gérard Genette. Nous attachant dans cet article aux origines idéologiques du roman en fascicules *IXE-13*, *l'as des espions canadiens* et, ensuite, aux ressorts de la fiction qu'empruntent les brochures de l'Œuvre des tracts, nous serons à même de constater que, tant sur le plan du support, de la matérialité que de l'idéologie, il a pu exister une circulation (et même une concurrence) générale des pratiques d'écriture et de lecture

¹⁸ Pierre Daignault, dans Bouchard *et al.* (dir.), *Le phénomène IXE-13*, p. 49.

¹⁹ Letourneux, *Fictions à la chaîne*, p. 113.

²⁰ *Ibid.*, p. 112.

entre les brochures « informatives » de l'École sociale populaire et les romans en fascicules de la même époque²¹.

IXE-13 : des origines floues

Dans les années 1940, on constate effectivement qu'une concurrence s'installe entre les fascicules. Certes, si ceux-ci concourent à propager les mêmes stéréotypes, leurs manières de faire divergent. L'Église a-t-elle pu craindre la concurrence des romans populaires comme *IXE-13*? Rappelant que de nombreuses librairies vendaient également des objets pieux et des livres religieux, Vincent Nadeau et Michel René laissent entendre, dans *Le phénomène IXE-13*, que l'Église a pu exercer des pressions concernant ces fascicules : « S'il y a eu censure, a-t-elle pu être en partie de nature commerciale? Les éditeurs religieux du Québec ne produisaient-ils pas des monceaux de fascicules, depuis l'*Œuvre des tracts* jusqu'aux annales et messagers de tout crin? Et ils les vendaient...²² ». L'Église trouve en effet à redire sur la moralité des publications de ce genre. Le 31 janvier 1946, M^{gr} Valois, directeur diocésain de l'Action catholique de Montréal, appelle à ne « pas acheter de ces revues et journaux qui se font une spécialité d'en appeler à la sensualité de leurs lecteurs, ni de ces

²¹ Marie-Pier Luneau et Jean-Philippe Warren ont déjà noté une concurrence entre les fascicules publiés très brièvement par les Éditions Fides et ceux des Éditions Police Journal, l'éditeur le plus important de fascicules à cette époque, sur le terrain des romans sentimentaux. L'éditeur catholique souhaite, en 1947, proposer de « bonnes lectures » en copiant une formule qui fonctionne bien (celle de *Police Journal*). Or, l'échec rapide de l'entreprise de Fides montre que le choix du support était sans doute erroné : « La matérialité du support devient ici un facteur de première ligne départageant le lectorat : l'achat d'un fascicule ne nécessitant que 10 sous, il est très probable que ce format attire un lectorat plus jeune. Or, les Éditions Police Journal ont courtsisé ce lectorat dès le début des années 1940, au moyen d'un contenu nettement plus "moderne", adapté à la société de consommation qui se développe et s'américanise. En 1947, Fides arrive trop tard » (Marie-Pier Luneau et Jean-Philippe Warren, « Ce que le roman catholique fait au roman sentimental : le cas de la collection "Amour et aventure" », *ConTEXTES*, n° 23, 2019, para. 39). L'exemple de la collection « Amour et aventure » illustre aussi la difficulté à concilier la mission morale de l'éditeur, les codes du roman sentimental et les attentes du lectorat.

²² Nadeau et René, « Une littérature industrielle », p. 25.

petits romans à dix sous qui sont à tous les étalages. La plupart de ces brochures sont franchement mauvaises et obscènes; le reste ne vaut pas le papier sur lequel elles sont imprimées²³ ».

Le rédacteur en chef (anonyme) de l'hebdomadaire *Police Journal* déplore aussitôt ces attaques. Il rappelle que « son principal collaborateur est un écrivain déjà célèbre dans la province, puisqu'il fait partie de l'Académie canadienne-française »; deux autres collaborateurs ont reçu le « Prix David en littérature²⁴ ». Il se déplace vite dans le champ littéraire, dirait-on, comme si le capital symbolique des auteurs avait le pouvoir de rejaillir sur le journal pour en garantir la qualité littéraire et, par conséquent, la valeur morale. C'est de cet hebdomadaire que naîtra l'éditeur d'*IXE-13*, les Éditions Police Journal, en 1947.

Le journal *Police Journal* est lancé en 1942. Sa publication semble cesser en 1954. Difficile de savoir qui en sont les rédacteurs en chef et, surtout, à quel moment. Des noms sont proposés dans *Le phénomène IXE-13* : Eugène L'Archevêque (1888-1956), autrefois maître imprimeur et éditeur du journal *Le Bavard*, tabloïd paru entre 1940 et 1945, et partisan de Camillien Houde²⁵; Joseph Ménard, « typographe, imprimeur et journaliste », qui traîne un héritage antisémite²⁶; Robert Millet, dont nous ne savons à peu près rien; Alexandre Huot (1897-1953), lui-même auteur de petits romans d'aventures publiés aux Éditions Garand, comme *L'impératrice de l'Ungava*, en 1927. Personnage étonnant que l'on retrouve notamment dans les pages judiciaires, Huot est en effet condamné en juin 1939 à 12 mois de prison pour avoir soutiré 20 dollars à des gens du Cabaret Val d'Or (coin Saint-Laurent et Sainte-Catherine) tandis qu'il se faisait passer pour... un percepteur des bonnes œuvres de la paroisse Notre-Dame. Les journaux le présentent alors comme un « pseudo-journaliste » bien « qu'il soit peu connu des salles de rédaction des quotidiens de Montréal²⁷ ». Il est en outre reconnu comme un antisémite notoire,

²³ Albert Valois, « Il faut agir tout de suite », *La Presse* (31 janvier 1946), p. 13.

²⁴ Rédacteur en chef, « Ce n'est pas bien, c'est même très mal! », *Police Journal* (16 février 1946).

²⁵ André Beaulieu *et al.* (dir.), *La presse québécoise*, t. 7, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1985, p. 182.

²⁶ Bouchard *et al.* (dir.), *Le phénomène IXE-13*, p. 33.

²⁷ DNC, « Arrestation d'un "pseudo-journaliste" », *Le Soleil* (9 juin 1939), p. 11. Voir également « Gazette des tribunaux criminels », *Le Devoir* (15 juin 1939), p. 3.

« colonel » des Casques d'Acier²⁸. Serait-il aussi le rédacteur en chef de *Police Journal*? Cette dernière hypothèse est corroborée, jusqu'à un certain point, par l'équipe de *La presse québécoise* qui décrit ainsi l'hebdomadaire *Album Police Journal*, fort probablement le tabloïd qui nous intéresse : « Ce journal s'adresse aux amateurs de sensations fortes : crimes, procès et romans policiers sont les plats de résistance de cet imprimé. Il est dirigé par Alex Huot qui a laissé *Le Bavard*, fondé en août 1940, pour se lancer dans le journalisme à sensation²⁹. »

Quoi qu'il en soit, le rédacteur en chef a des idées bien précises, distillées dans ses éditoriaux, du moins ceux qui sont parus entre 1945 à 1949 et que nous avons pu consulter au hasard de collections éparses³⁰. Les attaques sont nombreuses, mais se concentrent sur quelques thèmes : les rackets et arnaques, les invasions de « slot-machines », la dénonciation de la corruption dans la police de Montréal, la moralité publique (notamment sur les plages du nord de Montréal). On y constate également un antisémitisme diffus. De manière assez étonnante, le rédacteur réclame aussi des avocats pour tous, bien avant l'aide juridique, ainsi qu'une étatisation des tramways et du métro, qui viendra bien un jour à Montréal...

Dans ce fatras idéologique, Duplessis est le grand ennemi. Les membres de son gouvernement et lui-même sont considérés comme d'hypocrites personnages, de faux dévots. Les attaques sont d'une violence inouïe, presque inédite, du moins à notre connaissance³¹. En témoigne le numéro du 18 juin 1949, dont le grand titre est sans équivoque : « Duplessis se cache... ». Le texte est tout aussi subtil :

[Duplessis] a rencontré Hilaire Beauregard, le chef de sa gestapo, et son gauleiter, batteur de gréviste, l'inspecteur Norbert Labbé [...]. Après avoir pris un verre de scotch, il a fort habilement éludé Camillien Houde, et il s'est poussé, tels les sauve-tes-fesses de la dernière guerre, dans les grands bois laurentiens. Il se cache. Pourquoi? A-t-il honte de sa sale conduite dans la grève

²⁸ Robur, « La prise de Québec par le Bloc Populaire », *L'Autorité* (15 mai 1943), p. 4.

²⁹ Beaulieu et al. (dir.), *La presse québécoise*, p. 194.

³⁰ Il n'existe pas, à notre connaissance, de collections complètes de *Police Journal*.

³¹ L'équivalent se trouve peut-être dans l'hebdomadaire communiste *Combat*, publié par le Parti ouvrier-progressiste de l'époque (1946-1957), le nazisme laurentien en moins.

de l'amiante et a-t-il tellement peur des ouvriers qu'il s'entoure de boulés d'élections comme body-guards? Se cache-t-il de nos seigneurs les évêques qui le recherchent pour lui chanter pouilles?³²

Nazisme laurentien, alcoolisme du premier ministre (supposément guéri à cette époque) et dénonciation de ses actions pendant la grève de l'amiante, qui n'est toujours pas terminée en juin 1949. Suit un article dit de « terreur et d'épouvantes », intitulé « Les 13 martyrs de l'Amiante », constitué des dépositions et des témoignages de grévistes et d'habitants de la région d'Asbestos, dénonçant les méthodes de la police provinciale. Le rédacteur en chef annonce ses couleurs : « Lisez l'article ci-bas et vous constaterez dans quelles écœurantes se vautrent les tristes sbires duplessistes de la police provinciale. On se croirait rétrogradés aux horreurs moyenâgeuses de l'ère de la grande noirceur et du faux moine Torquemada³³ ». Déjà, la grande noirceur... On présente des policiers barbares qui sacrent comme des charretiers (le rédacteur précise d'ailleurs que « par respect pour le bon Dieu et les choses saintes, nous avons délibérément changé l'appellation [sic] du mot crisse, et nous continuerons à faire la même chose dans les cas identiques qui vont suivre »...), qui frappent sur tout ce qui bouge.

La publication conjointe de fictions et d'éditoriaux dans *Police Journal* est notable. Le phénomène n'est pas nouveau : dans un tout autre contexte, Marie-Ève Thérienty a bien mis en relief les interactions et les contaminations croisées entre la littérature et les journaux³⁴. Le cas de *Police Journal* est intéressant. Au contraire des fascicules, *Police Journal* ne propose pas nécessairement de romans entiers, mais plusieurs récits de différentes longueurs : il reste très proche en ce sens d'une logique du quotidien tout en usant largement des ressources de

³² « Votre rédacteur en chef », « Duplessis se cache... », *Police Journal* (18 juin 1949), p. 2.

³³ « Votre rédacteur en chef », « Les 13 martyrs de l'Amiante », *Police Journal* (18 juin 1949), p. 6.

³⁴ Voir Marie-Ève Thérienty, *La littérature au quotidien : poétiques journalistiques au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2007, coll. « Poétique ». Pour une étude de la culture médiatique de l'espace francophone, voir Guillaume Pinson, *La culture médiatique francophone en Europe et en Amérique du Nord : de 1760 à la veille de la Seconde Guerre mondiale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016.

la fiction. Par exemple, le numéro 48 (2 mars 1946) offre, outre un éditorial, un « grand roman hebdomadaire » (« À un meurtre, Parc Watson »), un « drame étrange de la vie réelle » (« L'affaire Timothy Candy », romancée, qui date de 1910) ainsi qu'« un premier épisode de son roman policier » (« Alerte dans le monde interlope »). Dans le numéro du 18 juin 1949, où le rédacteur en chef rappelle les interrogatoires des 13 victimes de la police provinciale, on peut lire, deux pages plus loin, les aventures de « Lisette, femme détective », écrites par Pierre Saurel, qui relatent entre autres un interrogatoire subi par la pauvre Lisette ligotée. Quels sont les effets de réverbération, de contamination entre le réel et la fiction?

Et puisqu'il est question de Pierre Saurel, ne peut-on pas imaginer que le roman en fascicules par excellence, *Les aventures étranges de l'agent IXE-13, l'as des espions canadiens*, participe d'un même mouvement idéologique? Que retient l'auteur Pierre Saurel de l'actualité? Comment la lit-il?

Pierre Saurel est le pseudonyme de l'auteur et comédien Pierre Daigneault (1925-2003), connu surtout pour son rôle du père Ovide dans le téléroman *Les belles histoires des pays d'en haut*. Il baigne dans un milieu communautaire nationaliste, religieux; son père est un chanteur de folkore, tout comme Daigneault le sera lui-même. Il sera également l'un des 5000 membres des Jeunes Laurentiens qui, comme le nom du groupe l'indique, sont des nationalistes à la manière de Lionel Groulx³⁵. En outre, le parcours de l'écrivain Daigneault n'est pas celui des jeunes intellectuels associés à *Cité libre*; nous ne sommes pas dans les serres chaudes du cours classique. Ici, l'écriture procède non pas du fonds commun des humanités, mais plutôt de méthodes, de techniques industrielles. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Daigneault se dit « écrivain – diplômé – cours par correspondance – New Method of Plotting Lessons de Ellis Publishing – Battle Creek, Michigan³⁶ », un peu comme on devenait, à l'époque, dessinateur industriel ou technicien. La littérature fasciculaire vient peut-être de trouver sa place dans cette écologie d'un nouveau réel, que l'on qualifiera de technique, faute de mieux. Vincent Nadeau et

³⁵ David Rajotte, « Des jeunes nationalistes dans les années 1940 : les Jeunes Laurentiens », *Mens*, vol. 8, n° 2 (printemps 2008), p. 331.

³⁶ Nadeau et René, « Une littérature industrielle », p. 49.

Michel René le remarquaient déjà : « La question des rapports entre minorités, nationalisme, fascisme, doctrine sociale de l'Église, littérature de masse, roman policier et industrialisation reste à examiner plus en détail et plus en profondeur³⁷ ». Et justement, *IXE-13* est au cœur de ces tensions : roman sériel, moderne, teinté de nationalisme marqué au coin par les thèmes folkloriques canadiens-français.

Il serait sans doute difficile de définir un contenu idéologique précis dans les aventures d'*IXE-13*. Comme le rappelle Denis Saint-Jacques dans le collectif *Le phénomène IXE-13*, « [p]our IXE-13, nazi, communiste ou criminel, tout ennemi ressemble à n'importe quel autre, ce qui compte c'est qu'il menace l'ordre établi et donne lieu à quelque mission où employer le héros³⁸ ». Cela apparaît clairement dans le fascicule numéro 138, *Espions communistes*, publié le 12 septembre 1951 : les ennemis nazis, le commandant Von Tracht et le capitaine Bouritz sont tout bonnement recrutés par les Soviétiques et deviennent des espions communistes; la hiérarchie est inversée selon l'intelligence et le mérite des hommes : grâce à la chirurgie plastique, qui semble aussi aisée qu'une visite chez le dentiste, le capitaine Bouritz devient le lieutenant Yvan Bourof et le commandant Von Tracht devient l'espion Igor Tracko.

Le communisme, fût-il le plus souvent vilipendé dans les fascicules, est parfois connoté positivement. Dans le numéro 433 (13 juin 1956), *La revanche communiste*, l'espion Boris rappelle la pureté de ses motifs : « Nous ne travaillons pas pour l'argent, mais pour notre grand pays, pour notre Général, pour l'avancement du communisme dans le monde entier, enfin pour le triomphe de nos idées ». Dans le numéro 522, *Névrosée en Sibérie* (26 février 1958), une agente se confie :

Cette vie épouvantable qu'on mène en Amérique. Les gens sont toujours à la course. On n'a pas une seconde pour respirer. Pour faire comme les autres, on doit dormir des quatre cinq heures par nuit, pas plus. Le soir, on ne se couche plus, le matin, on a toutes les difficultés du monde à se lever. On ne déjeune jamais. Le midi,

³⁷ *Ibid.*, p. 34.

³⁸ Denis Saint-Jacques, « L'idéologique dans le texte », dans Bouchard *et al.* (dir.), *Le phénomène IXE-13*, p. 300-301.

on mange peu, le soir beaucoup et à minuit un très gros repas, puis on se couche à deux heures. Pour suivre les Américains, j'ai été obligée de vivre comme eux. Je n'en puis plus, j'ai les nerfs à bout. (...) Vous voulez combattre l'Amérique, ne faites rien, laissez-les mener leur vie trépidante, pendant une vingtaine d'années encore. L'Amérique ensuite, vous appartiendra³⁹.

Plus loin, à propos des soins de santé en URSS : « En Amérique, il me faudrait payer, ici, c'est le gouvernement qui me soigne⁴⁰ ».

Évidemment, toutes ces pointes ne font pas le poids devant les dangers de l'infiltration communiste au Canada. Dans *Espions communistes* (septembre 1951), par exemple, les communistes distribuent des bouteilles d'alcool illégales pour forcer le gouvernement à fermer les tavernes et les bars et ainsi attiser la colère du peuple qui se soulèvera. Évidemment, les bouteilles sont saisies chez des artistes, « reconnus pour avoir des tendances communistes⁴¹ ».

Les communistes sabotent aussi des usines. À ce titre, retenons le numéro 190, *Les saboteurs de Craigville*, paru le 10 septembre 1952. Dans cette petite ville de l'Ouest canadien, « un groupe de saboteurs communistes (est) à l'œuvre⁴² », retardant la production des usines d'armement, ce qui aura pour conséquence de mécontenter le gouvernement. IXE-13 est mis sur la piste du journaliste Bob Holson, qui, dit-on, publie « des articles violents contre nos gouvernements » et qui « se tient juste dans les limites de la loi ». Se faisant passer pour un travailleur désœuvré, IXE-13 est recruté par les communistes et est formé à « l'école de sabotage » par un Allemand nommé « Professeur ». Pendant ce temps, la propagande communiste prend de l'ampleur; le « venin faisait lentement son œuvre », lit-on. Heureusement, IXE-13 réussit à découvrir les coupables, dont le maire lui-même, communiste déguisé en capitaliste, qui s'appête à devenir député à Ottawa.

³⁹ Pierre Saurel, *Névrosee en Sibérie, Les aventures étranges de l'agent IXE-13, l'as des espions canadiens*, n° 522 (26 février 1958), p. 2.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 3.

⁴¹ Pierre Saurel, *Espions communistes, Les aventures étranges de l'agent IXE-13, l'as des espions canadiens*, n° 138 (septembre 1951), p. 66.

⁴² Pierre Saurel, *Les saboteurs de Craigville, Les aventures étranges de l'agent IXE-13, l'as des espions canadiens*, n° 190 (10 septembre 1952), p. 2.



Source : Collection Jonathan Livernois.

Fiction? Nous sommes à cette époque en pleine grève du textile, à Louiseville, une grève qui s'est étirée de mars 1952 à février 1953. Duplessis déclarait en Chambre, le 11 décembre 1952 : « [L]es désordres et les émeutes qui se déroulent à Louiseville ne sont jamais justifiables. Un jugement de l'honorable juge, J. Émile Ferron, un ancien libéral, en marge de la grève de Louiseville, a déjà condamné la façon d'agir d'un certain Gaston Bourbonnière. Les tactiques de M. Bourbonnière étaient des tactiques bolchevistes. » Un peu moins de deux ans plus tôt, les saboteurs s'étaient attaqués au pont Duplessis, à Trois-Rivières. C'est du moins ce qu'avait laissé entendre le premier ministre à l'Assemblée législative, après l'écroulement d'une partie du pont dans la nuit du 31 janvier 1951 : « Le pont de Trois-Rivières est situé sur la route nationale, entre Québec et Montréal. Depuis quelque temps, il se fait du sabotage un peu partout. Il y a des éléments subversifs dans la province et ils ont intérêt à couper les communications aux endroits stratégiques, entre Montréal, Trois-Rivières et Québec⁴³. »

Le numéro 190, *Les saboteurs de Craigville*, est contemporain de tous ces événements. Certes, l'action ne se déroule pas au Québec. Mais, justement, la distance entre celui-ci et l'Ouest canadien, qui permet de bien ancrer le caractère fictionnel des événements, ne doit

⁴³ Débats (reconstitués) de l'Assemblée législative du Québec, 31 janvier 1951.

pas tromper sur la lecture que l'on a pu faire de ce fascicule. Puisque le communisme est comparé à un virus ou à un venin, c'est un peu comme si le récit, plus ou moins d'anticipation, prévenait les Canadiens français d'un danger potentiel avant qu'il ne soit trop tard. De la fiction au réel, le discours anticommuniste est ainsi renforcé; l'exemple de la petite ville fictive, dont l'histoire est peut-être elle-même inspirée de la grève de Louiseville, vient étayer son propos.

En somme, et à la lumière des contenus idéologiques de *Police Journal* et de fascicules comme *IXE-13*, force est de constater que ceux-ci sont épars, voire contradictoires. Étant donné leur large diffusion, il nous semble nécessaire de mieux comprendre leurs jeux de chiasme entre fiction et réel, leurs effets respectifs sur la société canadienne-française. Chose certaine, *IXE-13* n'est peut-être pas l'agent de la modernité. À moins d'être un agent double du duplessisme...

L'Œuvre des tracts : la fin justifie la fiction

A priori, l'Œuvre des tracts publie des documents sur différents supports dont l'objectif est surtout d'instruire : ils visent la diffusion d'une idéologie chrétienne en publiant ses mythes, ses mandements, ses points de vue sur la société. L'Œuvre fédère un grand nombre de collaborateurs. Selon Jean-Claude St-Amand, « 79 % n'ont écrit qu'à une ou deux reprises »; en excluant les auteurs réguliers, le « nombre de collaborateurs laïcs est sensiblement égal à celui des religieux⁴⁴ ». Le contenu des brochures est généralement en lien avec l'actualité. Il est établi grâce à des articles de journaux internationaux (tirés par exemple des publications du Bureau permanent de l'Entente internationale contre la III^e Internationale) ou locaux, qui sont traduits, cités, voire reproduits à l'identique. La publication de conférences est aussi fréquente et semble coïncider avec le rôle dévolu à la brochure tel que conçu par l'École sociale populaire : il s'agit d'instruire, mais aussi d'interpeller le lectorat, de s'adresser à lui dans une scénographie de proximité, voire de familiarité (tout en conservant une position d'autorité).

⁴⁴ St-Amand, « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 », p. 210. L'auteur souligne dans son article la diversité des pratiques éditoriales de l'École sociale populaire et sa vocation de « diffusion et de propagande » (*Ibid.*, p. 207).

Sans sommaire, mais avec la liste de toutes les publications dans les dernières pages, à l'image d'une collection, les brochures peuvent proposer un ou plusieurs formats de texte dans une même livraison, à l'instar des revues ou des journaux. Souvent illustrées, avec une couverture colorée mais sobre dans l'ensemble, les brochures mensuelles fonctionnent selon une « logique périodique⁴⁵ », c'est-à-dire qu'elles possèdent une périodicité, une numérotation et un prix affiché en couverture (10 sous). Fait intéressant, les brochures anticomunistes sont quasi les seules qui témoignent d'un vrai travail sur les illustrations (originales ou reprises des publications communistes elles-mêmes), beaucoup moins marqué dans les brochures sur le mariage ou la vie des congrégations religieuses (photos, images pieuses). Cette iconographie, qui reprend tous les codes de l'imagerie communiste, établit d'emblée un lien avec le lecteur et son imaginaire. Elle joue de la fascination générale pour l'URSS, réelle à l'époque, pour ensuite lui opposer, dans un mouvement qui va de l'appréhension suscitée par l'image à la lecture du texte, un propos anticomuniste. Le lectorat peut ainsi passer de la fascination à la connaissance (et donc à l'« horreur »), puis reconnaître cette iconographie s'il la retrouve ailleurs : il devient « averti » et connaisseur. Contrairement aux fascicules de fiction, dont l'image fige pour ainsi dire un épisode de l'intrigue en le représentant en couverture, l'imagerie communiste est disjointe du propos de la brochure, tout en exploitant pareillement la continuité (et la construction) d'un même imaginaire par-delà la discontinuité des livraisons.

À la lecture, on retrouve également des recours, à différents degrés, à un registre fictionnel. Si « le caractère lacunaire des œuvres est ce qui autorise des nouveaux épisodes⁴⁶ » des textes sériels comme *IXE-13*, dont l'espion rencontre toujours de nouveaux ennemis, le caractère lacunaire des informations sur la vie dans les pays soviétiques autorise pour ainsi dire l'École sociale populaire à tenter de combler ce « vide représentationnel » par la répétition de figures et de discours anticomunistes sur différentes plateformes. Le caractère lointain de l'URSS et les informations lacunaires sur celle-ci transforment l'espace de sa représentation en espace de lutte de pouvoir dont

⁴⁵ Letourneux, *Fictions à la chaîne*, p. 62.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 38-39.

l'enjeu est sa représentation même (son adhésion, sa véracité). De la même manière, dans le cas de la mission d'IXE-13 en Sibérie ou dans une usine de l'Ouest aux prises avec des cryptocomunistes, l'« ailleurs » est utilisé comme un miroir fantasmatique des craintes réelles du communisme. Les allers-retours entre le danger communiste « réel » et le danger « fictif » (ou fictionnalisé), entre l'URSS réelle et l'URSS fictive semblent pour ainsi dire constitutifs des fascicules et des tracts anticomunistes sans que l'inégalité du partage entre les deux registres semble « important ». Il y a là sans doute une dimension liée à la poétique du support : le rapport à l'actualité, aussi flou soit-il, permet peut-être à la communauté de lecteurs, au même titre que le quotidien, de s'engager dans son époque. Selon Matthieu Letourneux, se révèle peut-être ici « cette possible vocation des fictions sérielles à organiser une certaine manière d'envisager l'existence dans le monde par-delà la fiction, mais par la médiation de celle-ci⁴⁷ ». Pour l'Œuvre des tracts, cet engagement se situe dans le projet de « stimuler » les troupes chrétiennes en présentant le péril communiste comme imminent et proche, ses organisations politiques agissant de façon souterraine pour détruire la religion catholique et la civilisation occidentale.

Dans cette perspective, les brochures spécifiquement anticomunistes exploitent parfois le registre de « l'histoire vécue », du récit véridique raconté par un « témoin authentique », souvent inconnu du lectorat⁴⁸. À l'actualité politique, les tracts préfèrent alors les récits de personnes et de prisonniers revenus des « pays rouges », en particulier la Russie. Les « retours d'URSS » constituent peut-être un genre en soi : on en retrouve essentiellement dans la presse, dans les années 1940 et 1950, comme dans l'hebdomadaire communiste *Combat*. En 1961, Yves Thériault, collaborateur à *Police Journal* par

⁴⁷ Matthieu Letourneux, « “J'en suis venu à accepter aussi bien l'autorité des récits et celle des articles” : le *pulp Adventure* et la circulation des imaginaires sériels dans les imaginaires sociaux », *Mémoires du livre = Studies in Book Culture*, vol. 10, n° 1 (automne 2018), p. 8.

⁴⁸ Les auteurs ne sont guère mis en valeur dans les brochures de l'Œuvre des tracts, donnant à celle-ci une fonction auctoriale : on achète d'abord un propos, une idée, une « marque », et moins le propos spécifique de tel auteur. Voir Letourneux, *Fictions à la chaîne*, p. 141-143.

ailleurs, publiera dans *La Presse* le récit de son Séjour à Moscou en plusieurs livraisons⁴⁹.



Source : Collection BANQ.

Du côté des tracts, dès 1931, on peut lire des « témoignages sur la misère en URSS » dans un tract détachable de quatre pages intitulé *Qu'ont-ils vu?* En 1933 (n° 173), la *Famine en Russie* propose un portrait de « la vraie situation d'après des documents authentiques ». En 1936, le doyen de la faculté de médecine de Bordeaux, Pierre Mauriac (le père de François) signe un récit de voyage sous le titre *Croisière en URSS* (n° 203). Dans la « Note des Éditeurs » qui ouvre la brochure, on peut lire un gage de la probité de ses propos (mais non celle de ses intérêts, visiblement entrepreneuriaux) : « Ses observations impartiales sur l'URSS et sa grande agence de voyage Intourist ne manqueront pas d'intéresser les Canadiens sollicités actuellement de faire une croisière par la même agence⁵⁰. » Dans l'introduction de son texte, Pierre Mauriac cite Montaigne, puis se montre doté d'un jugement sûr, infaillible : « J'ai donc abordé les rivages de la mer Noire avec le ferme propos d'atteindre un haut degré de détachement et de libre

⁴⁹ Voir aussi Alice Parizeau, *Voyage en Pologne*, Montréal, Éditions du Jour, 1962 et *Une Québécoise en Europe rouge*, Montréal, Éditions Fides, 1965. Jacques Hébert et Pierre Elliott Trudeau publient, à la suite d'un voyage diplomatique de la délégation canadienne en Chine, le livre *Deux innocents en Chine rouge* (Montréal, Éditions du Jour, 1961).

⁵⁰ « Note des Éditeurs », dans Pierre Mauriac, *Croisière en URSS*, L'Œuvre des tracts, n° 203, (mai 1936), p. 1.

jugement. Ce fut chose facile en Roumanie et même devant la rude férule de M. Ataturc. Mais les bonnes résolutions n'ont-elles pas fondu comme neige au feu soviétique? Je ne crois pas⁵¹. » Ses aventures lui fournissent ensuite l'occasion de dépeindre toute la grisaille de la Russie. Ainsi, la ville d'Odessa, « qui fut le Marseille de la Russie, n'est plus qu'une ville déchue aux hautes maisons lépreuses s'effritant au soleil et à la pluie⁵² ». On pourrait rapprocher cette brochure des récits de voyage de type tour du monde, mais qui seraient présentés sous l'angle de la lutte anticomuniste.

Il semble que c'est surtout dans les années 1940 que se fait plus fortement sentir la concurrence entre l'Œuvre des tracts et d'autres types de discours, dont la fiction et la bande dessinée. En 1944, la brochure intitulée *L'attaque des Soviétiques contre le Vatican* (n° 297), de M^{gr} Fulton Sheen, est publiée dans une version bilingue. L'illustration reprend les codes de la bande dessinée d'aventures : le bateau et les vagues stylisées renvoient immédiatement à la piraterie, aux aventures en haute mer. Le titre, souligné d'un trait oblique ainsi que la typographie dynamique renvoient au danger et à l'affrontement imminent, suggérés aussi par les « eaux troubles » de l'illustration.



Source : Collection BAnQ.

⁵¹ Pierre Mauriac, *Ibid.*, p. 2.

⁵² *Ibid.*, p. 4.

On peut penser que le récit s'adresse davantage aux adolescents par son contraste avec la sobriété des couvertures des brochures plus informatives où seul le logo du Parti communiste apparaît (n° 336 par exemple). En copiant visuellement ce qui fonctionne probablement à l'époque chez un certain public, l'Œuvre des tracts semble promettre une expérience de lecture similaire à celle de la littérature d'aventures. Ce qui est faux : on trouve, à l'instar d'autres textes de l'Œuvre des tracts, une critique assez acerbe de l'hypocrisie communiste envers le monde occidental et, particulièrement, envers la religion chrétienne. On pourrait affirmer que l'éditeur, qui « cherch[e] moins à inventer des pratiques originales qu'à capitaliser sur le succès des concurrents, ten[d] à adopter jusqu'à la présentation matérielle des supports qui [lui] sont proches⁵³ ». Ainsi, l'acheteur pressé pourra confondre *L'attaque des Soviets contre le Vatican* et quelques aventures de la presse jaune, faisant ainsi entrer dans les chaumières le « bon » discours de l'École sociale populaire sur le péril rouge.

Le témoignage du prisonnier, sauvé des méchants communistes, induit également une séquence narrative d'action, similaire à celle des récits d'espionnage. Le numéro 336 (1947) propose, au milieu de la brochure, le récit d'un ancien prisonnier de l'URSS. La même année, la parution d'un tract « anonyme » intitulé *Sous le régime soviétique : récit d'un jeune Ukrainien* (n° 340) met encore davantage l'accent sur ce genre narratif. On y reprend la logique littéraire de l'« œuvre trouvée », comme le mentionne la note introductive : « Ce récit a été adressé par un jeune Ukrainien à son frère qui habite le Canada. Pour des raisons faciles à comprendre, la personne qui nous en a remis le texte, après l'avoir traduit, a supprimé le nom de l'auteur et même changé tous les noms propres qui s'y trouvaient⁵⁴ ». Voyons son incipit :

Je n'oublierai jamais la nuit du 14 au 15 février 1940.

Il était onze heures du soir.

Je m'en revenais tout bonnement à la maison comme d'habitude après mon travail, lorsque, chemin faisant, je remarquai que

⁵³ Letourneux, *Fictions à la chaîne*, p. 112.

⁵⁴ « Note des Éditeurs », dans *Sous le régime soviétique*, L'Œuvre des tracts, n° 340 (octobre 1947), p. 1.

deux espions me suivaient. Je n'osais pas retourner la tête, mais je n'avais aucun doute qu'ils étaient à ma poursuite, car, lorsque j'augmentais le pas, ils se hâtaient également et retardaient leur marche dès que je ralentissais⁵⁵.



Source : Collection BAnQ.

Avec ce fascicule, l'Œuvre des tracts semble imiter le roman de Pierre Saurel et en reprendre la logique narrative. Sans le support pour cadrer la lecture, le texte joue de ressemblances frappantes : *IXE-13* ou Œuvre des tracts? En 1947, ce « récit trouvé » non signé semble avoir la même véracité que les « aventures étranges » d'*IXE-13* ou que les « drames étranges » de *Police Journal*. L'Œuvre des tracts semble ici user de mécanismes de séduction analogues à ceux de ses « concurrents » des Éditions Police Journal en misant sur une intrigue, un suspense et un système stéréotypique déjà bien connus des lecteurs et des lectrices.

Conclusion

Bien sûr, les lecteurs n'attendaient sans doute pas les tracts de l'École sociale populaire avec la même impatience que *Les aventures étranges*

⁵⁵ *Ibid.*, p. 1.

de l'agent IXE-13. L'Œuvre des tracts, qui « publie chaque mois des brochures sur des sujets variés et instructifs », comme on peut le lire sur la page couverture, n'inscrit pas ses publications dans la logique du « suspense » et de l'attente et n'a pas les mêmes objectifs que ceux de la littérature fasciculaire. Mais il nous semble possible de situer la littérature de brochure dans une pratique du *lire avec* sur laquelle miseraient tant les revues et les journaux dits « jaunes » et la littérature fasciculaire que le discours politique. Pourrait-on parler de « culture anticomuniste », de la même manière dont Letourneux parle, par exemple, d'une « culture western »? L'« anticomunisme » est-il un genre? Pour Letourneux, « c'est l'insistance, dans l'économie du magazine, sur une unité des imaginaires par-delà les frontières de la fiction qui produit ce qu'on pourrait appeler une "culture sérialisée globale", laquelle prend en particulier la forme d'une série de discours contaminés par la fiction⁵⁶ ». La pluralité de ces discours « contaminés par la fiction », tant au sein d'une même publication qu'à l'intérieur d'un même « écosystème » médiatique, montre peut-être un désir de mieux (faire) connaître les enjeux politiques de son temps, de s'inscrire dans le présent. Les effets de chiasme entre IXE-13, *Police Journal* et l'Œuvre des tracts révèlent sans doute que les différentes classifications et frontières en fonction desquelles nous avons l'habitude de considérer ces corpus médiatiques sont à revoir. Quoi qu'il en soit, la façon de contrer les discours par la sérialité narrative mérite une attention particulière et une volonté d'embrasser un corpus plus large que celui de la littérature légitimée. Denis Saint-Jacques le disait sans détour : « La culture de masse, dans ce qu'elle a de plus fruste et de plus choquant pour les esprits fins et évolués, aura indiqué dans l'imaginaire social la voie de l'avenir à une culture savante trop prête à rendre le duplessisme responsable de toutes ses contradictions⁵⁷. » Cela ouvre plusieurs champs de recherche, très certainement.

⁵⁶ Letourneux, « "J'en suis venu à accepter..." », p. 7.

⁵⁷ Saint-Jacques, « L'idéologique dans le texte », dans Bouchard *et al.* (dir.), *Le phénomène IXE-13*, p. 313.

Mondialiser la littérature québécoise : la collaboration d'Hubert Aquin à *Liberté* (1961-1969)

Isabelle Kirouac Massicotte
Université du Manitoba

Résumé

Hubert Aquin a œuvré à *Liberté* pendant toute une décennie, mais ses rôles de directeur (1961-1962) et de collaborateur à la revue ont bien peu retenu l'attention de la critique. En fait, la collaboration d'Aquin à la revue est souvent réduite à « La fatigue culturelle du Canada français » (1962). Dans cet article, j'aborderai ce qui m'apparaît être le grand projet porté par Aquin dans ses années à la revue : mondialiser la littérature québécoise. Je crois que la vision aquinienne d'une littérature québécoise mondialisée n'exclut pas le politique qui, chez l'auteur, suit une logique et un mouvement similaires à ceux de la création littéraire. Il s'agira donc de caractériser ce projet littéraire à partir de prises de position d'Aquin et de textes à teneur davantage politique.

Abstract

Even though Hubert Aquin collaborated at Liberté for a whole decade, his role as a director (1961-1962) and collaborator did not attract the critics' attention. In fact, his collaboration at the journal is often reduced to the publication of "La fatigue culturelle du Canada français" (1962). In this article, I will tackle what I consider to be Aquin's main project during his time with Liberté: worlding Québec literature. I believe that Aquin's vision of a glo-

balized Québec literature does not exclude politics, which share a logic and a movement with literary creation in the author's work. I will describe this literary project using Aquin's positions and his political texts.

Les années d'Hubert Aquin à *Liberté* couvrent une décennie particulièrement importante pour le Québec sur les plans littéraire, politique et social. Le rôle d'Aquin en tant que directeur (1961-1962) et comme collaborateur à la revue a peu attiré l'attention de la critique¹. Sa contribution la plus commentée à *Liberté* demeure l'essai « La fatigue culturelle du Canada français² », qui constituerait l'œuvre-synthèse de l'essai aquinien selon Jacinthe Martel, car il réunit les thématiques qui traversent l'ensemble de sa production d'essayiste, qu'il s'agisse de « l'option nationaliste », de « la question linguistique » ou de « l'engagement politique³ ». Pour Michèle Lalonde, qui fait aussi partie de l'équipe de *Liberté*, « cet essai discursif sur le sens du nationalisme [...] synthétisait en fait un énorme effort de réflexion collective tant à *Liberté* que dans les cercles du RIN [Rassemblement pour l'indépendance nationale]⁴ ». Bien que la valeur de ce texte marquant des lettres québécoises ne soit pas à remettre en cause, sa réception semble avoir fait ombrage aux autres collaborations d'Aquin à la revue. Pour Martel, parmi ces contributions se trouvent

¹ À l'exception de Michel Lacroix, qui s'est intéressé à la direction aquinienne de *Liberté* sous l'angle de la francophonie. Voir « La francophonie en revue, de *La Nouvelle Relève* à *Liberté* (1941-1965) : circulation de textes, constitution de discours et réseaux littéraires », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2 (2011), p. 37-58.

² Hubert Aquin, « La fatigue culturelle du Canada français », *Liberté*, vol. 4, n° 23 (mai 1962), p. 299-325.

³ Jacinthe Martel, « I. *Liberté* (1961-1969). Introduction », dans Hubert Aquin, *Mélanges littéraires II. Comprendre dangereusement*, édition critique établie par Jacinthe Martel, avec la collaboration de Claude Lamy, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1995, p. 17.

⁴ Citée dans Guylaine Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1992, p. 132.

quelques-uns de ses textes les plus importants et les plus percutants, ceux qui lui ont permis d'élaborer sa propre démarche intellectuelle et, surtout, de participer à des débats majeurs soulevés au cours de cette période qui correspond également à son engagement au sein du Ralliement pour l'indépendance nationale⁵.

Au moment de commencer sa collaboration à *Liberté*, Hubert Aquin est un auteur relativement peu connu du milieu littéraire, et ce, malgré une activité littéraire intense. En plus des articles et des comptes rendus littéraires parus à partir de 1947 dans les pages du *Quartier latin* et d'autres périodiques⁶, Aquin a publié une douzaine de nouvelles, presque toutes dans le *Quartier latin*⁷, ainsi qu'un premier long récit intitulé *Les Rédempteurs*, écrit en 1952 et paru en 1959 dans les *Écrits du Canada français*. Comme le souligne Claudine Potvin, « un silence total a entouré la parution de ce texte », qui a donné lieu à un nombre négligeable d'études⁸. Au début de la décennie 1960, la production littéraire aquinienne reste largement inédite. En plus de courts récits et de nouvelles, Aquin rédige, en 1953, une novella intitulée « Les sables mouvants », qui sera partiellement publiée en 1985 dans *Signé Hubert Aquin : enquête sur le suicide d'un écrivain*⁹ et dans son intégralité en 2009 dans une édition bilingue¹⁰. Le texte que l'on considère comme le premier roman écrit

⁵ *Ibid.*, p. 16-17.

⁶ Jacinthe Martel et Claude Lamy, « Des *Mélanges littéraires* », dans Hubert Aquin, *Mélanges littéraires I. Profession : écrivain*, édition critique établie par Claude Lamy, avec la collaboration de Claude Sabourin, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1995, p. xiii-xxvii.

⁷ François Poisson, « Présentation. Hubert Aquin nouvelliste », dans Hubert Aquin, *Récits et nouvelles. Tout est miroir*, édition critique établie par François Poisson, avec la collaboration d'Alain Carboneau, et Claudine Potvin pour *Les Rédempteurs*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1998, p. xiv.

⁸ Claudine Potvin, « Les Rédempteurs. Présentation », dans Aquin, *Récits et nouvelles. Tout est miroir*, p. 51.

⁹ Gordon Sheppard et Andrée Yanacopoulo, *Signé Hubert Aquin : enquête sur le suicide d'un écrivain*, Montréal, Éditions du Boréal, 1985.

¹⁰ Hubert Aquin, *Les sables mouvants / Shifting Sands, Translation with Notes & a Critical Essay by Joseph Jones*, Vancouver, Ronsdale Press, 2009.

par Aquin, *L'invention de la mort*¹¹, dont la rédaction s'est échelonnée de 1959 à 1961, sera également publié de façon posthume, en 1991. Au moment où l'auteur en est encore à ses premières armes dans l'équipe de *Liberté*, il travaille à un projet de roman, demeuré inachevé, daté de mai 1961. Une tendance se dessine dans les écrits aquiniens de cette période : l'écrivain évolue progressivement vers la forme longue et le genre qu'il semble privilégier, le roman. Pendant ses années actives à *Liberté*, Aquin publiera d'ailleurs trois romans : *Prochain épisode* (1965), auquel il doit largement sa renommée, *Trou de mémoire* (1968) et *L'Antiphonaire* (1969). La collaboration de l'auteur à la revue coïncide donc avec l'écriture et la parution de trois de ses œuvres canoniques, *Neige noire* ayant été publié en 1974, quelques années après la démission de *Liberté*, et avec le début de la reconnaissance de son œuvre.

Les années d'Aquin à la revue sont fructueuses sur le plan de l'écriture, qu'il s'agisse d'œuvres de fiction ou encore d'essais marquants, publiés pour la plupart dans les pages de *Liberté*. Or la contribution de l'auteur au périodique ne se limite pas à la parution de ses textes; il y produit plusieurs dossiers à titre de directeur. Élu à la direction en 1961, l'écrivain compte parmi ses principaux champs d'intérêt la « réalité canadienne-française¹² » : sous Aquin, l'engagement de la revue sur la question du Canada français s'affirme encore davantage. Aux côtés de Michèle Lalonde, secrétaire de rédaction, et d'Yves Préfontaine, rédacteur en chef, il contribue à ce que *Liberté* devienne « le sismographe de la jeune culture québécoise d'alors¹³ ». Ambitieux et passionné, Aquin jette rapidement les bases de plusieurs projets d'importance. Le directeur a à cœur de « relancer la seule revue cultu-

¹¹ Hubert Aquin, *L'invention de la mort*, édition critique établie par Manon Dumais, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1991.

¹² Martel, « I. *Liberté* (1961-1969) », p. 9.

¹³ Yves Préfontaine, « Mutations d'un peuple – Poètes de la mutation », dans Madeleine Ducrocq-Poirier et al. (dir.), *La revue Liberté*, Montréal, L'Hexagone, 1990, p. 46.

relle au Canada français¹⁴ », qui s'adresse désormais « aux lecteurs de toute la francophonie¹⁵ ». Neuf numéros paraîtront sous la direction d'Aquin, à commencer par le numéro 17 (5 novembre 1961), intitulé « L'écrivain est-il récupérable? ». Le texte d'ouverture signé par Aquin, « Comprendre dangereusement », « s'adresse en particulier aux lecteurs de l'étranger¹⁶ », ce qui confirme le désir de l'écrivain d'étendre le lectorat de la revue à l'ensemble de la francophonie. Ce premier dossier est partiellement coordonné à distance, comme le seront les numéros suivants (18 et 19-20), respectivement consacrés au bonheur (décembre 1961) et à Paul-Émile Borduas (janvier-février 1962). Le numéro 21, portant sur le séparatisme (mars 1962) connaît un certain succès et le numéro 22 (avril 1962) est notamment consacré au plaidoyer d'Aquin en faveur d'un prix *Liberté* du roman, toujours dans l'optique d'orienter l'édition québécoise vers la scène internationale. Paraît en mai 1962 le numéro 23, « Le Canada français, les clercs, et les autres », qui inclut « La fatigue culturelle », suivi des numéros 24, « Nationalismes et cultures en Belgique » (juin-juillet 1962), et 25, « Culture française » (février 1963). La variété des thématiques abordées est révélatrice du modus operandi de *Liberté* qui, du moins à l'époque, n'a pas de politique éditoriale ni de ligne directrice fixe, ce qui correspond bien à son parti pris pour l'ouverture. Par sa participation à l'entreprise de la revue, Aquin prend activement part aux « principaux débats qui ont marqué le Québec à partir des années 1960¹⁷ » et il contribue à l'avènement d'un genre nouveau dans la Belle Province, l'essai littéraire¹⁸.

Dans cet article, j'aborderai ce qui m'apparaît être le grand projet porté par Aquin dans ses années à *Liberté*, projet que sous-

¹⁴ Lettre d'Aquin au comité de direction datant d'octobre 1961, citée dans Martel, « I. *Liberté* (1961-1969) », p. 10.

¹⁵ Martel, « I. *Liberté* (1961-1969) », p. 10.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*, p. 9.

¹⁸ Laurent Mailhot, « L'action de *Liberté* », *Ouvrir le livre*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, coll. « Essais littéraires », 1992, p. 236.

tend également « La fatigue culturelle » : mondialiser la littérature québécoise. Cette entreprise passe autant par la littérature que par la politique et se développe autour de la notion de « glocalisme », que David Damrosch définit comme suit :

In literature, glocalism takes two primary forms: writers can treat local matters for a global audience – working outward from their particular location – or they can emphasize a movement from the outside world in, presenting their locality as a microcosm of global exchange¹⁹.

Bien que le terme « glocalisme » soit étranger à Aquin, il n'en demeure pas moins que le concept est pertinent pour appréhender sa pensée. Pour l'auteur, la qualité « glocale » de la littérature québécoise résiderait dans l'affirmation de l'unicité québécoise sur la scène internationale des lettres francophones. Il s'agit d'un projet de diffusion – il veut doter la revue et l'édition québécoise d'une portée internationale et situer la réflexion québécoise parmi les grands enjeux des littératures de langue française – et de production, en exploitant en littérature le particularisme québécois, qui est ouvert aux yeux d'Aquin, ce qui garantirait une production littéraire à la fois enracinée et exportable. J'aurai également recours au concept de « République des Lettres²⁰ » de Pascale Casanova pour mettre en relief certaines des stratégies mises en place par Aquin pour mondialiser les lettres québécoises. Jolianne Gaudreault Bourgeois s'est intéressée pour sa part à la mondialisation du roman dans une étude esthétique de *Neige noire*²¹. Selon la chercheuse, la mondialisation du roman serait d'abord un projet romanesque entamé par Aquin dans le plan de *L'Antiphonaire*²². Gaudreault Bourgeois souhaite s'éloigner de la

¹⁹ David Damrosch, *How to Read World Literature*, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2009, p. 109.

²⁰ Pascale Casanova, *La République mondiale des Lettres*, Paris, Seuil, 2008 [1999].

²¹ Jolianne Gaudreault Bourgeois, « Mondialiser » le roman : étude des rapports spatio-temporels dans *Neige noire* de Hubert Aquin, mémoire de maîtrise (littérature), Montréal, Université McGill, 2016.

²² Hubert Aquin, *L'Antiphonaire*, édition critique établie par Gilles Thérien, Montréal,

lecture politique et nationale de l'œuvre aquinienne pour se concentrer sur sa valeur esthétique. Si elle convoque « La fatigue culturelle du Canada français », c'est pour montrer l'application de certains de ses préceptes dans *Neige noire*²³, ce qui présuppose la préséance de l'œuvre romanesque d'Aquin. Pour ma part, je crois que, sans que cela ne transforme l'œuvre littéraire en une œuvre à clés, politique et littérature chez Aquin suivent souvent une logique et un mouvement similaires. Il s'agira donc de souligner un projet qui est surtout littéraire à partir de prises de position d'Aquin et de textes à teneur davantage politique, entre 1961 et 1969, années où se concentrent les contributions aquiniennes les plus importantes à *Liberté*, comme le confirme l'édition critique de la Bibliothèque québécoise²⁴.

Les débuts d'Hubert Aquin à *Liberté* : du conseil de rédaction à la direction

Le 4 novembre 1960, Jacques Godbout s'adresse aux membres de l'équipe de *Liberté* et leur propose qu'Hubert Aquin fasse partie du conseil de rédaction²⁵. C'est pendant cette même période qu'Hubert Aquin est contacté par André d'Allemagne, cofondateur du Rassemblement pour l'indépendance nationale, qui « l'invite à s'informer du développement du mouvement²⁶ ». Aquin devient rapidement adjoint à l'équipe dirigeante de *Liberté* et il est officiellement intégré au comité de direction au début de juillet 1961, pour ensuite être élu directeur de la revue le 14 juillet²⁷. Comme le fait remarquer Guylaine Massoutre dans ses *Itinéraires d'Hubert Aquin*,

[l]e premier soin d'Hubert Aquin à la direction est d'élargir sa

Bibliothèque québécoise, 2005 [1969].

²³ Hubert Aquin, *Neige noire*, édition critique établie par Pierre-Yves Mocquais, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1997 [1974].

²⁴ Martel, « I. *Liberté* (1961-1969) », p. 5-18.

²⁵ Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 115.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*, p. 121.

diffusion en augmentant le tirage de mille à deux mille exemplaires et de se fixer l'objectif d'une périodicité mensuelle à partir de novembre. Il rêve de diffuser la revue à travers tout le monde francophone et d'inscrire la réflexion québécoise dans la problématique générale des littératures d'expression française²⁸.

Ces objectifs, qui participent du désir qu'a Aquin de mondialiser la littérature québécoise, ont été commentés par Michel Lacroix, qui décrit la stratégie d'Aquin en tant que « promotion de *Liberté* comme revue d'envergure internationale » et comme « valorisation d'une intégration accentuée de la sphère littéraire et intellectuelle québécoise dans les échanges internationaux²⁹ ». Les revues font partie du capital littéraire dont parle Casanova, qui est « à la fois ce qu'on cherche à acquérir et ce qu'on reconnaît comme condition nécessaire et suffisante pour entrer dans le jeu littéraire mondial³⁰ ».

Dans l'avant-propos intitulé « Comprendre dangereusement » qu'il signe dans le numéro de novembre 1961, Aquin présente l'un des objectifs poursuivis par la revue dans une perspective de particularisme, mais aussi de globalité :

Liberté paraîtra maintenant tous les mois. À ce rythme nouveau, nous comptons exister plus intensément et aussi pour un plus grand nombre de lecteurs désireux, comme nous, de définir, dans son mouvement même, le Canada français et aussi ce qui le détermine ou l'attire hors de ses frontières³¹.

Aux yeux d'Aquin, la définition du Canada français est nécessairement dynamique et pourvue d'une dimension « globale », car elle dépend à la fois d'éléments endogènes qui fondent la particularité québécoise et d'éléments exogènes qui rendent possible sa communicabilité sur la scène internationale. Pour lui, cette mondialisation de la littérature

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Lacroix, « La francophonie en revue », p. 57.

³⁰ Casanova, *La République mondiale des Lettres*, p. 38.

³¹ Hubert Aquin, « Comprendre dangereusement », *Liberté*, vol. 3, n° 5 (17) (novembre 1961), p. 680.

québécoise et, plus largement, de la culture québécoise passe autant par la littérature elle-même que par la politique. Tout au long de son texte, il lie la parole à l'action à partir d'une rhétorique du combat. Même si *Liberté* se propose de montrer que « la culture domine la politique et non l'inverse³² », comme le dit Jacques Godbout, et qu'elle est avant tout une revue littéraire, elle est présentée en ces termes par Aquin : « La revue *Liberté* peut être considérée comme une agression. [...] Nous choisissons l'éclatement, la convulsion, l'attaque³³ ». Il ajoute :

Nous avons un autre vice, à *Liberté*. Nous estimons la parole, lyrique ou raisonnante, [...] et tout ce que les hommes dits d'action méprisent sous le nom de littérature et de poésie. La parole est une forme de vie et, par ce biais magnifique, un mode d'action. Chose certaine, il n'y a pas plus de vanité à écrire qu'à agir, d'autant que ce qui relève de l'action émane d'un ordre créé par la pensée³⁴.

Dans la pensée aquinienne, la parole (littéraire, essayistique) ne s'oppose pas à l'action (politique) : elles sont interreliées. Ces considérations sur l'intrication de la littérature et de la politique, mais aussi sur la particularité et la globalité du Québec, sont des lignes éditoriales actualisées dans plusieurs contributions d'Aquin à *Liberté*.

Dans le numéro de décembre 1961, Aquin publie un article intitulé « Le bonheur d'expression³⁵ » où il est question de ce qui devrait faire, à son avis, la particularité de la littérature québécoise. Il est intéressant de relever qu'au moment d'écrire ce texte, l'auteur n'a pas encore choisi sa vocation d'écrivain – il l'indique explicitement dans son article – et il utilise principalement des exemples de nature politique pour illustrer le particularisme québécois qu'il souhaite voir exploiter en littérature : le malheur existentiel. Aquin oppose le

³² Jacques Godbout, « J'ai 24 ans », *Cultures du Canada français*, n° 7 (automne 1990), p. 15.

³³ Aquin, « Comprendre dangereusement », p. 679.

³⁴ *Ibid.*, p. 680.

³⁵ Hubert Aquin, « Le bonheur d'expression », *Liberté*, vol. 3, n° 6 (18) (décembre 1961), p. 741-743.

malheur au bonheur et, par corrélation, à l'acceptation, qu'il perçoit comme l'attitude « la moins révolutionnaire³⁶ ». Il poursuit en postulant que « nous sommes heureux politiquement parce que nous avons accepté de négocier indéfiniment des chèques bilingues et un drapeau, mais jamais l'essentiel³⁷. » On comprend ici que le fait de demeurer au sein de la Confédération représente une forme de « bonheur » tranquille et facile et qu'inversement, opter pour l'indépendance revient à faire le choix du malheur. Il y a donc une corrélation très claire entre le projet souverainiste du Québec et l'avènement d'une littérature qui soit proprement québécoise, qui exigent tous les deux le malheur comme « choix profond³⁸ ». Aquin poursuit : « En assumant mon identité de Canadien français, je choisis le malheur! Et je crois que, minoritaires et conquis, nous sommes profondément malheureux³⁹. » Il termine son article sur un souhait, qui s'adresse en partie à lui-même : « Que viennent aussi les écrivains et les artistes capables d'aller jusqu'au bout de leur malheur d'expression⁴⁰! » Comme dans « Comprendre dangereusement », la parole et l'action sont les deux faces du projet révolutionnaire aquinien.

En janvier 1962, Aquin « poursuit sa politique d'envergure pour la diffusion de *Liberté*⁴¹ » et il obtient des subventions du ministère de la Culture et du Conseil des arts. Ses préoccupations, à titre de directeur, sont globales et locales tout à la fois; il fait appel à des personnalités francophones s'intéressant à des enjeux internationaux et, en février, il s'occupe du numéro sur le séparatisme au Québec⁴². Dans ce dossier, paru en mars 1962, les rôles de militant politique et d'essayiste se confondent encore un peu plus pour Aquin. L'article

³⁶ *Ibid.*, p. 741.

³⁷ *Ibid.*, p. 743.

³⁸ *Ibid.*, p. 742.

³⁹ *Ibid.*, p. 743.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 128.

⁴² *Ibid.*, p. 129.

qu'il signe dans ce numéro, « L'existence politique », provient en partie d'une conférence qu'il a prononcée, le 17 février 1962, à l'occasion du colloque du RIN et qui s'intitule « Problèmes politiques du séparatisme⁴³ ». Il y reprend des idées qu'il avait abordées dans « Le bonheur d'expression » – je pense ici à la sécurité que procure la dépendance politique à la Confédération et à l'opposition des Canadiens français à l'idée de l'indépendance en raison de leur statut de conquis –, mais en se concentrant surtout à contrer la critique du nationalisme comme « particularisme particularisant ». Le fait de se préoccuper des enjeux locaux – le projet indépendantiste – n'est pas un frein à l'ouverture vers l'international, bien au contraire : c'est ce qui permet de se tailler une place sur la scène internationale en tant que nation. En outre, comme le souligne Casanova, « [l']État est une réalité relationnelle », « [r]ien n'est plus international en un sens que l'État national : il ne se construit qu'en relation avec d'autres États et souvent contre eux⁴⁴ ». Aquin s'en prend au préjugé contre le nationalisme, qui serait attribuable au fantôme de Duplessis et au souvenir d'une succession d'échecs au cours de l'histoire du Québec, tout en soulignant à grands traits que séparation n'est pas synonyme d'isolement. Il lance un appel à la révolution globale, qui passe par l'indépendance et concerne autant l'action que la parole : « Le public attend quelque chose de plus radical, de plus avoué, de plus révolutionnaire; du moins, c'est mon cas, je n'attends pas des révolutionnaires à mitraillettes ou à képis, mais des révolutionnaires qui n'ont pas plus peur des mots que des réalités⁴⁵. » Bien qu'il ne soit pas explicitement question de littérature dans l'article, elle est sous-entendue dans le propos d'Aquin; on la devine dans l'attente de révolutionnaires qui n'ont pas peur des mots. Et comme nous le verrons, le projet révolutionnaire aquinien deviendra progressivement plus strictement littéraire.

⁴³ *Ibid.*, p. 129-130.

⁴⁴ Casanova, *La République mondiale des Lettres*, p. 65 et 64.

⁴⁵ Hubert Aquin, « L'existence politique », *Liberté*, vol. 4, n° 21 (mars 1962), p. 74.

En avril 1962, Aquin s'attaque au problème de l'édition québécoise, qu'il veut davantage tournée vers l'international, en proposant à l'équipe de direction de *Liberté* la fondation d'une maison d'édition; il veut aussi « incorporer légalement la revue et fonder un Prix du roman⁴⁶ ». Ces projets ne reçoivent pas l'accueil qu'il espérait; on lui fait remarquer que le Québec, contrairement à la France, n'a pas le public nécessaire à ce genre d'entreprise intellectuelle. En outre, on reproche à Aquin d'avoir comparé *Liberté* à des revues françaises comme *Esprit* et *La Table ronde*, d'avoir eu l'ambition « démesurée » d'associer *Liberté* aux grandes revues intellectuelles internationales de langue française⁴⁷. Ces remarques illustrent très bien la « domination littéraire », ici intériorisée, qu'exerce Paris sur le Québec, en manque de « prestige littéraire » : il lui manquerait « un public restreint et cultivé, l'intérêt d'une aristocratie ou d'une bourgeoisie éclairée [et] des salons⁴⁸ ».

Dans son avant-propos au numéro d'avril 1962, justement intitulé « Pour un prix du roman », Aquin plaide en faveur de la fondation d'un tel prix qui permettrait de donner une envergure internationale à la littérature québécoise. Il avance que la littérature doit être mieux servie par l'édition canadienne-française qui, selon lui, « produit des livres, mais très peu d'auteurs. Pis encore, elle réussit à faire fuir les écrivains de valeur et compromet ainsi la manifestation dynamique d'une littérature canadienne enracinée⁴⁹ ». Aquin se fait plus explicite dans les remontrances qu'il adresse au milieu éditorial,

⁴⁶ Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 132.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 139. L'histoire se répète pour Aquin lors de son passage aux Éditions La Presse. En janvier 1976, il revient d'un séjour à La Nouvelle-Orléans avec la ferme intention de promouvoir la littérature québécoise aux États-Unis (Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 274). Ce projet de promotion passe notamment par la publication du *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, qui sera abandonné par La Presse en juillet, laissant un goût amer à Aquin, qui tenait beaucoup à cet ouvrage (Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 285).

⁴⁸ Casanova, *La République mondiale des Lettres*, p. 35.

⁴⁹ Hubert Aquin, « Pour un prix du roman », *Liberté*, vol. 4, n° 22 (avril 1962), p. 194.

qui serait englué dans un particularisme particularisant :

[I]l me semble qu'un nouveau dérivé du régionalisme s'abat sur nos lettres, régionalisme de médiocrité, de morale, de localisation, de souci outré d'une actualité québécoise et cela ne peut qu'aggraver notre situation de colonisés culturels à l'égard d'une France métropolitaine qui continuera, en dédaignant avec raison nos petits lancements en vase clos et nos gloires de clocher, de nous dispenser la vraie, la bonne littérature : non seulement celle de France mais aussi la nôtre⁵⁰!

Pour Aquin, la « bonne » littérature québécoise ne saurait être une caricature d'elle-même, bourrée de référents régionaux qui forcent la note : là ne réside pas le véritable particularisme des lettres québécoises. Ce type de particularité, surlocalisée et surdéterminée selon Aquin, rend la littérature québécoise difficilement exportable et la condamne au statut de « sous-littérature », contrairement au malheur existentiel, qui serait un particularisme doté d'une valeur « globale ». Celui-ci montre bien en quoi « les choses littéraires ne sont pas seulement politisées ou nationales [...] mais qu'elles portent aussi en elles une sorte de définition de soi collective, nationale et par là même essentielle⁵¹ ». Avec la mise sur pied d'un prix du roman, le but de *Liberté* est « de découvrir un auteur [...] et de lui assurer une audience internationale⁵² », « l'œuvre primée sera[it] lancée simultanément à Montréal et à Paris [...] [et elle serait] largement distribuée dans tous les pays francophones⁵³ ». Pour Aquin, la création de ce prix représenterait l'occasion de promouvoir une littérature québécoise qui soit à la fois enracinée et exportable.

Ces questions de l'enracinement et de la communicabilité se trouvent également au cœur de « La fatigue culturelle du Canada français », publié dans le numéro de mai 1962. Bien que la question

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Casanova, *La République mondiale des Lettres*, p. xiii.

⁵² *Ibid.*, p. 196.

⁵³ *Ibid.*, p. 195.

du nationalisme québécois soit centrale dans le texte, celle-ci s'accompagne d'un questionnement sur la mondialisation de la littérature québécoise, et ce, même s'il s'agit de notions en apparence opposées. Aquin donne le ton en commençant son article par une citation de Pierre Teilhard de Chardin, qui pointe dans la direction d'une réconciliation entre particularisme et universalisme : « Il faut des nations pleinement conscientes, pour une terre totale⁵⁴. » Là réside le projet d'Aquin, celui d'« exprimer adéquatement cette réconciliation finale du particulier et du général, de ce qui est “propre” et de ce qui est “universel”⁵⁵ ». À Pierre Elliott Trudeau, qui, dans son article « La nouvelle trahison des clercs⁵⁶ », présente le nationalisme comme rétrograde, synonyme de rétrécissement communautaire et grand responsable de la guerre, Aquin répond qu'« une culture globale canadienne-française ne postule aucunement une homogénéité de fait⁵⁷ ». Il revient à l'idée de particularité québécoise développée dans « Le bonheur d'expression », mais en la liant plus clairement à l'universalité. Pour ce faire, il prend l'exemple de grands écrivains, William Faulkner, Honoré de Balzac, Gustave Flaubert, Charles Baudelaire, Stéphane Mallarmé et Johann Wolfgang von Goethe, qui « ont écrit dans leur pays des œuvres universelles parce qu'enracinées⁵⁸ ». Comme dans son plaidoyer en faveur d'un prix du roman, Aquin réaffirme ce qui à son sens n'est pas de la littérature enracinée; il en profite pour décocher des flèches aux auteurs « qui ont misé sur leur propre dépaysement, l'ont systématisé pour atteindre à l'universel », aux régionalistes, qui « ont utilisé une “authenticité folklorique” et se sont crus ainsi plus canadiens parce qu'ils moyennaient leur enraci-

⁵⁴ Pierre Teilhard de Chardin, *Œuvres de Pierre Teilhard de Chardin*, t. V : *L'Avenir de l'Homme*, Paris, Seuil, 1959, p. 74, cité dans Hubert Aquin, « La fatigue culturelle du Canada français », *Liberté*, vol. 4, n° 23 (mai 1962), p. 299.

⁵⁵ Aquin, « La fatigue culturelle », p. 324.

⁵⁶ Pierre Elliott Trudeau, « La nouvelle trahison des clercs », *Cité libre*, vol. 13, n° 46 (avril 1962), p. 3-16.

⁵⁷ Aquin, « La fatigue culturelle », p. 311-312.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 320.

nement à rabais ou qu'ils étaient plus simplement médiocres » ainsi qu'aux écrivains ayant recours au jocal qui, « parce qu'ils émaillent une phrase [...] de quelques blasphèmes [...] s'imaginent avoir donné une existence littéraire à leur pays natal⁵⁹ ». Pour Aquin, une écriture joualisante est nécessairement un frein à la communicabilité parce qu'elle condamne les Québécoises et les Québécois à se parler entre elles et eux dans un dialecte en partie imaginé, langue-symptôme d'un peuple colonisé. Il poursuit : « Le problème n'est pas d'écrire des histoires qui se passent au Canada, mais d'assumer pleinement et douloureusement toute la difficulté de son identité⁶⁰ », soit son malheur d'expression. Même si ce passage porte plus spécifiquement sur la littérature, cette difficulté identitaire concerne tout autant le problème culturel et politique québécois. Il en va de même de ces considérations où l'on devine le souhait d'Aquin de voir le Québec à la grande table des nations et la littérature québécoise prendre sa place parmi les littératures mondiales : « Plus on s'identifie à soi-même, plus on devient communicable, car c'est au fond de soi-même qu'on débouche sur l'expression⁶¹. » La fatigue culturelle n'est pas le point de départ du questionnement d'Aquin sur la mondialisation de la littérature québécoise, mais elle en est certainement la synthèse théorique. Comme le propose Jacinthe Martel, il s'agit d'une œuvre charnière à la suite de laquelle Aquin va se radicaliser⁶²; cette radicalisation passe moins par l'essai que par le militantisme politique et par ce qui préoccupe le plus Aquin : la création littéraire.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Martel, « I. *Liberté* (1961-1969) », p. 17.

Fin de la direction de *Liberté* : recentrement sur la création littéraire

Sous la direction d'Aquin, la revue *Liberté* connaît une exacerbation des tensions créatrices. Comme le relève Jacinthe Martel, Aquin est un directeur très enthousiaste, mais à la participation « plus ou moins soutenue⁶³ » : il est dispersé et le plus souvent absent. C'est à la suite de « discussions houleuses à la direction⁶⁴ », concernant surtout la mauvaise posture financière de la revue attribuable à l'insuccès commercial des numéros dirigés par lui, qu'il remet sa démission à titre de directeur, le 25 octobre 1962, bien qu'il continue à faire partie de l'équipe. Dans son journal, Aquin souligne l'échec de son action à *Liberté* :

Plan de travail : d'abord accepter la chute de *Liberté* [...]; aller jusqu'au bout de mes effondrements, de mes défaillances, de mes faiblesses; puis, au terme de cette fatigue, quand donc elle se sera transformée en repos – nuit intérieure – entreprendre cette vie nouvelle, *vita nuova*, œuvre d'imagination, amour fou, créer enfin⁶⁵.

Les énergies investies dans *Liberté* seront dès lors redirigées vers la création littéraire. Cette consigne que se donne Aquin paraît porter fruit, du moins dans l'immédiat, puisqu'il « jette sur le papier le premier plan de *Trou de mémoire*⁶⁶ » autour du 29 octobre⁶⁷. De 1963 à 1969, il assiste rarement aux réunions d'équipe de *Liberté*, mais il publie régulièrement dans les pages de la revue⁶⁸, jusqu'à sa démission en mai 1971. Parallèlement à un militantisme politique plus ou moins soutenu, tour à tour au RIN et au Front de libération du Québec

⁶³ *Ibid.*, p. 14-15.

⁶⁴ Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 137.

⁶⁵ Hubert Aquin, *Journal 1948-1971*, édition critique établie par Bernard Beugnot, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1992, p. 245, cité dans Martel, « I. *Liberté* », p. 13.

⁶⁶ Hubert Aquin, *Trou de mémoire*, édition critique établie par Janet M. Paterson et Marilyn Randall, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1993 [1968].

⁶⁷ Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 137.

⁶⁸ Martel, « I. *Liberté* », p. 15.

(FLQ), Aquin assume de plus en plus sa vocation d'écrivain, comme le montre cet extrait d'un entretien accordé à Jacques Folch et publié en novembre-décembre 1965 dans les pages de *Liberté*, pendant la même période où *Prochain épisode*⁶⁹ est lancé à Montréal :

[J]e me décide enfin à être écrivain, destin que j'ai toujours refusé. Mais j'édite ici, il faut éditer ici, et traverser l'Atlantique d'Ouest en Est, dans ce sens-là seulement, vers le lever du soleil. Faire éclater le français de l'intérieur, d'ici. Pas par le joul, c'est ridicule. C'est se forcer pour parler mal⁷⁰.

La question de la mondialisation de la littérature québécoise habite toujours Aquin, mais la concrétisation de ce projet passe dorénavant par sa pratique d'écriture individuelle. Entre mai 1966 et mars 1967, Aquin s'installe successivement en Suisse et en France⁷¹. Il tente de percer le milieu littéraire français, mais sans grand succès; il publie *Prochain épisode* chez Laffont et lance son livre à Paris, mais la réception n'est pas très favorable. Néanmoins, le roman d'Aquin sera cité dans *Combat*, journal clandestin français fondé pendant la Seconde Guerre mondiale, devenu un « grand quotidien d'information générale » à la libération⁷², « comme un exemple de la vitalité des lettres québécoises dans l'univers littéraire francophone⁷³ ». Les institutions parisiennes sont des « instances consacrantes » : elles « sont les gardiennes, les garantes et les créatrices de la valeur⁷⁴ » littéraire. Aquin est à la recherche d'une reconnaissance de la part du centre qu'est la métropole française, précisément parce que la

⁶⁹ Hubert Aquin, *Prochain épisode*, édition critique établie par Jacques Allard, Claude Sabourin et Guy Allain, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2005 [1965].

⁷⁰ Hubert Aquin, « Entretiens avec deux romanciers. Hubert Aquin », propos recueillis par Jacques Folch, *Liberté*, vol. 7, n° 6 (42) (novembre-décembre 1965), p. 507.

⁷¹ Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 171.

⁷² Bibliothèque nationale de France (Gallica), « Combat », [En ligne], [https://gallica.bnf.fr/html/und/presse-et-revues/combat?mode=desktop] (1^{er} mars 2021).

⁷³ Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, p. 173-174.

⁷⁴ Casanova, *La République mondiale des Lettres*, p. 189-190.

transmutation magique que les grands consacrant opèrent est, pour les textes qui viennent des contrées déshéritées littérairement, un changement de nature : un passage de l'inexistence à l'existence littéraire, de l'invisibilité à l'état de littérature, transformation appelée ici littérarisation⁷⁵.

Le projet de mondialiser la littérature québécoise est encore au cœur des préoccupations d'Aquin dans la rédaction de son troisième roman, *L'Antiphonaire*. Au moment de prononcer sa conférence « La mort de l'écrivain maudit » lors de la Rencontre des écrivains organisée par *Liberté* du 29 mai au 1^{er} juin 1969, Aquin est à trois mois de terminer l'écriture de *L'Antiphonaire*. Ses propos rejoignent directement ses préoccupations d'écrivain :

Quel que soit le message d'un écrivain québécois, quel que soit le contenu d'un livre ou d'un écrit, il se trouve – malgré lui – devant le problème suivant : inventer une nouvelle façon d'être québécois en écrivant des livres... Non pas qu'il doive se mettre en tête de représenter ou de refléter la société québécoise autour de lui (nous ne sommes pas des miroirs...) : mais du fait de son enracinement, l'écrivain québécois devra vraisemblablement être manifestement québécois, créer son mode de manifestation personnel, inventer le style de sa propre épiphanie⁷⁶.

Bien que le projet d'une littérature québécoise mondialisée passe par l'expression littéraire, il ne concerne pas uniquement aux yeux d'Aquin la littérature. Mondialiser les lettres, c'est aussi inventer une nouvelle façon d'être québécoise et québécois, proposer une nouvelle posture ou manière d'être dans le monde; c'est embrasser le malheur d'expression et dépasser la fatigue culturelle pour en venir à un mode d'existence inédit qui concerne aussi bien la culture que la politique.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 190.

⁷⁶ Hubert Aquin, « La mort de l'écrivain maudit », *Mélanges littéraires I. Profession : écrivain*, édition critique établie par Claude Lamy, avec la collaboration de Claude Sabourin, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1995, p. 205.

Conclusion

L'objectif de faire rayonner une littérature québécoise mondialisée est manifeste dans les diverses collaborations d'Hubert Aquin à *Liberté*. Pour un temps, mondialiser les lettres du Québec paraît aller de pair avec le projet d'indépendance québécois pour l'écrivain. Le projet « total » de l'écrivain est à la fois littéraire et politique. Alors que Godbout privilégie la culture au détriment de la politique, Aquin considère que les deux questions doivent être abordées de front. Il s'agit des deux faces d'un même projet révolutionnaire (c'est la révolution globale dont parle Aquin, il me semble) qui, au fond, ont la même exigence principale : choisir le malheur, se sortir de l'acceptation tranquille de la Confédération et trouver la forme unique de ce « malheur d'expression ». La réussite du projet d'indépendance du Québec et l'avènement d'une littérature proprement québécoise paraissent ainsi interdépendants. Pour que la souveraineté se réalise, le peuple québécois doit s'extirper de sa condition de colonisé et faire entendre sa voix singulière, dont l'écho se répandra au sein des autres nations. La prise de conscience et la diffusion de cette voix constituent, en grande partie, un projet littéraire.

Le projet littéraire national québécois, à son tour, a besoin de structures décolonisées – par rapport au Canada anglophone et aussi à la France – pour véritablement prendre son envol; il va sans dire que l'indépendance du Québec faciliterait la création de tels organes d'édition, de diffusion et de reconnaissance. Le projet de mondialiser les lettres québécoises est toutefois une arme à double tranchant; il requiert l'adoption de structures semblables à celles appartenant aux « grandes » littératures, dans ce cas-ci la littérature française, or la question minoritaire s'interpose : la mise sur pied d'un tel appareil institutionnel ne serait pas justifiée face à l'absence d'un public jugé adéquat. Le modèle français, duquel Aquin s'inspire pour mondialiser la littérature du Québec, est à la fois un exemple à suivre et un obstacle dans le contexte d'une nation qui souffre d'un complexe minoritaire.

Dans l'optique d'une mondialisation des lettres québécoises, la proposition selon laquelle le milieu de l'édition au Québec devrait se concentrer sur la personne de l'écrivain ou de l'écrivaine plutôt que sur la multiplication des publications peut sembler contradictoire. Mais ce recentrement sur l'individu n'est pas synonyme de fermeture, car c'est par celui-ci qu'une littérature plus incarnée peut advenir et devenir communicable sur la scène internationale. C'est à l'image même de l'œuvre d'Aquin, émaillée de biographèmes, mais qui est ouverte à tous les vents, remplie de références d'origines diverses et issues de différentes cultures. L'écrivain va lui-même tester l'hypothèse d'une plus grande communicabilité attribuable à l'écriture de l'individualité en lançant *Prochain épisode* en France, avec le résultat peu concluant que l'on connaît. Cela ne revient pas à dire que sa vision de l'édition québécoise était vouée à l'échec, c'est simplement reconnaître que les choses ne se sont pas déroulées comme il le souhaitait personnellement. Sans oublier que « Paris ne s'est jamais intéressé aux écrivains issus de ses territoires coloniaux [...] trop proches pour que leurs différences puissent être reconnues ou célébrées, mais trop lointains pour être seulement perceptibles⁷⁷ ».

Pour un temps, ce projet littéraire et politique est passé par *Liberté*, qui en a été le principal véhicule; mais il se liera davantage à la création individuelle à la suite de la démission et de la fin de la collaboration d'Aquin à *Liberté* ainsi que du sabordage du RIN au profit du Parti québécois (PQ). L'action politique par l'entremise de regroupements ou de partis politiques ne semble plus être une option valable pour Aquin, la fin du RIN et la montée du PQ ayant marqué la dilution du caractère contestataire et radical du mouvement indépendantiste. Pendant la décennie 1960, Aquin a simultanément porté les chapeaux d'essayiste, de militant politique et d'écrivain. La vision de *Liberté*, qui se présentait d'abord et avant tout comme une revue culturelle, était-elle trop étriquée pour l'auteur? Peut-être

⁷⁷ Casanova, *La République mondiale des Lettres*, p. 182.

que la revue ne correspondait pas aux aspirations d'Aquin, souvent incompris et freiné dans son élan par des collègues possiblement moins visionnaires que lui. Il écrit, dans une entrée de son journal, qu'il perçoit l'échec de son action à la revue comme un tremplin vers la création. Ainsi, il semblerait qu'il voyait sa collaboration à *Liberté* comme un frein à la « vraie » création, c'est-à-dire celle de l'œuvre littéraire. À cet égard, l'écriture essayistique aquinienne peut être comprise comme un pis-aller, un peu de la même façon que son journal a servi de brouillon à l'œuvre à venir⁷⁸.

La mondialisation de la littérature québécoise recherchée par Aquin rejoint, bien entendu, la vision qui était défendue à *Liberté*, mais ce projet concerne de très près les considérations personnelles de l'auteur. Le projet d'Aquin de mondialiser les lettres québécoises n'émane pas de sa production romanesque, mais il l'accompagne et l'informe. Il ne faut pas craindre de souligner la valeur politique de ce projet, car cela ne revient pas à subordonner le littéraire au politique. La littérature et la politique, loin d'être des catégories mutuellement exclusives, vont de pair dans l'ensemble de l'œuvre aquinienne. Dans ses contributions à *Liberté* pendant la décennie 1960, l'intrication du littéraire et du politique est frappante; quand Aquin parle de politique, il parle de littérature, et quand il parle de littérature, il parle de politique. La recherche de la particularité de la littérature québécoise, qui est un particularisme ouvert, défendu par Aquin sur les plans littéraire et politique, rejoint sa principale obsession depuis ses premiers écrits de jeunesse, la recherche formelle : « créer son mode de manifestation personnel [et] inventer le style de sa propre épiphanie⁷⁹ ». En fin de compte, la méthode de l'écrivain semble en phase avec son propos; exit le militantisme de groupe au sein de l'équipe d'une revue ou d'un regroupement politique, et place à une

⁷⁸ À ce sujet, voir Isabelle Kirouac Massicotte, *Sur le seuil de l'atelier : les carnets (1947-1949) d'Hubert Aquin*, mémoire de maîtrise (études littéraires), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2012.

⁷⁹ Aquin, « La mort de l'écrivain maudit », p. 205.

pratique hautement individuelle dans son cas, la création littéraire, qui correspond à la recherche de la particularité de la littérature québécoise. On parle rarement des œuvres littéraires comme faisant partie des diverses tactiques politiques, mais force est de constater que c'est l'avenue militante qui sera retenue par l'homme de lettres, après en avoir emprunté d'autres, et ce, jusqu'à la fin, avec ses projets de romans inachevés⁸⁰. Pour Aquin, la littérature est peut-être l'arme la plus dangereuse.

⁸⁰ Je pense surtout à ses projets de romans les plus achevés, *Saga Segretta* et *Obombre* (Hubert Aquin, « Saga Segretta », *Mélanges littéraires 1. Profession : écrivain*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1995, p. 317-336; Aquin, « Obombre », *Mélanges littéraires 1*, p. 337-380).

Jean-Marc Pottle, définisseur de situation en quatre saisons¹

Jean-Pierre Couture
Université d'Ottawa

Résumé

Le but de cet article est d'analyser l'ensemble du parcours de Jean-Marc Pottle dans les revues d'idées. Membre fondateur de la revue *Parti pris* en 1963, il participe aux premières années de cette revue qui catalyse un printemps de la vie intellectuelle du Québec. Puis, à l'heure des avant-gardes des années 1970, il cofonde la revue *Chroniques*. Alors que la canicule marxiste est rapidement supplantée par un automne politique aussi douloureux que polémique, Pottle révisé ses positions et collabore ponctuellement aux *Cahiers du socialisme*, à *Conjoncture politique au Québec*, à *Possibles* et à *Relations*. Dans les années 2000, il replonge dans le projet d'une revue d'idées en publiant régulièrement des textes dans le collectif *À bâbord!*, et ce, jusqu'en 2016. Définisseur de situation, Pottle a analysé des tendances jugées délétères, allant du felquisme au marxisme-léninisme, puis du désengagement syndical au nationalisme conservateur. En tant que penseur rompu aux écrits de Gramsci sur le rôle de la culture, Pottle a aussi été un promoteur de l'éducation,

¹ Je remercie Marie Leahey, Gérald McKenzie, Rachel Nadon, Jacques Pelletier et Céline Saint-Pierre pour leurs amicales suggestions à propos d'une version avancée de cet article. Des commentaires issus des évaluations anonymes ont également inspiré plusieurs modifications, et je remercie cordialement ces personnes pour leur travail stimulant et professionnel. Je porte évidemment toute la responsabilité des choix qui ont conduit à la présente version.

de la pensée autonome et de l'insubordination démocratique à partir d'une conception du rôle critique que doivent jouer les intellectuels.

Abstract

The purpose of this article is to analyze Jean-Marc Piotte's entire contribution in political journals. A founding member of Parti pris in 1963, he participated in the early years of a publication which catalyzed a spring in the intellectual life of Québec. Then, in the avant-garde era of the 1970s, he co-founded the journal Chroniques. While the Marxist heatwave was supplanted by a political fall as painful as it was controversial, Piotte revised his positions and occasionally contributed to the Cahiers du socialisme, Conjoncture politique au Québec, Possibles, and Relations. In the 2000s, he plunged back into the project of a revue d'idées by publishing regularly within the À bâbord! collective, until 2016. A situation defining figure, Piotte analyzed trends considered deleterious, ranging from Felquism to Marxism-Leninism, then from union disengagement to conservative nationalism. As a thinker familiar with Gramsci's writings on the role of culture, Piotte was also a promoter of education, critical thinking and democracy from a conception of the critical role that intellectuals must play.

*Nous nous sommes révoltés : contre Dieu,
contre les curés, contre nos familles et même
contre la vie... Puis, peu à peu, nous sommes
sortis du cauchemar : nous avons compris
que nous devons transformer la société.*

Lettre ouverte de Jean-Marc Piotte à André Laurendeau

Le Devoir, 22 juillet 1963

Le but de cet article est d'analyser l'ensemble du parcours de Piotte dans les revues d'idées. Le point focal de notre propos consiste à examiner les situations de Piotte dans la dizaine de revues qui le publient

de 1963 à 2016. Le plan de cet examen suivra l'allégorie des saisons, et chacune d'elles décrira un état de l'énonciateur et un état de son discours. Loin de suivre la constance d'un mouvement circulaire, ces saisons marquent plutôt des ruptures et des discontinuités. Elles sont, d'une part, inégales quant à l'intensité de l'engagement de Pottle au sein des revues d'idées et elles révèlent, d'autre part, la lente révision de son adhésion au marxisme. Ainsi, au printemps politique de l'étudiant de philosophie, suivra l'été « sans espoir, avec conviction » du jeune professeur d'université. Puis, à l'automne empreint de doutes sur le marxisme et néanmoins coloré par le principe espérance, succédera l'hiver d'un désarroi passager où Pottle se consacre à ses ouvrages de synthèse jusqu'à ce qu'il adhère, à nouveau, au projet d'une revue d'idées de gauche au moment de sa retraite.

À travers les étapes de ce parcours, Jean-Marc Pottle apparaît comme un définisseur de situation. Tel que le définit Andrée Fortin, ce type d'intellectuel correspond à « celui qui analyse de manière critique pour ensuite formuler des solutions et des propositions d'actions² ». Évidemment, une conjoncture ne peut être définie par un seul individu, car c'est un travail pluriel et collectif. Cette tâche politique est elle-même située le long d'une ligne de front, selon qu'elle formule un diagnostic de gauche ou de droite. En cela, les analyses de Pottle ont provoqué des débats et des réactions. Ses analyses ont souvent été sollicitées et, depuis plus de cinquante ans, il s'est prêté à l'exercice répété d'une « tentative pour cerner la réalité du Québec³ ».

Définir une situation implique réalisme et objectivité. Cette posture ne ferme pas la voie aux possibles, car elle n'est pas à confondre avec la neutralité ou l'idéalisation du réel. Définir une situation exige, surtout, une capacité d'influence. S'il faut formuler une analyse – toujours à renouveler – de la conjoncture, ce travail n'a un

² Andrée Fortin, « Les intellectuels à travers leurs revues », *Recherches sociographiques*, vol. 31, n° 2 (1990), p. 170.

³ Jean-Marc Pottle, « Sens et limite du néo-nationalisme », *Parti pris*, vol. 4, n° 1 (1966), p. 24.

sens, pour le jeune Piotte, que s'il détermine des moyens d'action. C'est ce que reconnaît la revue *Spirale*, fondée en 1979 par d'anciens membres de la revue *Chroniques* cofondée par Piotte. À propos des révisions ou autocritiques de ce dernier, à l'orée de la quarantaine, on remarque chez lui un franc-parler « d'autant convaincant qu'il traduit l'angoisse⁴ » et qu'il demeure en phase avec une expérience partagée par d'autres militantes et militants. « Les écrits de J.-M. Piotte ont ceci de particulier : bien que l'expression d'un individu, penseur et acteur politique, ils reflètent un courant de pensée, un sillage auquel se greffent au gré des conjonctures d'autres têtes chercheuses, pensantes et actives dans les milieux culturels, universitaires et syndicaux⁵ ». En cela, malgré ou avec ses détracteurs, Piotte compte parmi ceux et celles qui ont cette capacité d'influence:

Il y a (et il y a eu) à certains moments au Québec de nombreux piotistes, c'est-à-dire des gens – hommes et femmes – qui, sans partager absolument toutes les préoccupations exprimées par J.-M. Piotte, réfléchissent, délibèrent, optent et décident en fonction de la réponse ou de l'opinion que signe J.-M. Piotte à l'occasion d'événements ou de tensions sociales difficiles⁶.

Cette influence de Piotte à titre de définisseur de situation sera examinée à travers quatre saisons de durée inégale qui convoqueront, dans l'ordre, les pages de *Parti pris* (ainsi que de son fascicule *Le Militant*), *Presqu'Amérique*, *Socialisme québécois*, *Chroniques*, *Les Cahiers du socialisme*, *Conjoncture politique au Québec* (qui devient *Conjonctures*), *Possibles*, *Relations* et, finalement, *À bâbord!* où Piotte a écrit jusqu'en 2016. Entre saine distance et bonne proximité, notre démarche est descriptive et compréhensive, ce qui ne l'empêche pas de signaler quelques tournants ou contradictions dans l'œuvre de Piotte, notamment en ce qui concerne le rapport entre la pensée et l'action.

⁴ Jean-Antonin Billard, « Marxisme. Entre la théorie et l'angoisse », *Spirale*, n° 1 (septembre 1979), p. 5.

⁵ Gordon Lefebvre, « Les chemins de l'espoir », *Spirale*, n° 12 (octobre 1980), p. 11. L'auteur souligne.

⁶ *Ibid.*

Le printemps politique de l'étudiant de philosophie

Né à Montréal en 1940, Pottie laisse ses premières traces dans les archives des périodiques québécois au début des années 1960, au moment où son nom paraît en lien avec l'affaire Guérin. Le 14 novembre 1961, *La Presse* relate en effet la fronde signée par cinquante-six nouveaux instituteurs, tout juste diplômés de l'École normale Jacques-Cartier, qui déplorent « n'avoir pas reçu la formation intellectuelle à laquelle [ils] aspir[aient] en [s']inscrivant⁷ ». Pottie est du nombre des plaignants qui affirment que « plusieurs professeurs ne possèdent la compétence requise pour enseigner » et s'étonnent que l'un de leurs meilleurs enseignants, Marc-Aimé Guérin, ait été suspendu pour des motifs obscurs. Ils réclament une enquête sur l'administration de leur alma mater. Leur demande prudente cache en fait un secret de Polichinelle : Guérin enseignait des sujets jugés subversifs, ne portait pas la cravate et mangeait de la viande le vendredi, en sus d'avoir l'ambition d'ouvrir une maison d'édition pour échapper à la surveillance du Département de l'instruction publique. À mots couverts, les étudiants demandaient donc plus d'enseignants de ce type et que cesse la répression à leur égard⁸.

Après avoir terminé sa formation d'instituteur, Pottie étudie la philosophie à l'Université de Montréal où il obtient une licence en 1963. Lui et les futurs partipristes y fourbissent leurs premières armes éditoriales, car ils y ont « dirigé la série de Cahiers publiés sous l'égide de l'association étudiante (l'AGEUM)⁹ ». Ces cahiers servent de tremplin à la révolution symbolique sur le point d'exploser¹⁰.

⁷ Collectif, « À l'École normale Jacques-Cartier. 56 jeunes instituteurs demandent à leur tour une enquête », *La Presse* (14 novembre 1961), p. 26.

⁸ Michel Allard, « "L'affaire Guérin" : une contribution à la réforme de la formation des maîtres au Québec », *Historical Studies in Education = Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 18, n° 2 (2006), p. 191-199.

⁹ Michel Lacroix, « *Parti pris* (1963-1968) », dans Yvan Lamonde, Marie-Andrée Bergeron, Michel Lacroix et Jonathan Livernois (dir.), *Dictionnaire des intellectuel.les au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2017, coll. « Corpus », p. 249.

¹⁰ Pottie publie une analyse de « l'être collectif canadien-français » dans ces cahiers

Dans les mois précédents la parution du premier numéro de *Parti pris*, Piotte pique la curiosité d'André Laurendeau. Sa lettre ouverte écrite au « nous » générationnel attaque l'apparente satisfaction, béate et acritique, de la vieille génération aux commandes de la Révolution tranquille. L'auteur vise Laurendeau lui-même. Apparemment repu d'avoir chassé le duplessisme du pouvoir, l'éditorialiste du *Devoir* affiche une attitude sceptique devant les nouvelles demandes sociales et ne semble souscrire à aucun projet de transformation approfondie, ni l'indépendance ni (encore moins) le socialisme. Piotte le harponne : « Nous ne pouvons attendre de vous remplacer [...] Nous continuons d'étudier et nous espérons pouvoir bientôt donner une réponse à vos interrogations. D'ici là, vous pourriez vous rendre utile. Une étude objective et approfondie de la situation québécoise vous permettrait de vous situer¹¹ ». Signe de reconnaissance d'une voix capable de mettre en mots une situation, Laurendeau répond :

Notre correspondant pose bien le problème. Quand une génération aborde la vie, tout ce qui a été accompli avant elle, et qui fut parfois dur à réaliser, tout cela est acquis, et devient pour elle un point de départ. [...] Il est vrai que des jeunes puissent avoir l'intuition d'une pensée nouvelle, sans posséder encore les moyens de l'établir et de la défendre : et nous serions fort mal venus de leur reprocher¹².

Puis, rompant avec le prisme générationnel trop convenu, Laurendeau ose une prospective qui éclaire tous les futurs combats du jeune Piotte : « Et les pires déceptions, il l'apprendra, nous viennent de notre génération ».

(« De l'humiliation à la révolution », *Cahiers de l'AGEUM*, n° 9 (1963), p. 30-40). Ce numéro complet, incluant des textes de Paul Chamberland et de Thérèse Dumouchel, est disponible en ligne : <http://hdl.handle.net/1866/19430>.

¹¹ Jean-Marc Piotte, « Nous devons nous libérer », *Le Devoir* (22 juillet 1963), p. 4. Nous soulignons.

¹² André Laurendeau, « Le message d'une nouvelle génération », *Le Devoir* (22 juillet 1963), p. 4.

Qu'à cela ne tienne, cette jeune génération qui ne se satisfait pas du réformisme tiède de Cité libre cherche à concrétiser « l'intuition d'une pensée nouvelle ». Celle-ci est cristallisée par l'adjonction de trois nécessités interreliées : l'indépendance, le socialisme et la décléricalisation¹³. Tel est le sceau de la nouvelle revue *Parti pris* fondée en octobre 1963.

La production de Pottie au sein de ce collectif, dont il est cofondateur avec André Major, Pierre Maheu et Paul Chamberland, a déjà fait l'objet de nombreux commentaires et a été compilée dans des anthologies¹⁴. Si Pottie y définit une situation, c'est avant tout celle

¹³ Nous préférons user du terme « décléricalisation », même si *Parti pris* emploie généralement celui de « laïcité » pour désigner la tierce intention de la revue. L'éditorial du numéro d'avril 1965 (vol. 2, n° 8) parle d'ailleurs de « décléricalisation », et le terme revient dans un article de fond de Luc Racine, dans le dossier « Bilan du cléricalisme » (vol. 4, n° 3-4, décembre 1966). La décléricalisation n'est pas l'anticléricalisme. Ce dernier serait trop « global et aveugle », dit Racine, face à la frange progressiste de l'Église. Toutefois, le cléricalisme est clairement l'ennemi à abattre chez cet auteur, comme chez Pierre Maheu et Gaëtan Tremblay. C'est pourquoi la « décléricalisation » est un terme davantage assorti à la cible de ce combat : la mainmise de l'Église catholique romaine dans les domaines d'intérêt public au Québec. Le « problème » des minorités religieuses qui doivent s'aligner sur la « laïcité » de la majorité (dont les reliques religieuses sont « patrimoniales ») n'a rien à voir avec l'état du rapport de force qu'affrontent les partipristes en 1963, soit un clergé catholique agissant et matériellement encore tout-puissant. Comme la situation contemporaine connote ou dévoie souvent ce terme à des fins nationalistes conservatrices, nous utilisons un mot mieux assorti à l'esprit progressiste d'alors.

¹⁴ La liste chronologique qui suit inclut les principales analyses qui traitent, en tout ou en partie, de la contribution de Pottie et des autres partipristes : numéro « Parti pris », *La Barre du jour*, n° 31-32, 1972; André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes*, Montréal, Hurtubise, 1977; Robert Major, *Parti pris. Idéologies et littérature*, Montréal, Éditions Nota bene, 2013 [1979]; Fernand Dumont et al. (dir.) *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1981; Jacques Pelletier (dir.), *L'avant-garde culturelle et littéraire des années 70 au Québec, Les Cahiers du département d'études littéraires de l'UQAM*, n° 5 (1986); Pierre Milot, *Le paradigme rouge : l'avant-garde politico-littéraire des années 70*, Montréal, Les Éditions Balzac, 1992; Jacques Pelletier, *Situation de l'intellectuel critique*, Montréal, Éditions XYZ, 1997; Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde*, Montréal, VLB éditeur, 2007; Sean Mills, *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1970*,

du sens et des limites de la Révolution tranquille et du néonationalisme qu'elle a impulsé. Or, au terme de la première année de *Parti pris*, c'est en regard de la situation de la revue elle-même que Piotte formule un diagnostic. Les conséquences de son constat ont été peu explorées dans la littérature, ce pour quoi nous nous y attarderons.

Dans « Autocritique de *Parti pris* », commandée par Pierre Maheu, Piotte formule un bilan de milieu de printemps : « Nous avons surtout employé la méthode déductive¹⁵ », c'est-à-dire une vue pétrie d'abstractions et qui manque conséquemment d'études empiriques et inductives. À cet idéalisme qui se contente des principes purs s'ajoute le romantisme révolutionnaire qui s'enivre de la fin et omet de réfléchir aux moyens. L'autocritique porte à conséquence, et la revue rendra des comptes à coup de manifestes annuels : « L'époque du romantisme révolutionnaire est terminée : la lecture de Fanon et le vol de bâtons de dynamite ne suffisent pas à amorcer une révolution¹⁶ ». Piotte conclut par l'annonce de la création d'un club placé sous sa responsabilité et dont le but sera de donner à la revue son aile politique.

Fondé en septembre 1964, onze mois après le premier numéro, le Club Parti pris invite ses futurs membres « à se donner une formation

Montréal, Hurtubise HMH, 2011; Jacques Pelletier, *Parti pris : une anthologie*, Montréal, Lux Éditeur, 2013; Gilles Dupuis *et al.* (dir.), *Avec ou sans Parti pris : le legs d'une revue*, Montréal, Éditions Nota bene, 2018; Alexis Lafleur-Paiement, « La pensée politique de Jean-Marc Piotte : sur le parti et l'État (1963-1979) », *L'Internationaliste : Cahiers du Centre internationaliste Ryerson Fondation Aubin*, n° 14 (octobre 2021), p. 3-26. À noter que Piotte lui-même revient sur ses années à *Parti pris* dans l'introduction à *Un parti pris politique*, VLB éditeur, 1979; le troisième chapitre de *La communauté perdue*, VLB éditeur, 1987; l'article « Avoir 20 ans en 1960 », *Argument*, vol. 6, n° 2 (printemps-été 2004), [En ligne], [<http://www.revueargument.ca/article/2004-03-01/276-avoir-20-ans-en-1960.html>]; l'article « *Parti pris* : un printemps dans la vie intellectuelle du Québec », *Possibles*, vol. 30, n° 3-4 (été-automne 2006), p. 21-30; et dans un entretien avec Jean-Pierre Couture, « “Le rôle de l'intellectuel, c'est d'être critique” », *Spirale*, n° 246 (automne 2013), p. 56-60.

¹⁵ Jean-Marc Piotte, « Autocritique de *Parti pris* », *Parti pris*, vol. 2, n° 1 (septembre 1964), p. 37.

¹⁶ *Ibid.*, p. 43.

politique pour un jour s'engager dans l'action politique¹⁷ » et à « faire de ce local le lieu physique et social d'un des noyaux de rayonnement de la révolution¹⁸ ». Le « Manifeste 1964-1965 » formule également un programme qui demeurera en situation d'écart avec la réalité des bilans ultérieurs. Le Club, dit le manifeste, devra faire de l'éducation révolutionnaire, les éditions devront être politiques et la revue devra faire dans le concret¹⁹.

C'est par la fusion, en juin 1965, avec la revue *Révolution québécoise* de Pierre Vallières et de Charles Gagnon, le Groupe d'action populaire d'Yvon Husereau et la Ligue socialiste ouvrière de Michel Mill que les 126 membres du Club, devenu Mouvement de libération populaire (MLP), s'approchent de leurs ambitions politiques²⁰. Ils reprennent la programmation de leurs objectifs dans le « Manifeste 1965-1966 » : « Le MLP se donne pour tâche fondamentale de former des militants pour arriver à la mise sur pieds [sic] d'un [parti révolutionnaire]²¹ », c'est-à-dire former « des militants, des cadres, et une direction pour ce futur Parti²² ».

Pour distinguer le mouvement de la revue, les dirigeants optent pour un nom qui ne fait plus référence à *Parti pris*. Le MLP se dote conséquemment d'un bulletin de liaison distinct, *Le Militant*, qui

¹⁷ Quatrième de couverture, *Parti pris*, vol. 2, n° 1 (septembre 1964). D'abord laissée en blanc, puis réservée à l'annonce des nouveaux titres des Éditions Parti pris, la quatrième de couverture de la revue change au fil du temps. Celle du premier numéro de la deuxième année se politise et décrit les objectifs du Club en invitant les militants et les militantes à la première rencontre, le 17 septembre 1964.

¹⁸ « Manifeste 1964-1965 », *Parti pris*, vol. 2, n° 1 (septembre 1964), p. 17.

¹⁹ Dans les faits, le Club tâtonnera jusqu'à sa mutation en Mouvement de libération populaire (MLP) l'année suivante, les éditions resteront littéraires et la revue retrouvera et revendiquera son lit théorique dès septembre 1966.

²⁰ Nous nous référons souvent à la brillante étude de Jean-Philippe Warren à propos du MLP. Celle-ci s'appuie sur des archives obtenues auprès de la Gendarmerie royale du Canada, laquelle a infiltré ou fiché le mouvement. Voir Jean-Philippe Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », dans Dupuis *et al.* (dir.), *Avec ou sans Parti pris*, p. 289-328.

²¹ « Manifeste 1965-1966 », *Parti pris*, vol. 3, n° 1-2 (août-septembre 1965), p. 34

²² *Ibid.*, p. 38.

paraîtra seulement neuf fois entre septembre 1965 et février 1966, alors qu'il était initialement prévu d'en faire un hebdomadaire. Animé principalement par des partipristes (Pierre Vallières, Paul Chamberland, Jean-Marc Piotte, Andrée Ferretti, Germain Archambault, Yvon Husereau, Michel Mill, René Beaudin) ainsi que d'autres militants et militantes et quelques plumes anonymes, le premier numéro annonce que « [l]es articles y seront courts et inciteront à une action précise²³ », principalement orientée d'ailleurs vers l'agitation-propagande. « Fini le temps où il suffisait de dire merde au Cardinal pour être un "révolutionnaire"²⁴ », écrit Pierre Vallières, pour concrétiser les appels à l'action et les appels à l'aide qui sont caractéristiques du bulletin.

La brève existence du *Militant* laisse transparaître des dissensions quant à la lecture de la conjoncture et des actions à entreprendre. L'enthousiasme naïf – « nous devancerons toutes les forces politiques ou indépendantistes d'ici septembre prochain²⁵ » – est rejoint, quelques numéros plus tard, par un diagnostic de stagnation. Jean Racine, permanent du MLP, évoque « une certaine ambiguïté idéologique, l'hétérogénéité sociale et la faible formation des membres, l'absence de programme et de stratégie politiques²⁶ ». Dans les faits, le MLP se sabordera au profit passager du Parti socialiste du Québec (PSQ), et tout bras politique de la revue sera déjà de l'histoire ancienne en septembre 1966, soit moins de deux ans après la fondation initiale du Club.

Cette fin abrupte n'est pas surprenante. Plusieurs facteurs expliquent cet échec : nous en exposerons deux et les relierons aux actions et diagnostics posés par Piotte dans cette situation de crise. Premièrement, le projet du MLP a été confronté à la difficulté de la médiation entre marchés intellectuels universitaires et militants. Deuxièmement, la collision frontale entre tactiques, stratégies et luttes

²³ *Le Militant*, n° 1 (août 1965), p. 1.

²⁴ *Ibid.*, p. 4.

²⁵ *Le Militant*, n° 3 (15 septembre 1965), p. 8.

²⁶ Propos rapporté par Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », p. 311.

politiques – que Piotte a vu venir à partir de sa lecture de la situation – a mis au jour le difficile arrimage entre les projets politiques de la revue. En effet, ses trois pierres d'assise (socialisme, indépendance et décléricalisation) se fracturent définitivement à l'été 1968²⁷, moment où l'attrait du réformisme péquiste met en veilleuse les exigences révolutionnaires de *Parti pris* et disperse ses animateurs et quelques animatrices sur tout le spectre, du centre à l'extrême gauche.

Concernant la médiation entre marchés intellectuels, le mouvement *Parti pris*-MLP sous-estime la tâche d'éveil des consciences à laquelle il s'attelle. « Dans nos salles de cours comme dans la rue, tenant la plume ou la pancarte, cette idée [de la construction d'un parti révolutionnaire] doit nous guider partout²⁸ ». Coordonner la salle de cours et la rue, la théorie et l'action et se mettre en garde contre tout intellectualisme abstrait est un leitmotiv des discours du Club et du MLP. Au moment de fixer le MLP dans son appellation et son programme, le procès-verbal de la réunion du 22 août 1965, publié dans les pages du Militant à l'automne, fait néanmoins état de visées distinctes : « [L]a revue et le mouvement sont différents et risquent de diverger au niveau de la pensée », déclare lucidement Piotte dans le quatrième numéro du Militant. Il ajoute une intéressante phrase à double sens : « *Parti pris* ne veut rien dire pour le prolétariat ».

Qu'à cela ne tienne, le MLP est résolu à offrir des cours universitaires au public dans un « appel aux non-instruits²⁹ ». La programmation offerte par le Centre d'études socialistes soutenu par le MLP et le PSQ constitue une première offre où « les cours étaient donnés, notamment, par Alfred Dubuc (professeur au Département d'histoire de l'Université de Montréal) sur l'histoire économique du Québec et par Marcel Rioux (professeur au Département de sociologie de l'Université de Montréal)³⁰ ». En ce qui concerne la formation des

²⁷ Voir le dossier « Québec '68 : Débat-Forum » du dernier numéro de *Parti pris*, vol. 5, n° 8 (été 1968).

²⁸ « Manifeste 1965-1966 », p. 40.

²⁹ *Parti pris*, vol. 3, n° 1-2 (août-septembre 1965), p. 101.

³⁰ Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de

membres en règle du MLP, la programmation de l'automne 1965 et de l'hiver 1966, parue dans le troisième numéro du *Militant*, fait état d'une vingtaine de séances sous la responsabilité des principaux partipristes. Elle touche aussi bien à l'histoire des révolutions, au mode d'organisation politique qu'à la technique du « placardage et peinturage » et de la distribution méthodique des tracts.

Signe d'une autre tentative de rencontre entre deux marchés intellectuels, le numéro 4 du *Militant* annonce une « conférence de Lucien Goldman [sic] », professeur à la Sorbonne, organisée par le PSQ, mais cette anecdote ne doit pas servir d'arbre cachant la forêt. Le lectorat du *Militant* n'est pas le même que celui de *Parti pris*, si bien que le dernier numéro du bulletin, en février 1966, lance un avertissement : « Nous ne devrions jamais laisser notre travail de leadership dégénérer en discussions purement intellectuelles entre nous et d'autres leaders³¹ ». Or après l'échec du test électoral de 1966 et les attermoissements de l'été qui suspendent la parution de *Parti pris* jusqu'à l'automne, on lira dans le numéro de l'équipe renouvelée³² que « *Parti pris* redevient cette année une revue de combat non directement engagée dans un mouvement politique concret³³ ». Qu'est-ce que ce « redevenir » si ce n'est le retour aux intentions analytiques initiales? Ce lit théorique retrouvé s'affranchira définitivement de la traduction immédiate de l'analyse sur le front politique, ce que trois démissionnaires de l'été 1968 déclareront d'ailleurs sans ambages : « Pour nous, une revue indépendantiste et socialiste doit avoir un caractère plus scientifique, se livrant à des analyses fouillées de la réalité québécoise³⁴ ». Gilles Bourque, Gilles Dostaler et Luc Racine annoncent ici ce qu'ils accompliront ailleurs et avec d'autres³⁵.

libération populaire », p. 300-301.

³¹ *Le Militant*, n° 9 (février 1966), p. 16-17.

³² Piotte et Chamberland partent à Paris afin d'entreprendre des études doctorales à la Sorbonne, tous deux sous la supervision de Lucien Goldmann.

³³ Gabriel Gagnon, « Pour un socialisme décolonisateur », *Parti pris*, vol. 4, n° 1 (septembre-octobre 1966), p. 40.

³⁴ Gilles Bourque, Gilles Dostaler et Luc Racine, « Pour un mouvement socialiste et indépendantiste », *Parti pris*, vol. 5, n° 8 (été 1968), p. 30.

³⁵ L'intellectualisation et l'approfondissement savant de l'analyse marxiste, influencée

Quant au difficile arrimage entre les projets politiques de la revue, rappelons que le « Manifeste 1965-1966 » examinait les différents types de luttes qui s'offrent au parti révolutionnaire. L'exposé est pédagogique et considère tout autant la lutte armée, clandestine, ouverte et parlementaire. Après récapitulation des caractéristiques attendues du parti, le manifeste opte pour la lutte ouverte et légale « qui travaille en pleine lumière [et] dont les dirigeants et les membres sont connus³⁶ ». Cette phrase fait écho à la critique que Potte formule, quelques pages plus loin, à l'égard du terrorisme préconisé par le Front de libération du Québec (FLQ), dont il examine la pensée et le programme définis dans les pages du bulletin *La Cognée* : « L'action armée ne peut créer par elle-même un climat révolutionnaire. [...] L'action armée entreprise en vue de la réalisation de ces objectifs est, selon moi, non valable et même nuisible, en autant qu'elle conduit inutilement à l'emprisonnement de militants qui, en liberté, pourraient être efficaces³⁷ ». La table est mise pour d'éclatants désaccords.

Pierre Vallières, premier permanent du MLP, préconise la lutte armée et recrute, au sein du MLP, des membres du FLQ. Le mouvement légal n'a pas l'attrait du terrorisme pour plusieurs membres du MLP, ce qui exacerbe les tensions à l'intérieur du groupe. Lors de la grève à LaGrenade Shoe, entreprise canadienne-française qui maintient la ligne dure contre ses piqueurs, l'agitation-propagande du MLP en soutien aux grévistes en vient à frustrer Vallières. Louis Fournier rappelle que « [Vallières] s'inspire de Guevara dans un texte

par Louis Althusser et ultérieurement par Nicos Poulantzas, seront la marque d'un groupe de sociologues et de théoriciens et de théoriciennes, dont Nicole Laurin-Frenette et Céline Saint-Pierre, qui animeront les revues *Socialisme québécois*, *Chroniques* et, plus tard, les *Cahiers du socialisme*. Nous sommes redevables ici au travail de Michel Lacroix et de Rachel Nadon, « Entre engagement et disciplinarisation : la sociologie dans l'espace des revues québécoises, 1960-1969 », conférence prononcée au colloque *Supports, circulation et disciplinarisation des discours de savoir en Humanités*, Université de Liège, 2018.

³⁶ « Manifeste 1965-1966 », p. 38.

³⁷ Jean-Marc Potte, « Où allons-nous? », *Parti pris*, vol. 3, n° 1-2 (août-septembre 1965), p. 81. L'auteur souligne.

qu'il publie dans La Cognée, le 1^{er} décembre 1965, sous son pseudonyme de Mathieu Hébert. Critiquant le Mouvement de libération populaire, il écrit : "Vouloir créer un parti d'avant-garde avant que la guerre de libération soit achevée, c'est mettre la charrue devant les bœufs"³⁸ ». En rupture avec la ligne directrice du « Manifeste 1965-1966 », Vallières quitte le MLP, le 24 décembre 1965. Une quinzaine d'autres membres du MLP (dont Charles Gagnon et des anciens de Révolution québécoise) entrent dans l'action clandestine au FLQ à l'hiver 1966³⁹. Une bombe livrée par un jeune homme de dix-sept ans explosera quelques mois plus tard à LaGrenade Shoe, tuant une secrétaire et blessant un des frères propriétaires⁴⁰. En 1968, Vallières sera accusé de ce meurtre, puis condamné, mais il portera sa cause en appel. Il publiera au cours de cette même année son best-seller *Nègres blancs d'Amérique* aux Éditions Parti pris.

À l'hiver 1966, les tenants majoritaires de la lutte ouverte et du jeu électoral préparent, pour leur part, la fusion du MLP avec un Parti socialiste du Québec renouvelé. Puisqu'ils constatent que le MLP ne s'agrandit pas au-delà de la limite de ses quelque 200 membres, la majeure partie de ceux-ci et « presque tous les membres du comité de rédaction de *Parti pris*⁴¹ » se joignent au PSQ dans l'espoir de faire une percée électorale en juin 1966.

En mars 1966, le MLP est sabordé. Dans son dernier numéro, *Le Militant* présente un programme de négociation étoffé. Le 6 mars une entente entre le MLP et le PSQ est entérinée et Michel Mill,

³⁸ Louis Fournier, *Histoire du FLQ*, Montréal, Québec Amérique, 1982, [En ligne], [http://classiques.uqac.ca/contemporains/fournier_louis/FLQ_1982/FLQ.html] (15 avril 2018).

³⁹ Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », p. 304-305.

⁴⁰ Malcolm Reid, *Notre parti est pris*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 304.

⁴¹ À savoir « Paul Chamberland, Jean Depocas, Gabriel Gagnon, Michel Guénard, Pierre Maheu, Gaston Miron, Patrick Straram, Jacques Trudel » (Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », p. 311-312).

Mario Dumais, Jean-Marc Piotte, André Gravel, Jacques Trudel et Roland Souchereau sont élus au conseil exécutif du PSQ. Jean Racine est « secrétaire permanent du PSQ, comme auparavant du MLP⁴² ». L'aventure s'apprête donc à vivre le test de la réalité.

Le résultat qu'obtient le PSQ à l'échelle provinciale dans une poignée de circonscriptions aux élections de juin 1966 est famélique : 1090 voix. L'Union nationale revient au pouvoir, et la démobilisation qui gangrenait le MLP reprend son ouvrage. Le mariage forcé entre les jeunes révolutionnaires fougueux de *Parti pris* et la vieille garde syndicale et réformiste du PSQ ne passe pas la première saison. La désorientation est certaine puisque *Parti pris* ne paraît pas avant l'automne, le temps de laisser aux démissionnaires – dont Piotte qui quitte le Québec pour étudier le marxisme en France – les mois nécessaires à la recomposition de l'équipe éditoriale, animée dorénavant par un noyau de chercheurs en sciences sociales. Ce recadrage sur l'analyse rigoureuse « non directement engagée dans un mouvement politique concret », selon la drôle de formule de Gabriel Gagnon déjà citée, ne retarde que d'un an et demi la dernière heure des comptes politiques.

À l'été 1968, René Lévesque, ministre phare des réformes progressistes du gouvernement libéral de Jean Lesage, vient mêler les cartes de la conjoncture. La fondation du Mouvement souveraineté-association (MSA) applique en effet une forte pression externe sur la revue *Parti pris*. En fait, toutes les tendances indépendantistes doivent faire un choix entre la possibilité de s'unir sous une même bannière ou de se disperser en groupuscules. À preuve, le sabotage du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) permet la création de deux mouvements d'extrême gauche issus de ses rangs : le Front de libération populaire (FLP), sorte de continuation du MLP, et le Comité indépendance-socialisme (CIS)⁴³. Quant à *Parti pris*, la revue se scinde et meurt à la suite de l'adhésion de certains de ses membres au MSA, alors que Bourque, Dostaler et Luc Racine

⁴² Reid, *Notre parti est pris*, p. 319.

⁴³ Francis Simard, *Pour en finir avec Octobre*, Montréal, Lux Éditeur, 2010, p. 234.

(impliqués dans le CIS) s'y refusent catégoriquement puisqu'ils maintiennent la nécessité d'un parti révolutionnaire⁴⁴.

Depuis l'Europe, dans une lettre privée, Piotte recommande l'adhésion au mouvement de Lévesque. « J'étais absent de la revue depuis trois ans. J'étais à Paris et c'est Ferretti qui m'a demandé dans une lettre ce que je pensais du MSA. Dans mon premier paragraphe, je dis d'emblée que mon éloignement me permet difficilement de me prononcer. On a retiré ce premier paragraphe et on a publié mon analyse à mon insu pour influencer des militants⁴⁵ ». Il reste néanmoins que cette lettre souhaite mettre à profit l'expérience négative du MLP : si l'on voulait rejoindre les masses, il ne fallait pas répéter l'erreur de n'avoir pas investi le RIN à temps⁴⁶.

Ces choix et ces déchirures qu'entraîne l'option de Lévesque sont exprimés dans ce qui sera le dernier numéro de *Parti pris*. À l'été 1968, dans le dossier « Québec '68 : Débat-Forum », le projet de la revue – socialisme, indépendance et décléricalisation – se fracture. Loin de la magique subsomption dialectique, Malcolm Reid, journaliste anglo-canadien, francophile socialiste et compagnon de route du MLP, rédige le rapport d'autopsie : « Faire l'indépendance d'abord. Syndicaliser les travailleurs d'abord. Faire sortir les curés des écoles d'abord. Une cause l'emportait toujours sur les autres⁴⁷ ».

L'été « sans espoir, avec conviction »

Piotte termine son printemps de vingtenaire à Paris où il entreprend un doctorat en sociologie sous la supervision de Lucien Goldmann. Spécialiste du rapport entre idéologie et littérature dans une perspective inspirée de György Lukács, Goldmann participe d'un mouvement

⁴⁴ Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », p. 318-319.

⁴⁵ Piotte, « “Le rôle de l'intellectuel, c'est d'être critique” », p. 58.

⁴⁶ Voir Jean-Marc Piotte dans le « débat-forum » du dernier numéro de *Parti pris*, vol. 5, n° 8 (été 1968), p. 37-39.

⁴⁷ Reid, *Notre parti est pris*, p. 331.

d'adaptation du marxisme à l'étude du champ culturel. Pottle entre dans un nouvel univers symbolique qui instille une nouvelle trajectoire. Sa thèse porte sur Antonio Gramsci, qu'il lit dans le texte, et il publie une introduction substantielle aux travaux de ce marxiste italien préoccupé par le rôle de la culture et de l'éducation dans l'avènement révolutionnaire⁴⁸. Son retour d'Europe le décore du double titre de nouveau docteur et de professeur au département de science politique, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où il fera toute sa carrière professorale de 1970 à 2003.

Situation de l'université

La rédaction de la revue *Presqu'Amérique*, basée à Québec et comptant dans ses rangs René Beaudin, ex-membre du MLP, confie la tâche d'analyser « la situation de l'étudiant québécois » à « un professeur de Sciences politiques, tel que Jean-Marc Pottle ». Comme son bon ami Patrick Straram tient dans la revue une chronique de cinéma, Pottle accepte l'invitation.

Dans un style analytique et clinique, le plan des cinq articles échelonnés sur autant de numéros de *Presqu'Amérique* annonce l'étude des contradictions du système d'éducation et du mouvement étudiant. Au lendemain des grèves et des contestations étudiantes de la fin des années 1960, Pottle propose, en conclusion, des avenues pour l'action politique de ce dernier.

L'analyse structurelle du système d'éducation québécois, objet d'une modernisation rapide durant les années 1960, s'appuie en outre sur les travaux de Pierre Bourdieu. Elle stipule d'emblée que le rôle de l'école, d'hier à aujourd'hui, est la reproduction des classes sociales, « les chances objectives qu'un fils d'ouvrier parvienne au

⁴⁸ Jean-Marc Pottle, *La pensée politique de Gramsci*, Paris, Éditions Anthropos, 1970 [édition originale]; réédition à Montréal chez Éditions Parti pris (1970), VLB éditeur (1987) et Lux Éditeur (2010 et 2021). L'ouvrage a été traduit en japonais, en espagnol, en portugais et en arabe.

sommet du système scolaire sont très faibles⁴⁹ ». Poursuivant cet examen objectif des structures, la lutte étudiante est préalablement située à l'intérieur de l'économie politique : la crise étudiante est le résultat d'une contradiction entre le développement des études postsecondaires et le manque de débouchés professionnels correspondants pour ces étudiants diplômés en surnombre. « Le réseau scolaire produit donc des diplômés que le marché du travail ne peut absorber que partiellement et, souvent, dans des emplois où leurs diplômes ne sont d'aucune utilité⁵⁰ ». L'idéologie contre-culturelle du drop out, celle des jeunes qui, devant ce blocage, désirent rester en marge, est critiquée au passage : « L'idéologie du "drop out" est conservatrice dans la mesure où elle fonctionne avec le système, en permettant à celui-ci de se maintenir dans son état de crise non résolue⁵¹ ».

Dans la livraison suivante, Piotte ne manifeste aucun lyrisme par rapport au bilan des luttes étudiantes de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Pour lui, « les luttes étudiantes reposent bien souvent sur le désir de promotion dans l'échelle sociale⁵² ». Étant donné qu'ils sont à l'écart du mouvement ouvrier, le seul mouvement à même de heurter le capital par la grève en usine, Piotte considère les étudiants comme étant « à la périphérie de la solution ». Cela ne minimise pas, nuance-t-il, le fait que leurs actions puissent servir de « détonateur aux mouvements sociaux » (comme la grève des 10 millions d'ouvriers en mai 1968 en France), mais cela montre surtout que, sans un arrimage au mouvement ouvrier, « leurs mouvements, laissés à eux-mêmes, tournent toujours à vide⁵³ ».

Le réalisme avec lequel Piotte analyse la situation étudiante s'étend aux perspectives qu'il ouvre sur ses champs d'action possibles

⁴⁹ Jean-Marc Piotte, « La lutte étudiante », *Presqu'Amérique*, vol. 1, n° 9 (1972), p. 8.

⁵⁰ Jean-Marc Piotte, « La lutte étudiante – deuxième partie », *Presqu'Amérique*, vol. 1, n° 10 (1972), p. 15.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Jean-Marc Piotte, « La lutte étudiante – troisième partie », *Presqu'Amérique*, vol. 1, n° 11 (1972), p. 17.

⁵³ *Ibid.*

à l'intérieur de l'université et du cégep. Le travail « en son propre milieu », dit-il, doit se méfier de la participation aux instances de l'administration universitaire si cette participation leur fait croire « qu'il y a communauté d'intérêt entre administrateurs et étudiants⁵⁴ ». Au contraire, la tâche intramuros des étudiants implique de rompre avec le paternalisme de l'administration et passe concrètement par la gestion de leurs budgets et l'offre de services autogérés aux étudiants. L'exercice de ce pouvoir interne passe aussi par la création d'alliances avec les employés de soutien (première passerelle vers les alliances extérieures avec le mouvement ouvrier) et avec les professeurs dont Pottie a l'honnêteté de critiquer les réflexes corporatistes. Il invite les étudiants à combattre ce trait « tout en n'oubliant pas qui est l'ennemi principal : l'administration⁵⁵ ».

Cette dernière analyse ne provient pas que du jeune professeur de science politique. Elle participe sans doute de l'expérience concrète du nouveau syndicaliste. En effet, Pottie occupe à ce moment, outre le poste de professeur, celui de président du syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ). Cette charge qu'il occupe en 1971-1972 est ponctuée d'une longue négociation et d'une grève visant l'obtention d'une première convention collective. Que l'administration soit considérée comme l'« ennemi principal » clarifie la situation à l'université ainsi que les actions possibles entre ses parties constitutives et essentielles : population étudiante, personnel de soutien et corps professoral.

L'anesthésie péquiste

Dans le sillage de ses analyses de la conjoncture publiées dans les pages de *Parti pris* et en révision de son appui timoré au MSA, qui devient le Parti québécois (PQ) en 1968, Pottie se livre aussi à une critique acerbe des militants de gauche qui sont tentés par le « péquisme ».

⁵⁴ Pottie, « L'avenir de la lutte étudiante », *Presqu'Amérique*, vol. 2, n° 2 (1973), p. 15.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 16.

Dans « Une question de stratégie » publié en ouverture du dernier numéro de *Socialisme québécois*⁵⁶, il demande :

Le PQ est-il la solution? Les socialistes répondent négativement à cette question. Mais plusieurs le voient comme une étape. Mais une étape vers quoi véritablement? Un État québécois dirigé par la bourgeoisie québécoise, serait-il plus anti-impérialiste que ne l'est l'État fédéral sous la coupe de la bourgeoisie anglo-canadienne? Rien, absolument rien ne permet de l'affirmer. Certains disent qu'une fois l'indépendance réalisée, la question nationale résolue, la classe ouvrière québécoise verrait plus facilement l'enjeu de la lutte, id. capitalisme ou socialisme. Ça fait quatorze ans, depuis [19]60, que ces socialistes attendent la réalisation de cette étape. Combien de décennies sont-ils prêts à attendre encore?⁵⁷

Selon Pottie, la sous-estimation du pouvoir des États-Unis, de son impérialisme et de sa mainmise sur l'économie mondiale, y compris canadienne et québécoise, fait en sorte que la question du socialisme est très mal posée lorsqu'elle se cantonne dans une opposition secondaire avec l'État fédéral. Le lyrisme révolutionnaire est encore une fois évaporé au milieu de cet été de froideur analytique. Pottie s'en prend au titre même de la revue qui le publie : « Il faut bien se le mettre dans la tête : tant au niveau stratégique qu'au niveau du type de socialisme, il n'y aura pas de socialisme québécois⁵⁸ ».

Le poids de l'impérialisme américain influe sur la lecture de la situation que fait Pottie, et pour cause. Le cas cubain, empêché de se développer économiquement et, surtout, le sanglant coup d'État de 1973 au Chili suffisent à l'évoquer. Le cas chilien qui, au moment où Pottie écrit, vient tout juste de passer à la dictature antisocialiste de

⁵⁶ Principalement animée par Michel van Schendel, *Socialisme québécois* compte aussi sur Gilles Bourque à titre de rédacteur en chef. Ce dernier a fait partie de la deuxième équipe de *Parti pris* et est devenu professeur de sociologie à l'UQAM. Sa collègue, Céline Saint-Pierre, également de l'équipe de *Socialisme québécois*, rejoindra Pottie en 1975 pour fonder *Chroniques*.

⁵⁷ Jean-Marc Pottie, « Une question de stratégie », *Socialisme québécois*, n° 24 (1974), p. 6.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 7. L'auteur souligne.

Pinochet, soutenue par les États-Unis, montre que ce n'est pas tant Ottawa que Washington qui surdétermine l'économie mondiale, y compris l'économie québécoise. Or Piotte déplore vertement que le péquisme enrubanne cette réalité crue de vœux nationalistes pieux qui ont pour effet immédiat de paralyser la gauche ou de la tenir en otage au nom du nationalisme : « [I]l faut sortir de cette problématique erronée qui ne peut que continuer à diviser les socialistes du Québec; il faut se démarquer clairement du P.Q., il faut se situer sur un autre terrain : la lutte des classes, la lutte contre l'impérialisme américain⁵⁹ ».

Nouveau projet

Cette charge est formulée quelques mois avant que ne germe l'idée de la fondation d'une nouvelle revue par Piotte, Patrick Straram et Madeleine Gagnon, soit la revue *Chroniques*, fondée en 1975.

En compagnie d'une première équipe qui comptera aussi dans ses rangs Philippe Haeck, Laurent-Michel Vacher, Léandre Bergeron, Thérèse Dumouchel et Céline Saint-Pierre, Piotte devient pour une deuxième et dernière fois cofondateur d'une revue d'idées. À la suite de *Parti pris* (disparue sept ans plus tôt), *Chroniques* « s'interdit tout excès d'angélisme envers la Révolution tranquille en passe d'être laminée par un ordre bourgeois autoritaire⁶⁰ ». Plus spécifiquement, *Chroniques* veut lutter idéologiquement, lit-on dans le bilan du premier anniversaire signé par Vacher, contre « les deux tendances pseudo-novatrices à l'œuvre dans la petite-bourgeoisie scolarisée (le nationalisme réformiste et la contre-culture confusionniste ou éclectique)⁶¹ », c'est-à-dire le PQ et la revue *Mainmise*.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Jean-Pierre Couture, « Piotte, Jean-Marc (né en 1940) », dans Lamonde *et al.* (dir.), *Dictionnaire des intellectuels au Québec*, p. 261.

⁶¹ Laurent-Michel Vacher, « Un an après : bilan et perspective », *Chroniques*, n° 13 (janvier 1976), p. 7.

Dans sa chronique intitulée « Sans espoir, avec conviction », Piotte adhère à cette ligne éditoriale. Or il s’y exprime peu sur la contre-culture et concentre ses charges critiques non pas seulement sur le PQ (ce qu’il a fait avant et continuera de faire sans relâche), mais sur le dogmatisme et les abstractions qu’il décèle chez les groupuscules maoïstes et marxistes-léninistes, dont plusieurs sont investis par ses propres étudiants et étudiantes⁶². Le titre de la chronique reste énigmatique. Si Piotte confie à Céline Saint-Pierre : « Je ferai mienne cette ligne de pensée de Benedetto Croce et d’Antonio Gramsci, Sans espoir, avec conviction⁶³ », là n’en est pas l’origine revendiquée au départ. Lors de la troisième livraison de sa chronique, Piotte raconte : « “Sans espoir, avec conviction” est un vers d’un poète probablement mexicain, que Straram avait lu lorsqu’il habitait en Colombie-Britannique, vers qu’il a ensuite repris dans certains de ses écrits, avant qu’il ne devienne en quelque sorte le leitmotiv de Gilles Groulx⁶⁴ ». Le mystère s’épaissit, et l’usage de la formule est multipartite⁶⁵. Qu’à cela ne tienne, Piotte ajoute : « Je reprends cette expression à mon compte parce qu’elle dit précisément ce que je sens et sais ».

⁶² « À ma stupéfaction, mes étudiants les plus brillants et les plus contestataires adhèrent les uns après les autres à l’une ou l’autre des deux organisations marxistes-léninistes qui émergent au début des années 1970. J’étais désespéré » (Piotte, « Avoir 20 ans en 1960 », [En ligne], [http://www.revueargument.ca/article/2004-03-01/276-avoir-20-ans-en-1960.html]).

⁶³ Céline Saint-Pierre, « Sans espoir, avec conviction », *À bâbord!*, n° 87 (mars 2021), p. 33-34.

⁶⁴ Jean-Marc Piotte, « Vivre à savoir sa mort + Marx et Freud », *Chroniques*, n° 3 (1975), p. 31.

⁶⁵ En fait, le poète en question, Ángel González (1925-2008), n’est pas mexicain, mais espagnol et il publie en effet un recueil du même titre en 1961. Or, ironiquement, c’est René Lévesque qui détient peut-être la clé de l’énigme. La référence à Gramsci tient la route, du moins dans son esprit, car c’est une maxime que le fondateur du PQ confesse avoir repris du marxiste italien dans « Pessimisme de l’intelligence, optimisme de la volonté » (René Lévesque, *Attendez que je me rappelle*, Montréal, Québec Amérique, 1988, p. 301).

Qu'est-ce que le sentir et le savoir chez Pottie à ce moment-là? Sur le plan du senti, la chronique « Sans espoir, avec conviction » embrasse le devoir de la critique critique. La Révolution tranquille se termine dans la répression menée par le premier gouvernement Bourassa? Pottie parle de fascisation du régime⁶⁶. Les maoïstes québécois voient dans la Chine la nouvelle Terre promise? Pottie renonce à voir la Chine comme le salut, même si l'expérience chinoise est intéressante pour évaluer les erreurs de l'URSS⁶⁷. Sur le plan du savoir, Pottie procède à « l'analyse concrète de la situation concrète », comme on disait alors. Il décortique de manière pointue les luttes syndicales, les enjeux du deuxième Front commun syndical et le cul-de-sac du leadership syndical qui s'apparente au *Labor Boss*⁶⁸. Il fait l'analyse détaillée des intérêts qui se cache derrière la commission Cliche à la lumière d'une théorie de l'État bourgeois⁶⁹.

En regard de la conjoncture socialiste internationale, Pottie plaide pour l'adhésion à un communisme aligné ni sur l'URSS ni sur la Chine, mais plutôt sur la spécificité des pays développés comme le Canada et le Québec, où l'on tient compte de l'autonomie des sphères scientifiques et artistiques. Cette précision débouche également, sur le plan individuel, sur la reconnaissance de l'apport de la psychologie pour l'étude des désirs sexuels et immatériels qui caractérisent la nouvelle subjectivité dans les pays les plus riches du globe. À ce titre, Sylvano Santini remarque que Straram comme Pottie étaient à la recherche d'un marxisme ouvert au champ de la culture (le premier fut un grand critique culturel, le second participa aux films de Gilles Groulx et de Jacques Leduc). Cette quête était également sensible

⁶⁶ Jean-Marc Pottie, « La fascisation du régime », *Chroniques*, n° 10 (1975), p. 3-14.

⁶⁷ Jean-Marc Pottie, « U.R.S.S. et Chine : deux voies économiques », *Chroniques*, n° 5 (1975), p. 17-20; « La pensée de Mao Tsé-toung n'est pas stalinienne », n° 6-7 (1975), p. 113-116; « Moscou et Pékin », n° 8-9 (1975), p. 116-120; « À propos d'une lettre », n° 17 (1976), p. 68-73.

⁶⁸ Jean-Marc Pottie, « Les enjeux du Front commun », *Chroniques*, n° 15 (1976), p. 60-69; « Un labor boss », *Chroniques*, n° 14 (1976), p. 80-85.

⁶⁹ Jean-Marc Pottie, « Pourquoi la Commission Cliche? », *Chroniques*, n° 11 (1975), p. 31-35; « Pour qui la Commission Cliche? », *Chroniques*, n° 12 (1975), p. 19-25.

à la dimension individuelle du changement social. « Le marxisme culturel, ouvert et critique que Piotte et ses amis espéraient [dont Straram qui l'influença en ce sens], reposait sur l'idée qu'il n'y avait pas de contradiction entre les volontés d'émancipation d'un individu et la révolution politique : au contraire, il n'y aurait pas de révolution sociale sans révolution individuelle⁷⁰ ».

Dans la dernière livraison de *Chroniques*, Piotte fait encore la leçon aux organisations marxistes-léninistes, telles que la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada et En lutte!, sans épargner la revue *Mobilisation* qui rejoint la Ligue en 1976. Dans les premières pages du numéro où il présente son analyse de la situation, il reproche à ces variantes « m.-l. » de ne pas analyser concrètement la situation québécoise et canadienne, de manquer de rigueur dans la définition de leurs concepts et de « se cacher [...] sous la "théorie" léniniste⁷¹ ».

On lui rendra la monnaie de sa pièce. En fait, depuis le début de *Chroniques*, les revues concurrentes (dont *Stratégie*⁷²) et le courrier des lecteurs attaquent le communisme mou de Piotte et consorts. Jacques Pelletier rapporte que l'une des critiques les plus sévères de la part de *Stratégie* concerne le rapprochement entre marxisme et psychanalyse qui est opéré dans *Chroniques*⁷³. Ce grief s'inscrit dans un faisceau de « déviations idéologiques susceptibles de faire courir à la ligne officiellement progressiste de la revue de graves dangers⁷⁴ ».

⁷⁰ Sylvano Santini, « La "bâtardise" de Patrick Straram : la gauche culturelle au Québec dans les années 1970 et ses suites », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1 (2011), p. 70.

⁷¹ Jean-Marc Piotte, « Le monstre bicéphale », *Chroniques*, n° 29-30-31-32, (automne 1977-hiver 1978), p. 26. Le monstre à deux têtes que désigne le titre renvoie à « l'ennemi principal de toute réelle libération du peuple québécois » (p. 25) : la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme *yankee*.

⁷² Fondée en 1972, « par un groupe de jeunes écrivains – François Charron, Roger Des Roches notamment – et d'étudiants en littérature de l'UQAM », la revue *Stratégie* est dissoute en 1977 (Jacques Pelletier, « *Stratégie* : de l'analyse des pratiques signifiantes à la lutte idéologique », dans Pelletier (dir.), *L'avant-garde culturelle et littéraire des années 70 au Québec*, p. 42).

⁷³ *Ibid.*, p. 54.

⁷⁴ Anonyme, « *Chroniques* : contribution à une analyse concrète de leur situation

Ces attaques dont la revue se défend proviennent souvent, rappelons-le, des propres étudiants des membres de *Chroniques*. Madeleine Gagnon, alors professeure au département d'études littéraires de l'UQAM, formule une longue réplique à *Stratégie* dans le treizième numéro⁷⁵. Néanmoins, ces attaques de la part des « m.-l. » finiront par miner la revue. Dans le texte-bilan qu'il propose dans le dernier numéro de *Chroniques* (un opus quadruple de plus de 300 pages), Vacher confirme qu'après le départ des fondatrices et des fondateurs, *Chroniques* n'a pas su s'adapter à la montée des groupes « m.-l. », à leur ouvriérisme et à leurs penchants anti-intellectuels ou anti-universitaires⁷⁶. En définitive, il n'y avait plus de place pour une revue de professeurs qui ne s'affiliaient à aucune cellule politique et qui adhéraient librement à un marxisme qui prenait au sérieux le domaine culturel⁷⁷.

L'automne ou le marxisme révisé d'un marxiste isolé

Avant le tournant des années 1980 et la dissolution de *Chroniques*, Pottie tente déjà de redéfinir son adhésion au marxisme. Dans « Oser penser, oser dire » paru dans *Les Temps modernes*, il s'appuie sur le renouveau des travaux critiques de la pensée de Lénine (qu'il enseigne

concrète », *Stratégie*, n° 11 (1975), p. 59.

⁷⁵ Le texte est signé M. G. / Le collectif : « *Stratégie* : un exemple de dogmatisme », *Chroniques*, n° 13 (janvier 1976), p. 20-43.

⁷⁶ Laurent-Michel Vacher, « Ouverture », *Chroniques*, n° 29-30-31-32 (automne 1977-hiver 1978), p. 5-7.

⁷⁷ C'est pour cette raison que Vacher annonce qu'il est temps « de former une autre équipe et de fonder une autre revue, sur une base plus large, dans une optique plus ouverte, avec un goût plus affirmé pour la liberté de tout dire et de se tromper » (*ibid.*, p. 7). Il s'agit là du projet de *Spirale* (fondée en 1979) auquel s'adjoignent quelques anciens de *Chroniques* tels Philippe Haeck, Gordon Lefebvre et André Roy. À noter également que, à partir de 1976, la revue *Possibles*, cofondée par Marcel Rioux, recompose un pôle de gauche indépendantiste qui se veut aussi « non dogmatique ». Cette revue compte au départ sur la participation d'anciens partipristes tels Gabriel Gagnon (cofondateur), Gérald Godin et Luc Racine.

à l'UQAM après son retour d'Europe⁷⁸) pour ouvrir tout un chantier d'interrogations difficiles sur « la nature de la société de classes qui s'est développée en URSS⁷⁹ ». L'introduction du productivisme taylorisé, qui rationalise et chronomètre chaque geste productif pour en accroître le rendement, vise à développer les forces productives, ce qui « est, pour Lénine, la condition *sine qua non* pour atteindre le communisme⁸⁰ ». Or les points aveugles que multiplie cet objectif global concernent tant la scission hiérarchique entre le travail et son pendant administratif ou bureaucratique que la réduction du prolétariat au travail manuel, « par nature abêtissant⁸¹ ». Cette contradiction générée par les politiques de Lénine est un legs qui force à interroger de fond en comble l'expérience soviétique quant à « l'introduction de la bureaucratisation au sein même du procès de travail⁸² ». L'analyse est accomplie dans *Marxisme et pays socialistes* paru chez VLB éditeur en 1979. Elle est douloureuse, car elle fait le procès de l'héritage de Lénine à la lumière de la société de classes qu'est devenue l'URSS. S'ouvre alors, pour Piotte, un automne idéologique qui sera néanmoins teinté d'espoir.

Dans la première moitié des années 1980, la mode est au « totalitarisme ». Fascisme et communisme sont les frères jumeaux de l'antilibéralisme, et ce trait « totalitaire » suffit à les réunir et à les discréditer. Impulsée par le coup de force des « nouveaux philosophes », Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann, la délégitimation totale de la tradition révolutionnaire, de Robespierre à Lénine, relie cette dernière aux crimes de masse et aux génocides. Pis encore, tout un courant historiographique révisionniste impute l'idée même de « camp » au communisme face auquel la droite révolutionnaire a dû

⁷⁸ Jean-Marc Piotte, *Sur Lénine*, Montréal, Éditions Parti pris, 1972.

⁷⁹ Piotte, « Oser penser, oser dire », *Les Temps modernes*, n° 367 (février 1977), p. 1351.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 1347.

⁸¹ *Ibid.*, p. 1348.

⁸² *Ibid.*, p. 1349.

réagir⁸³. Contre les excès et les extrêmes, les années 1980 cherchent à refaire leur lit au creux des valeurs sûres du droit libéral, teintées de quelques inquiétudes néo-tocquevilliennes sur les excès de l'égalité⁸⁴.

Dans une entrevue accordée à Pierre Milot pour le compte des *Cahiers du socialisme* en 1982, Piotte est interrogé à propos de cette démission d'anciens penseurs de gauche en France. Ce retour du libéralisme au ton sermonneur le pique : « De poser le problème uniquement à partir de la liberté d'expression, pour moi, c'est du nombrilisme occidental blanc de gens bien nourris⁸⁵. » Il ajoute que, si d'anciens marxistes, comme Claude Lefort et Cornelius Castoriadis, « ont fait tout ce cheminement-là pour revenir à [Raymond] Aron, je trouve cela un peu lamentable⁸⁶ ». Alors que le courant fort, dans cette nouvelle décennie, vise la liquidation du marxisme, Piotte se fait paradoxalement beaucoup plus lyrique que dans la décennie précédente. Contre la situation d'un marxisme en déroute, il ne rejette pas les idéaux de justice sociale qui sont toujours les siens. Il concède que la crise du marxisme touche particulièrement Althusser et Poulantzas, mais que « dans une dizaine d'années on va considérer ce qu'ils ont fait comme valable, au niveau du marxisme, mais en voyant leur limite. Et leurs limites, avant tout, c'est une conception

⁸³ La manœuvre consiste donc à excuser ou à adoucir le fascisme en face des crimes commis par les régimes communistes et à absoudre, surtout, le libéralisme de ses propres exactions raciales, coloniales et impérialistes. « Le triomphe du révisionnisme historique produit désormais une idéologie compacte et peu soucieuse de distinctions, qui met au banc des accusés les seuls jacobinisme et bolchevisme » (Domenico Losurdo, *Le révisionnisme en histoire*, Paris, Albin Michel, 2006, p. 25).

⁸⁴ Il s'agit d'un procès intenté à la « pensée mai 1968 » pour ouvrir la voie au conservatisme qui a pâti du fait qu'une partie de l'intelligentsia occidentale – sartrienne, althussérienne ou foucauldienne – a connu un court printemps gauchiste. On se réfère à Alexis de Tocqueville pour légitimer la critique des excès des demandes d'égalité et pour maquiller philosophiquement cette restauration. Voir Serge Audier, *La pensée anti-68 : essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2008.

⁸⁵ Pierre Milot, « Entrevue avec Jean-Marc Piotte : les pays du "socialisme réel" et la "crise du marxisme" », *Les Cahiers du socialisme*, n° 9 (hiver 1982), p. 134.

⁸⁶ *Ibid.*

structuraliste qui avait évacué tout ce qui était liberté, conscience, ce qui avait été très fort entre autre [sic] chez Gramsci, chez Henri Lefebvre, chez Goldmann⁸⁷ ».

L'effondrement du marxisme théoricien ou structuraliste auquel Pionte n'a jamais adhéré donne lieu chez lui à des textes beaucoup plus vibrants que dans la décennie 1970. Le mot « espoir », biffé de ses articles à *Chroniques*, colore l'automne des années 1980, même si Pionte collabore peu aux revues d'idées jusqu'au moment de sa retraite en 2003. Dans le premier d'une série de deux textes pour *Conjoncture politique au Québec*, il conclut son analyse du « destin capitaliste » – formule certainement résignée ou, à tout le moins, stoïcienne – par un vœu davantage éthique que politique : « Nous devons apprendre à vivre, à lutter et à espérer au sein de ce système actuellement indépassé⁸⁸. » Dans le texte suivant, intitulé « Espérer », Pionte parie sur la jeunesse, se dit réformiste et s'exprime dans un registre personnel : « Je ne me meus pas dans les certitudes. Je parie, et c'est au sein de ce fondamental choix de la vie contre la mort, de l'espoir contre la désespérance, du rêve transformateur contre l'imaginaire réifié, que j'inscris mes luttes, mes projets et mes chants⁸⁹ ».

Ce marxisme révisé d'un marxiste isolé n'émane pas d'une conscience tranquille et sûre d'elle-même, car il demeure « un instrument de savoir et une source d'espoir⁹⁰ » – ce mot est partout. C'est par ce retour sur soi, au détour d'un commentaire d'un film de Pier Paolo Pasolini, que Pionte en son automne adopte une vue plus claire sur les origines de son marxisme initialement introduit, confesse-t-il, par l'horizon moral chrétien d'Henri Lefebvre au début des années 1960.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 140-141.

⁸⁸ Jean-Marc Pionte, « Le destin capitaliste », *Conjoncture politique au Québec*, n° 3 (printemps 1983), p. 138.

⁸⁹ Jean-Marc Pionte, « Espérer », *Conjoncture politique au Québec*, n° 4 (automne 1983), p. 163.

⁹⁰ Jean-Marc Pionte, « La passion selon le corbeau », *Conjoncture politique au Québec*, n° 5, (printemps 1984), p. 133.

Le tournant éthique ou la redécouverte du principe espérance chez Pottie ne renverse pas ses analyses de jeunesse. La rupture intervient plutôt dans le type d'engagements qui caractérisaient sa vie publique depuis 1963. En effet, à partir de la fin de son mandat à titre de directeur du département de science politique de l'UQAM en 1978, Pottie ne sera plus partie prenante d'une revue qu'il a cofondée et ne sollicitera pas d'autres mandats syndicaux au SPUQ ou dans l'administration universitaire. Il se consacre exclusivement à sa carrière universitaire, et ses écrits militants, dans des revues d'idées, seront ponctuels⁹¹. Néanmoins, ses interventions publiques en matière de syndicalisme, dans un horizon démocratique, horizontal et mobilisateur, restent affûtées et sollicitées. À ce titre, Jacques Pelletier rappelle ce que la pensée syndicale de Pottie doit à Pierre Vadeboncoeur, intellectuel dont le parcours est intimement lié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) durant les années 1960 et 1970 :

Très critique du syndicalisme d'affaires à l'américaine dès les années 1950, [Vadeboncoeur] suggère dans des textes de réflexion internes de la centrale que celle-ci ouvre ce que l'on appellera le front des conditions de vie. Dans cette optique, la lutte pour de meilleurs salaires et des conditions de travail adéquates et sécuritaires, vocation classique du mouvement syndical, comporterait un second volet consacré à des propositions et des revendications concernant les conditions d'existence : logement, services sociaux, fonds de pension, aménagement urbain, loisirs, etc.⁹²

Pottie et Vadeboncoeur entretiennent une correspondance suivie à cette époque⁹³, et cette brève amitié imprime chez le premier des

⁹¹ À partir de ce moment, le travail intellectuel supplante chez lui le travail d'organisation syndicale ou revuistique. Il le reconnaît : « [...] depuis les années 1980, je me suis davantage consacré à mon enseignement et à mon écriture, m'éloignant du militantisme. Personnellement, je préfère me débattre avec des idées qu'avec des personnes! » (Pottie, « "Le rôle de l'intellectuel, c'est d'être critique" », p. 59).

⁹² Jacques Pelletier, « Pottie et le syndicalisme de combat », *À bâbord!*, n° 87 (mars 2021), p. 31-32.

⁹³ Jean-Marc Pottie et Pierre Vadeboncoeur, *Une amitié improbable : correspondance 1963-1972*, Montréal, Lux Éditeur, 2012.

intuitions fondamentales quant au rôle des syndicats pour la démocratisation globale de la société et au rôle des intellectuels dans ce mouvement. Or, soutenue par les travaux de Gramsci, la réflexion de Piotte débouche sur un horizon révolutionnaire et se sépare à terme du réformisme de Vadeboncoeur. Il collige ses analyses dans *Le syndicalisme de combat* (Albert Saint-Martin, 1977), et celles-ci sont reprises par des membres plus radicaux à l'intérieur des organisations syndicales. Une nouvelle fois, il est invité à présenter l'analyse de la situation au seuil d'une décennie qui se révélera très dure pour le monde syndical québécois. Dans « La lutte des travailleurs de l'État », article serré de trente-quatre pages faisant l'histoire des luttes syndicales et de leur répression, des années 1960 au seuil des années 1980 sous le premier mandat péquiste, Piotte mise toujours sur le potentiel radicalement transformateur du syndicalisme. Son développement dans le secteur public, y compris chez les travailleuses et les travailleurs intellectuels de la CSN, dit-il, recèle un potentiel de développement révolutionnaire. Pelletier rappelle que c'est toujours à la lumière de Gramsci que l'enjeu est analysé : « [Le marxiste italien] estime que la classe ouvrière doit recruter et former ses propres intellectuel.le.s pour lutter contre l'idéologie dominante et assurer son hégémonie idéologique, sociale et culturelle dans la société nouvelle à édifier⁹⁴ ». Piotte y voit en effet une promesse et une limite :

Des éléments de la nouvelle petite bourgeoisie récemment syndiquée (enseignants, journalistes, et professionnels) développèrent un discours politique qui cherchait à rendre compte de cet employeur particulier qui est l'État, discours qui donna une certaine cohérence idéologique à l'ensemble des syndiqués du secteur public. [Or ce discours] ne pénétra jamais [...] chez les syndiqués du secteur privé [et] fut vivement combattu par une fraction importante des permanents et élus syndicaux du secteur privé qui purent capitaliser l' ancestrale méfiance des ouvriers envers les intellectuels⁹⁵.

⁹⁴ Pelletier, « Piotte et le syndicalisme de combat », p. 31.

⁹⁵ Piotte, « La lutte des travailleurs de l'État », *Les Cahiers du socialisme*, n° 3

Bien que l'auteur invite à faire de ce problème un nouveau champ d'étude, ce fossé ne sera pas franchi. Pelletier remarque aussi que « [d]ans l'ensemble le syndicalisme du secteur privé demeure régi par une approche "affairiste" classique⁹⁶ ». Cette tendance qui aligne le syndicalisme sur les impératifs capitalistes dicte la conduite générale des affaires syndicales, et non l'inverse. À ce vent de face s'ajoute la recomposition de la vie intellectuelle qui, aussi créative que fragmentée au tournant des années 1980, remet en question la figure de « l'intellectuel engagé » à même de « définir la situation ». La perte d'influence d'un Pottie ou d'un Vadeboncoeur en matière d'orientations syndicales est aussi à la mesure des conséquences de la crise économique qui ouvre la décennie, du durcissement des lois sur les « services essentiels » et sur les « grèves illégales » et de la naissance d'une « culture d'investissement » et de « partenariat » à l'intérieur même des grandes centrales. Autant de réalités qui n'échappent pas à Pottie qui, sans être sollicité comme autrefois pour le faire, prodiguera sans relâche ses analyses critiques sur un mouvement trop assagi⁹⁷.

D'hiver et de brefs désarrois

« Nous venons d'assister à l'écroulement du communisme, du socialisme⁹⁸ », écrit Pottie dans un texte intitulé « Le désarroi ». Quelques années auparavant, pour le compte de *Possibles*, il écrivait pourtant que les réformes démocratiques amorcées à l'Est, au tournant des années 1990, pouvaient permettre de renouveler le socialisme et que « les types de gestion sociale, économique et politique qui y seront expérimentés influenceront le développement des

(printemps 1979), p. 20.

⁹⁶ Pelletier, « Pottie et le syndicalisme de combat », p. 32.

⁹⁷ Jean-Marc Pottie, *Du combat au partenariat : interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Montréal, Éditions Nota bene, 1998. Ce volume compile des textes d'analyses syndicales parus de 1972 à 1998.

⁹⁸ Jean-Marc Pottie, « Le désarroi », *Relations*, n° 594 (octobre 1993), p. 234.

autres sociétés industrielles, dont la nôtre⁹⁹ ». Même si cette thèse d'une « nouvelle chance » pour le développement démocratique du socialisme était très prisée à gauche, tant chez Jürgen Habermas que chez Günther Grass dans le contexte de la réunification allemande, cela ne se produirait pas.

En lieu et place d'un socialisme à visage humain, c'est un néo-libéralisme ragaillard par cette capitulation totale et sans condition qui va s'abattre sur « les sociétés industrielles, dont la nôtre ». Piotte en prend acte et passe à l'attaque. Les partis sociaux-démocrates des années 1990 sont des partis bourgeois, et le libéralisme triomphant est un « victorieux malade¹⁰⁰ », car il ne résoudra en rien le défi de la pollution à l'échelle de la planète et de la décroissance démographique des pays dits du centre qui consomment, ou plutôt gaspillent les surplus mondiaux.

Dans les années 1990, Piotte déserte les revues d'idées et entame un nouveau chapitre personnel et professionnel. Au tournant de la cinquantaine, il fonde une famille avec son épouse Marie Leahey, et le couple entame des procédures d'adoption en République populaire de Chine. Fort d'une vaste expérience pédagogique en la matière, le professeur de pensée politique travaille à deux ouvrages de synthèse qui connaîtront un grand succès auprès d'un vaste public : *Les grands penseurs du monde occidental* (Fides, 1997), qu'il dédie à sa fille Julia, et *Les neuf clés de la modernité* (Québec Amérique, 2001). Si Marx occupe encore une place dans cette constellation, celle-ci n'est plus à l'avant-scène, tout comme l'analyse du capitalisme qui cède le pas à une analyse de la modernité occidentale.

Quant à la réalité québécoise, Piotte attaque toujours, dans quelques textes sporadiques, le nationalisme hors-sol du Parti québécois et la complicité des syndicats dans l'accroissement du travail précaire. Dans un texte-réplique refusé par *Le Devoir*, il vitupère

⁹⁹ Jean-Marc Piotte, « L'avenir de la jeunesse précarisée », *Possibles*, vol. 14, n° 2 (1990), p. 114.

¹⁰⁰ Piotte, « Le désarroi », p. 236.

contre « [Lucien] Bouchard, le monarque » et contre les péquistes saoulés de messianisme qui ne supportent pas la critique. Au risque de déplaire aux nationalistes progressistes d'hier qui sont devenus nationalistes tout court, Pottie rappelle que le nationalisme n'est pas nécessairement de gauche, au contraire : « [T]out projet national, tout nationalisme – qu'il soit québécois, canadien, autochtone ou autre – n'a aucune valeur en soi : il doit être jugé à l'aune des valeurs sociales qu'il véhicule, à l'aune des valeurs inhérentes aux pratiques sociales qu'il inspire¹⁰¹ ». Si le Parti québécois se trouve à n'être plus que la continuité du vieux nationalisme conservateur, c'est bien en raison du « souverainisme faisant foi de tout ». Cette imposture facilite le jeu du chef péquiste qui anesthésie d'une main la résistance syndicale, déjà favorable au souverainisme sans condition, et amadou, de l'autre, la bourgeoisie québécoise au nom de la priorité à l'emploi. Or « ces gestes de bienveillance » ne mènent nulle part, dit Pottie. « La bourgeoisie, fût-elle québécoise et francophone, préfère manger aux deux râteliers (Québec et Ottawa) et opte pour l'ordre fédéraliste contre les désordres inévitables d'un changement constitutionnel ». Fidèle à son habitude, il formule une analyse quant à la « tâche prioritaire » :

Il me semble que la tâche du jour ce n'est pas l'indépendance du Québec, mais c'est de trouver les moyens, sur une base régionale et internationale, de régler et de contrôler la mondialisation qui, laissée à elle-même, conduira à des désastres sociaux et écologiques dont on est encore incapable d'imaginer l'ampleur et l'horreur. Cela exige l'union de toutes les forces progressistes, non seulement du Québec, mais du Canada, des USA et du monde¹⁰².

Avec vingt ans de recul, force est d'admettre que ce diagnostic s'est largement confirmé, car l'état du monde aura en effet produit son

¹⁰¹ Jean-Marc Pottie, « Le monarque, les USA et la mondialisation », *Conjonctures*, n° 30 (hiver 2000), p. 187-193, [En ligne], [http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotter_jean_marc/monarque_USA/monarque_USA.html] (29 septembre 2021).

¹⁰² *Ibid.*

lot d'horreurs : fiscalité mondiale déficiente ou inexistante, crise climatique, populisme au pouvoir, retour de l'extrême droite y compris en France et en Allemagne, suppression de la diversité des écosystèmes due à la production intensive et massive des « protéines animales » devenant accélérateur et vecteur de transmission virale, voire pandémique. Il reste aussi que la question nationale québécoise n'est pas davantage résolue aujourd'hui qu'au moment où Pottie formule sa critique du péquisme, devenu nationalisme conservateur.

À propos de la mollesse syndicale quant à la généralisation du précaire, Pottie souligne que cette réalité concerne très majoritairement les jeunes et les immigrants qui sont laissés pour compte. Il plaide pour leur inclusion puisque, espère-t-il, « [le] renouveau syndical passe par leur intégration¹⁰³ ». Une base renouvelée représente toujours à ses yeux une planche de salut, car « [le] mouvement n'est pas l'institution, [il] n'est pas l'appareil d'élus et de permanents assagis et fonctionnarisés. Le mouvement, c'est les militants de la base¹⁰⁴ ». Cet aveuglement syndical doublé des effets de la mondialisation financière sur le syndicalisme et les économies nationales sont des phénomènes qui vont intéresser tout particulièrement Pottie, devenu retraité militant.

La retraite de Pottie : une collection hiver-printemps

Peu de temps après sa retraite du département de science politique de l'UQAM, Pottie rejoint la revue du collectif *À bâbord!*, qui lui offre de tenir une chronique sur le monde du travail¹⁰⁵. S'il est une

¹⁰³ Pottie, « L'avenir de la jeunesse précarisée », p. 117.

¹⁰⁴ Jean-Marc Pottie, « Un militant ouvrier », *Possibles*, n° 3-4 (printemps-été 1986), p. 164-165.

¹⁰⁵ Fondée en 2003, la revue *À bâbord!* (www.ababord.org) occupe dès sa fondation, avec *Relations* et *Possibles*, un pôle de gauche parmi les revues d'idées. Pour une cartographie des revues d'idées dans la décennie 2000, voir Laurence Bernier-Renaud, Jean-Pierre Couture et Jean-Charles St-Louis, « Le réseau des revues d'idées au Québec : esquisse d'une recherche en cours », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2 (2011), p. 59-83.

tendance qui se dessine dans cette chronique intitulée « Gagner sa vie sans la perdre », c'est certainement celle d'une critique forte de l'état du syndicalisme à l'heure des traités de libre échange et des fonds d'investissement des syndicats.

Les premières livraisons de Piotte, en plein règne du premier gouvernement libéral de Jean Charest, dénonce « la dérive syndicale » tant de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) que de la CSN dont la priorité est l'emploi pour l'emploi et non « la défense des conditions de travail et de salaire de leurs membres¹⁰⁶ ». Piotte souhaite d'ailleurs ouvrir les colonnes de sa chronique aux récits d'expériences de terrain qui témoignent des luttes menées contre ces dérives à l'intérieur des syndicats. Il invite pour ce faire les militants et les militantes de l'intérieur à lui écrire. Cette chronique sur le monde du travail réitère à maintes reprises que « la combativité d'un syndicat est directement proportionnelle à sa vie démocratique¹⁰⁷ ». Piotte y parle autant de victoires (dans le secteur hôtelier, à Montréal, par exemple) que d'amères défaites (le lock-out de Péladeau fils au *Journal de Montréal*, pour n'en nommer qu'une).

Le retour de Piotte comme critique virulent du monde syndical est remarqué. À preuve, Piotte est à nouveau invité à ouvrir un dossier de réflexion sur « Le syndicalisme dans la tourmente » dans la revue *Relations* en 2008. Il profite de cette tribune pour émettre un double constat. La mobilité des capitaux, à grands renforts de traités internationaux qui démantèlent l'État fiscal et social, affaiblit très certainement les syndicats. Or ceux-ci se leurrent en adoptant la ligne stratégique du « partenariat » (collaborer avec le patronat pour augmenter la productivité) afin de soutenir l'emploi, car ils perdent invariablement au change : « Au nom de la préservation de l'emploi,

¹⁰⁶ Jean-Marc Piotte, « Une priorité syndicale discutable », *À bâbord!*, n° 21 (octobre-novembre 2007), [En ligne], [<https://www.ababord.org/Une-priorite-syndicale-discutable>] (29 septembre 2021).

¹⁰⁷ Jean-Marc Piotte, « Une grève du 1^{er} mai travaillée », *À bâbord!*, n° 22 (décembre 2007-janvier 2008), [En ligne], [<https://www.ababord.org/Une-greve-du-1er-mai-travailee>] (29 septembre 2021).

la défense du salaire et des conditions de travail est subordonnée au *just in time*, à la qualité totale, bref, à la croissance du profit¹⁰⁸ ».

Parallèlement à sa chronique sur le monde du travail, Pottie dépose dans la plupart des numéros d'*À bâbord!* des traces de ses lectures du moment. Il lit aussi bien David Suzuki et Joseph Stiglitz sur des enjeux liés à la mondialisation que des intellectuels québécois, tels Yvan Lamonde et Christian Nadeau, qui tentent de cerner la réalité québécoise au gré de ses nouvelles conjonctures. L'écologie, l'urbanisme et surtout la laïcité sont les thèmes des ouvrages qui retiennent davantage son attention. Sur le blogue en ligne de la revue, il vilipende d'ailleurs la militante antivoile, Djemila Benhabib, qui ne dit mot sur la discrimination antimusulmane, alors que cette dernière crée « une situation sur laquelle pourra prospérer l'intégrisme musulman¹⁰⁹ ». Dans la même veine, tout en demeurant partisan de la laïcité, il critique l'hypocrisie basement électoraliste des différentes moutures de chartes et de lois québécoises sur la laïcité dont le jupon antimusulman dépasse : « [S]ur le plan électoral, plus une circonscription est dépourvue de citoyens de religion musulmane, plus elle est islamophobe. [...] La haine des musulmans, comme celle des juifs précédemment, repose sur l'ignorance et la peur de l'étranger¹¹⁰ ». Quant aux « conservateurs de gauche » qui sont à la recherche de la verticalité perdue des institutions et qui s'abreuvent aux écrits de Jean-Claude Michéa, Pottie se demande en quoi leur position anti-68 se différencie « de celle de la droite chrétienne qui, au nom de ces mêmes institutions sacralisées, condamne la pilule, le condom, l'avortement, le féminisme, l'union libre, l'homosexualité, etc.¹¹¹ ».

¹⁰⁸ Jean-Marc Pottie, « Syndicats : le choc de la mondialisation », *Relations*, n° 724 (avril-mai 2008), p. 12.

¹⁰⁹ Jean-Marc Pottie, « La hantise du hijab chez Djemila Benhabib », *À bâbord : Le Blogue de la Rédac* (31 mars 2013), [En ligne], [<https://www.ababord.org/La-hantise-du-hijab-chez-Djemila>] (30 septembre 2021).

¹¹⁰ Jean-Marc Pottie, « La charte ne poursuit pas la Révolution tranquille », *À bâbord : Le Blogue de la Rédac* (12 février 2014), [En ligne], [<https://www.ababord.org/La-charte-ne-poursuit-pas-la>] (23 décembre 2020).

¹¹¹ Jean-Marc Pottie, « Les 16 thèses de Gilles Labelle », *À bâbord : Le Blogue de la*

Pottie publie son dernier texte dans *À bâbord!* en 2016, au moment où la revue renouvelle sa maquette et son comité d'édition. Bien qu'il ait été un temps coordonnateur de la revue et qu'il ait présidé ses réunions indisciplinées, il se retire graduellement des affaires courantes du collectif et cède sa chronique à Léa Fontaine, qui y poursuit l'analyse du monde du travail sous l'angle de la justice syndicale. Dans le petit entrefilet qu'il offre à la revue fraîchement revampée, Pottie parle en quelques lignes du film *Demain* de Mélanie Laurent et de Cyril Dion. Il y emploie encore les mots de Gramsci tout en les attribuant de mémoire à une « expression ». Elle définit pour nous le cœur du projet éthique et politique de Pottie :

Demain n'a pas de réponses à tout ce qui va mal. Mais, à tous ceux et celles qui refusent la résignation, il suggère des actions mobilisatrices. Comme le veut l'expression, le film oppose au *pessimisme de la raison*, l'*optimisme de la volonté*. En laissant de côté les discours catastrophistes et moralisateurs, il mise sur la puissance évocatrice de celles et ceux qui, déjà, transforment le monde. Car le plaisir est dans la lutte contre l'inacceptable. La joie est dans la participation à un nous militant¹¹² [...].

Conclusion

En l'espace de cinquante ans, la présence de Jean-Marc Pottie au sein des revues d'idées est partagée entre deux âges. Celui de la cofondation de revues de gauche ayant marqué leurs décennies respectives (*Parti pris* et *Chroniques*) et celui de la participation épisodique dans une poignée de publications progressistes ultérieures (*Cahiers du socialisme*, *Possibles* et *Relations*). Ce n'est qu'au moment de sa retraite qu'il s'investit à nouveau dans le projet d'une

Rédac (10 mars 2013), [En ligne], [<https://www.ababord.org/Les-16-theses-de-Gilles-Labelle>] (14 avril 2021).

¹¹² Jean-Marc Pottie, « Le Nous militant », *À bâbord!*, n° 66 (octobre-novembre 2016). Nous soulignons. [En ligne], [<https://www.ababord.org/Le-Nous-militant>] (3 août 2021).

revue d'idées comme celle du collectif *À bâbord!* Nous remarquons que la première de ces deux périodes soumet les revues d'idées aux impératifs de l'organisation politique (le MLP et *Parti pris*) et de la concurrence quant à la définition de la ligne juste (*Chroniques* et ses revues rivales). La deuxième période, post-1980, atténue pour sa part la subordination des idées au politique. Elle conçoit non seulement que la pensée jouit d'une autonomie relative, mais qu'elle constitue en soi un domaine d'action et de transformations sociales. En tant que penseur rompu aux écrits de Gramsci sur le rôle de la culture, Piotte rejoint ce constat en dernière instance et se présente comme un promoteur assumé de l'éducation, de la pensée autonome et de l'insubordination démocratique à partir d'une conception du rôle critique que doivent jouer les intellectuels.le.s.

À la lumière de sa carrière d'enseignant, de penseur et de militant, c'est à la jeunesse que Piotte a offert un legs pérenne et c'est dans la jeunesse qu'il place ses espoirs. Par l'entremise d'une publication Facebook rendue publique le 10 juillet 2016¹¹³, l'auteur que la revue *Spirale* reconnaissait à son franc-parler s'exprime à nouveau sans ambages sur le *old old age* et la mort. À propos des étudiants et des étudiantes qu'il a côtoyés durant sa carrière, Piotte évoque ce qu'il a voulu nourrir dans son œuvre de transmission :

Si je regarde dans le rétroviseur, ce sont mon enseignement et mes essais qui ont donné sens à ma vie. Dans mon enseignement, je ne poursuivais pas l'objectif de transmettre aux étudiants ma conception du monde [...] je cherchais à les provoquer pour qu'ils se questionnent sur eux-mêmes, le monde et le rapport qu'ils entretiennent avec lui. [...] Car, contrairement aux esprits chagrins, je ne crois pas que l'inconscience rende heureux. [...] Car je crois que dans la vie de l'individu, comme dans celle de la société, l'espoir, qui demeure d'abord un pari, est fécond tandis que son contraire est stérile¹¹⁴.

¹¹³ Jean-Marc Piotte, « La vie et la mort », page Facebook, 10 juillet 2016, [En ligne], [<https://www.facebook.com/jeanmarc.piotte/posts/10154351837769394>] (14 septembre 2020).

¹¹⁴ *Ibid.*

Cette œuvre que la présente enquête aborde à travers les textes et les situations de Piotte dans les revues d'idées mériterait une analyse plus étendue. Sur ce chemin, notre article souhaite donner quelque impulsion à l'étude globale de sa pensée et de celle des courants de gauche, des années 1960 à nos jours.

Comptes rendus

Jacques Rouillard. *Aux origines de la social-démocratie québécoise : le Conseil des métiers et du travail de Montréal (1897-1930)*, Pointe-Calumet, M Éditeur, 2020, 224 p.

« Le modèle de société qui nous gouverne au Québec est marqué par des valeurs sociales-démocrates qui se sont affirmées depuis longtemps, bien avant la Révolution tranquille. » (p. 11) Ainsi débute le plus récent ouvrage de Jacques Rouillard dont le but est de faire ressortir le rôle marquant des syndicats internationaux dans l'amélioration du sort de leurs membres et de la classe ouvrière entre 1900 et 1930. Sous leur action, un véritable projet social-démocrate se profile, contestant les valeurs des élites politiques et religieuses. L'auteur prend comme sujet d'observation le Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM), l'instrument privilégié du syndicalisme international dans la métropole. Fruit d'une scission survenue en 1897 dans le Conseil central fondé onze ans plus tôt par les Chevaliers du travail et leurs alliés, traversé aussi de débats et de déchirements, cet organisme de coordination occupe l'avant-scène des relations de travail et de la politique ouvrière durant cette période.

Dans cet ouvrage de survol d'un peu plus de deux cents pages, Rouillard souligne que les syndicats internationaux montréalais ne se consacrent pas seulement à la négociation collective. Bien au contraire, ils se donnent aussi les moyens de presser les gouvernements à réformer la réglementation et la législation pour bonifier la condition ouvrière. Le CMTM, ce forum où les délégués des syndicats internationaux discutent et adoptent des résolutions, où ils planifient actions et campagnes, se trouve au cœur de son analyse. L'auteur soutient que cette étude est indispensable, car « la mémoire collective est encore largement imprégnée de la représentation voulant que les travailleur.euses salarié.e.s ne s'affirment comme force sociale qu'à partir de la Deuxième Guerre mondiale et que la société

franco-québécoise commence à inscrire son parcours dans la modernité avec la Révolution tranquille » (p. 11-12). Une telle insistance sur la correction d'une *mémoire collective* où le « syndicalisme est identifié à la seule famille syndicale catholique » (p. 209) et où les travailleurs d'avant les années 1950-1960 auraient été dominés « par le clergé catholique et les élites traditionnelles » (p. 209) paraît surprenante à l'œil averti. N'aurait-il pas eu lieu de nuancer ces affirmations en reconnaissant les rectifications apportées récemment sur le plan de la *mémoire historique*? Ce qui est sûr, c'est que les nombreuses études sur les travailleurs québécois parues dans les trente dernières années (thèses, articles, livres) et le traitement du syndicalisme dans les ouvrages de synthèse récents sur l'histoire de la province et de ses principales cités ont déjà contribué à rétablir une perception plus juste du passé.

Néanmoins, l'ouvrage est le bienvenu, car si les opérations du CMTM d'avant 1930 sont connues dans leurs grandes lignes, notamment grâce à l'ouvrage parrainé par le Conseil du travail de Montréal (FTQ), *Cent ans de solidarité : histoire du CTM, 1886-1986* (VLB éditeur, 1987), le récit détaillé de ses revendications, de ses campagnes et de ses réalisations restait à faire. Rouillard nous présente un examen « du haut vers le bas » dans lequel l'éclairage porte sur la direction du Conseil central, soit ses officiers supérieurs et les membres de son conseil exécutif, puis sur l'assemblée des délégués syndicaux, qui se réunit statutairement deux fois par mois. Pour ce faire, il s'appuie principalement sur les procès-verbaux de l'assemblée générale du Conseil central et de l'assemblée du conseil exécutif. Les journaux montréalais *La Presse*, *La Patrie* et *The Montreal Daily Star* sont aussi de précieuses sources dans son projet. Enfin, *Le Monde ouvrier / The Labor World*, l'organe officieux du CMTM à compter de son lancement en 1916, propriété du syndicaliste Gustave Francq, se trouve aussi abondamment cité.

L'ouvrage *Aux origines de la social-démocratie québécoise* est divisé en huit chapitres dont les deux premiers servent surtout à situer le sujet. Ainsi, Rouillard commence par traiter de la formation du

CMTM et de son expansion jusqu'en 1930. Rapidement, avec la prospérité du début du *xx*^e siècle et l'essor économique entraîné par la Première Guerre mondiale, les syndicats internationaux acquièrent une position de force dans la métropole, permettant au Conseil de s'enraciner de façon durable chez les « travailleurs de métier ». « Il ne faudrait pas croire », écrit l'auteur, « qu'ils sont composés en majorité de travailleur.euses anglophones et allophones » (p. 28). Au contraire, estime-t-il, les effectifs des syndicats internationaux sont constitués jusqu'aux trois quarts de francophones. Le deuxième chapitre, comme l'indique son titre, s'intéresse quant à lui au « fonctionnement du Conseil ». Rouillard répète que cet organisme n'intervient pas directement dans les négociations collectives menées par ses syndicats affiliés. Il peut seulement fournir du soutien. Son objectif est de faire de l'éducation auprès des travailleurs et du lobbying auprès des autorités. Mené par des présidents et des membres de conseils exécutifs qui, selon les données recueillies par l'auteur, sont à plus de soixante-dix pour cent francophones durant la période, le CMTM s'engage aussi dans l'action politique ouvrière pour arriver à ses fins, que ce soit au palier municipal, provincial ou fédéral.

Plongeant ensuite dans le vif du sujet, Rouillard explore tour à tour trois volets : « le renforcement des valeurs démocratiques, l'élargissement du rôle de l'État en économie et l'établissement de mesures de protection sociale en milieu de travail et pour les familles ouvrières » (p. 210). L'analyse du premier axe se décline en deux chapitres. Dans « Les revendications démocratiques », l'auteur met l'accent sur la modération des syndicats internationaux, ce qui amène le CMTM à se montrer peu réceptif aux idées révolutionnaires. En fait, le rassemblement « a foi dans le système démocratique » et, malgré la lenteur des gouvernements à agir, « il ne remet jamais en question l'utilité de faire les démarches nécessaires » (p. 82). Par exemple, le Conseil cherche à étendre le cens électoral et le cens d'éligibilité aux élections municipales à Montréal. Et il revient à la charge malgré l'hostilité répétée du Conseil législatif qui bloque les projets de loi à cet effet. Le CMTM reconnaît aussi le droit de vote pour les femmes. À

différentes reprises, il témoigne sa sympathie pour leur lutte prolongée afin d'obtenir ce droit aux élections provinciales. Dans le quatrième chapitre, intitulé « La démocratie du système d'éducation », l'auteur s'intéresse aux revendications du CMTM en faveur de l'éducation gratuite et obligatoire et de manuels scolaires plus uniformes et plus accessibles. L'organisme revient régulièrement à la charge. Il obtiendra gain de cause plus tard, nous informe l'auteur, sous l'administration de Joseph-Adélaïde Godbout (1939-1944). Il est clair que la place de l'Église dans le système d'éducation n'est pas remise en question, mais le Conseil cherche à obtenir des accommodements et finit par avoir gain de cause.

Il ne fait pas de doute que le CMTM adopte une position centriste à bien des égards. Cette attitude transparaît aussi en ce qui a trait au rôle de l'État dans la vie économique, qui se trouve à constituer le second volet de l'analyse. Dans le cinquième chapitre, qui se consacre à cet axe, Rouillard insiste d'emblée sur la position favorable de l'organisme à l'égard du « système de production capitaliste fondé sur la libre entreprise et la liberté de marché », convaincu que ce système « laisse un espace suffisant pour permettre l'amélioration du sort de la classe ouvrière » (p. 127). Par conséquent, le Conseil plaide en faveur de la municipalisation ou de la nationalisation des entreprises de services publics, telles la Montreal Street Railway Company et la Montreal Light, Heat and Power Company. Il soutient aussi les projets proposés par les quelques rares coopératives après la Première Guerre mondiale et vient au secours des chômeurs en réclamant des travaux publics, la journée de huit heures, voire un régime d'assurance-chômage.

Ce qui nous mène au troisième axe de l'ouvrage, la protection sociale au travail et le filet de sécurité sociale pour la classe ouvrière, auxquels Rouillard consacre respectivement les chapitres six et sept. À la suite des pressions des syndicats internationaux et du CMTM, lit-on d'abord, l'âge d'entrée dans les manufactures et les commerces est graduellement relevé à seize ans, entre 1910 et 1919, pour les garçons et les filles qui ne savent ni lire ni écrire. Une clause de

salaires raisonnables est aussi incorporée dans les contrats de travaux municipaux à compter de 1910. Par ailleurs, les efforts du Conseil pour faire reconnaître le principe de la responsabilité patronale dans les accidents de travail aboutissent à l'adoption d'une loi provinciale en 1909. Toutefois, après la Première Guerre mondiale, le monde ouvrier exige des mesures plus ambitieuses. Le septième chapitre fait état d'un Conseil central qui réclame un train de réformes, dont des programmes étatiques de pension de vieillesse, d'aide aux mères « nécessiteuses » et d'assurance-chômage. Rouillard insiste sur les requêtes des syndicats internationaux et du CMTM en faveur d'une action gouvernementale, leur accordant beaucoup de crédit dans le déblocage qui survient, par exemple, en 1936, lorsque Québec fait son entrée dans le programme de sécurité de la vieillesse (p. 180-181) et, en 1940, quand la province se montre favorable à un amendement constitutionnel qui donnera naissance au programme d'assurance-chômage canadien (p. 190). Dans le huitième chapitre, intitulé « L'environnement social », l'auteur termine sa démonstration en mentionnant comment le Conseil central s'est prononcé sur d'autres questions auxquelles tenaient les ouvriers, notamment la construction par le gouvernement fédéral d'habitations ouvrières après la guerre, la protection et la multiplication de parcs urbains et l'amélioration de l'hygiène publique à Montréal.

Aux origines de la social-démocratie québécoise est un ouvrage utile dans la mesure où il offre une vue d'ensemble sur le rôle fondamental qu'a joué le syndicalisme international en matière de protection sociale dans la province. Rouillard s'est appliqué à « retracer » (p. 22) méthodiquement les débats et les décisions de dirigeants ouvriers qui cherchaient à construire un monde meilleur. Son analyse reste cependant limitée par l'approche qu'il a adoptée « du haut vers le bas ». Un examen détaillé des syndicats internationaux, comme l'ont montré les thèses de doctorat de Bernard Dionne (1988) et de Bernard Dansereau (2000), aurait enrichi l'ouvrage de Rouillard dans lequel on relève quelques inexactitudes. Ainsi, le tableau 4 (p. 38-39), présentant les « effectifs et nombre de syndicats affiliés au CMTM »,

ne compte en réalité pour la période 1918-1930 qu'une fraction des syndicats ouvriers membres de l'organisme, si l'on suit les critères qui ont servi à établir ces données pour la première fois, en 2000, dans l'annexe 1 de la thèse de Dansereau. En d'autres mots, le nombre de syndicats affiliés au Conseil est sous-estimé. Vient alors son corollaire : le nombre de participants aux réunions du Conseil serait moins élevé qu'il n'y paraît au premier abord puisqu'il proviendrait d'un groupe source plus important de délégués. Notons aussi que, s'il est vrai que les délégués peuvent « débattre démocratiquement » (p. 54) dans cette enceinte, leur marge de manœuvre est probablement plus limitée. En effet, si l'on suit Bernard Dionne dans son étude très fouillée sur le CMTM des années 1938-1957, les agents d'affaires tirent les ficelles et mènent le Conseil. Il faudra un jour se pencher sur les origines du pouvoir de ce groupe, qui pourraient se situer dans la période précédant la grande dépression. Dans un autre ordre d'idées, notons également que la thèse de Bernard Dansereau insiste davantage sur la place grandissante du syndicalisme industriel chez certains syndicats internationaux à Montréal avant 1930. Son étude et celle de Bernard Dionne suggèrent aussi de prêter attention aux fortes concentrations d'ouvriers d'origines britannique et juive, car elles peuvent influencer sur la dynamique syndicale. À la lecture du livre de Rouillard, on se pose encore la question suivante : comment ces facteurs modulaient-ils les discussions, les tractations et les prises de décision au Conseil central? Jacques Rouillard éclaire de nombreux points dans son livre, mais sur certains autres, l'enquête mérite d'être poursuivie.

— *Peter C. Bischoff*
Université d'Ottawa

Pamela V. Sing et Jimmy Thibeault (dir.). *Marguerite-A. Primeau, première femme de lettres du Far Ouest canadien*, Ottawa, Éditions David, 2019, 262 p.

Il y a de ces livres qui nous rendent honteux et reconnaissants à la fois. Le collectif dirigé par Pamela V. Sing et Jimmy Thibeault, *Marguerite-A. Primeau, première femme de lettres du Far Ouest canadien*, est de ceux-là. J'ai d'abord été honteuse de ne jamais avoir abordé l'œuvre littéraire de Primeau, ni même d'avoir été proche de reconnaître son rôle dans la littérature de la francophonie canadienne. Mais en avançant dans la section « Une femme de lettres se fraie un chemin », l'importante contribution de Pamela V. Sing, qui montre le parcours de la romancière, la reconnaissance remplace rapidement la honte tant j'ai été fascinée par la présentation de cette femme née à Saint-Paul-des-Métis dans le nord de l'Alberta en 1914. Primeau rencontre les obstacles de l'éducation en français dans cette province, se consacre à l'enseignement dans des classes qui regroupent des enfants de la première à la cinquième année, puis de la sixième à la onzième, mais démissionne en 1943 pour s'inscrire à l'Université de l'Alberta au département des études romanes. Si l'expérience de Primeau est souvent mise en parallèle avec celle de Gabrielle Roy dans les différents chapitres, son attachement aux enfants et à sa vie d'institutrice l'en distingue. C'est le monde de l'éducation qui l'attire, et ce sont surtout ses efforts pour s'y faire une place qui, à mon sens, explique les mots « Far Ouest » dans le titre plus que la zone géographique que Primeau a habitée.

Le titre attire. L'imaginaire que déclenchent les mots « Far Ouest » est connu, et ceux-ci ne sont de toute évidence pas utilisés innocemment. Territoire de la liberté à cause de son éloignement, société qui fait sa propre loi en dépit des périls, on retrouve un peu de cela en se familiarisant avec le parcours de Primeau, mais bien peu, il faut le dire, et sur un plan où on doit travailler le sens des symboles. Rattacher cette femme du début du xx^e siècle à une symbolique qui relève essentiellement du xix^e siècle (chez nos voisins du Sud, mais

aussi au Canada), si l'on se fie à l'anthropologue Serge Bouchard, peut réserver des déceptions. À la lecture de l'introduction, on rencontre une femme qui a travaillé considérablement pour accéder aux études supérieures en français et enseigner à l'université, une femme qui a publié, entre 1960 et 2005, trois romans dont certains ont été traduits en anglais, des contes et des nouvelles, une femme qui est néanmoins restée peu connue auprès d'un lectorat majoritairement anglophone, et encore moins connue auprès d'un lectorat francophone, et qui estimait peu probable d'être lue au Québec ou en France alors qu'elle-même consacrait ses recherches aux littératures de ces régions. Avec une œuvre à la fois « fragile et tenace », pour reprendre les mots de E. D. Blodgett cités en introduction (p. 13) et qui font écho aux théories de François Paré, Primeau aurait été associée malgré elle à des luttes qu'elle ne voulait pas mener : être francophone dans l'Ouest et participer à la littérature canadienne en tant que femme étaient des causes qui ne l'intéressaient pas et qu'elle refusait même de nourrir. Il n'est pas question dans et par ses œuvres ni même dans les commentaires qu'elle en a fait de revendiquer des droits, d'exposer une motivation politique au sens large; elle ne voulait que la possibilité de les faire naître. « Je ne lutte pas, j'écris en français, c'est tout », commente-t-elle dans un article qui lui est consacré (p. 16). Il reste que les directeurs de ce recueil semblent vouloir passer outre cette volonté explicite et souligner chez Primeau l'engagement paradoxal et diffus d'une « écrivaine moderne », qui a « relevé des défis hors du commun » (p. 18). Dans cette perspective, on pardonne l'utilisation de l'appât (plutôt efficace, on doit le concéder) que sont les mots « Far Ouest » puisque en effet Primeau a incarné le désir de liberté dans et malgré l'éloignement des centres de la francophonie et qu'elle a su mener sa double carrière de professeure et d'écrivaine en suivant sa propre loi et sa voie, on doit le constater tristement, en solitaire. On sort de cette introduction admiratif déjà devant *la vie et l'œuvre* de Primeau, mais aussi devant la stratégie des critiques qui parviennent à faire reconnaître cette autrice par des allusions géographiques et idéologiques tout aussi surprenantes qu'évocatrices. Et le désir de

voir les marques d'une littérature francophone dès les années 1960 au-delà du Manitoba de Gabrielle Roy porte dès lors la lecture de l'ensemble du collectif.

Je disais plus haut qu'elle a mené son œuvre en solitaire, et c'est cette idée qui m'a fait sauter d'emblée à la fin du collectif pour la vérifier. Tania Grégoire a établi une bibliographie de Marguerite-A. Primeau qui indique une assez bonne réception immédiate de son œuvre, mais surtout un nombre considérable d'études depuis le tournant du *xxi*^e siècle alors que sont scrutées les questions d'identité, de culture et d'institutions francophones dans le ROC. Les problèmes liés à la marginalité et à l'exiguïté culturelle auront été l'occasion d'éclairer une œuvre que la critique a lue comme universelle.

La deuxième section du collectif est consacrée à quatre témoignages. Le quatrième, signé J. R. Léveillé, poète, essayiste, romancier avant-gardiste de l'Ouest canadien, qui estime que Primeau aurait créé une littérature plus traditionnelle grâce à une langue classique, surprend un peu en clôture de section. On voit mal comment ce texte éclaire la figure de Primeau et son œuvre si ce n'est qu'il reconnaît son caractère de « pionnière ». En revanche, les trois autres témoignages sont intéressants. Paul Dubé, qui a publié la première étude sur Primeau, commente le traitement de la sexualité et de la condition féminine dans l'œuvre. Certains rapprochements faits entre le « moi réel » de l'autrice et son œuvre font parfois sourire, mais comme il ne s'agit pas là d'une étude savante mais bien d'un témoignage, on est bien prêt à les recevoir comme des considérations qui révèlent davantage celui qui écrit que l'écrivaine. Annette Saint-Pierre, fondatrice de deux maisons d'édition dans l'Ouest et qui a publié les œuvres de Primeau, retrace l'évolution de sa relation avec l'autrice. Dans la correspondance, les questions éditoriales laissent poindre chez la romancière certaines inquiétudes liées au quotidien, mais aussi à l'institution littéraire. Globalement, c'est une amitié qui naît. Margaret Fuller, traductrice de Primeau, expose quant à elle les difficultés qu'elle a rencontrées lors de la traduction de *Sauvage-Sauvageon* et révèle du même coup la richesse stylistique du roman.

La section « étude » qui constitue le cœur du collectif regroupe cinq contributions. Lise Gaboury-Diallo évalue la portée de l'œuvre de Primeau, qui reste peu connue. La critique inégale devant ces publications devrait être comprise à partir des concepts d'encodage et de décodage (Stuart Hall) qui permettent de reconnaître la valeur, voire l'utilité de la représentation d'un produit culturel. On comprend que la critique espérée ici serait essentiellement québécoise, et si *Dans le muskeg*, premier roman de Primeau en 1960 associé à la catégorie du « roman du terroir » au Québec, a obtenu une bonne réception critique québécoise, c'est qu'il aurait permis de faire résonner les préoccupations identitaires québécoises du moment en étant en décalage avec celles-ci... Comme quoi, même si l'on écrit *pour soi*, on est toujours lu malheureusement par quelqu'un qui lit aussi *pour soi*.

Jimmy Thibeault examine le pouvoir de l'identité collective par rapport à l'identité individuelle des personnages qui manifestent une volonté d'affirmation. Ces tensions seraient indicatives de la fragilité de l'écrivain minoritaire qu'il resterait à accepter, avec satisfaction ou par dépit; l'article est tenté tour à tour par ces deux pôles.

Isabelle Kirouac Massicotte suit les différentes représentations du Nord dans les romans *Dans le muskeg* et *Sauvage-Sauvageon*. Dans cet espace, l'image du terroir se redéfinit aussi bien que les rôles liés aux genres. Le Nord utopique, communautaire et inclusif, devient un espace de tensions qui crée du même coup un lieu de négociation identitaire pour les femmes.

L'article de Pamela V. Sing est consacré aux rôles sexuels de la jeune fille. Critique assidue et prolifique de l'œuvre de Primeau, Sing examine cette définition fonctionnelle (écriture du corps féminin, ses désirs, son plaisir) de façon panoramique, pourrait-on dire, par l'étude de trois textes (*Dans le Muskeg*, « La maison d'autrefois » et *Et dansent les hirondelles*) rédigés respectivement dans les années 1950, 1980 et 1990, mais qui présentent tous des adolescentes. Les trois textes permettent de constater que les schémas sexuels intrapsychiques et interpersonnels s'appuient sur des schémas culturels précis, l'un relevant largement d'attentes provenant d'une éducation

catholique, l'autre de la représentation moderne de la femme. Sans arriver à un verdict quant à une possible modulation du rôle sexuel de la femme au fil de la production littéraire de Primeau, Sing indique globalement que cette dynamique complexe mène à une impasse sur le plan amoureux.

Enfin, l'article de Nicole Nolette aborde un sujet qui a marqué la réception de l'œuvre de Primeau : la comparaison avec l'œuvre de Gabrielle Roy. Nolette relève les raisons qui ont pu motiver ce rapprochement. Le rôle de la critique québécoise? La zone géographique comme élément déterminant d'un corpus? Une parenté esthétique? Une claire influence de lecture? Les représentations du pays et leurs expériences similaires en tant que jeunes femmes constituent des éléments d'évaluation non négligeables.

En somme, ce collectif dirigé par Pamela V. Sing et Jimmy Thibeault sera pertinent pour quiconque veut avoir une représentation plus complète de la littérature de la francophonie canadienne aussi bien sur le plan géographique qu'historique.

— Anne Caumartin

Collège militaire royal de Saint-Jean

Dominique Marquis. *Jules-Paul Tardivel : l'homme public et l'homme privé (1851-1905)*, Montréal, Leméac éditeur, 2021, 234 p.

Cet ouvrage était attendu, pour plusieurs raisons. On y trouve, au premier chef, la synthèse des recherches et publications que Dominique Marquis a consacrées à Jules-Paul Tardivel (1851-1905) et à l'ultramontanisme canadien-français, dans le cadre plus large de ses travaux sur l'engagement politique et intellectuel des catholiques canadiens-français au tournant du xx^e siècle. Grâce à cet ouvrage, on se fait une idée plus précise des défis qu'a rencon-

très l'ultramontanisme « fin de siècle », celui de ses derniers et plus ardents défenseurs, pour qui les victoires remportées à partir des années 1840 (massification de la pratique religieuse, catholicisation de l'identité nationale, confessionnalisation du système scolaire, sabordement du parti politique des rouges) et les défaites encourues à partir des années 1870 (insuccès du Programme catholique, procès pour ingérence spirituelle induite, mise à l'écart des évêques Bourget et Laflèche, crises scolaires postconfédérales) invitent à redoubler d'ardeur et à durcir le ton plutôt qu'à mettre à jour les objectifs de l'action catholique. S'il permet de se faire une idée plus précise de ces « ultramontains ultramontés », c'est parce qu'il les aborde pour beaucoup de l'intérieur, dans l'intimité d'une correspondance rarement étudiée entre Jules-Paul Tardivel et ses contemporains, plus spécialement celle qu'il entretient avec son réseau de soutien laïc et clérical. On y découvre avec intérêt la psychologie fiévreuse, tantôt intransigeante, tantôt défaitiste, d'un homme convaincu de détecter la vérité contre ses contemporains, et même contre plusieurs évêques accusés de mollesse et de compromission, n'en référant en conscience qu'à Dieu et au pape. Plus encore, l'histoire politique et intellectuelle qu'offre Dominique Marquis se double d'une histoire culturelle et sociale, en abordant les enjeux pratiques du journalisme de combat, jusqu'aux plus concrets et pressants, notamment celui de trouver les fonds nécessaires lorsque les abonnements et les cotisations déclinent, lorsque les appuis se font plus rares, les amitiés moins présentes.

Cette histoire de Jules-Paul Tardivel est placée sous le signe de la marginalisation croissante d'un ultramontanisme de plus en plus intransigeant. Cette thèse se décline en quatre chapitres à la fois thématiques et chronologiques. Le premier chapitre, intitulé « Tenir un siège et protéger l'Église canadienne des assauts ennemis », est consacré au « complot » fomenté par M^{gr} Taschereau et le clergé « libéral » contre M^{gr} Laflèche pour diviser son diocèse de Trois-Rivières et lui retirer les paroisses les « plus belles et les plus riches » (p. 56); au combat pour « tenir l'État loin des écoles et des

collèges » (p. 61) dont a charge l'Église; à la défense des Métis du Manitoba lors de l'affaire Riel, contre « des protestants, des orangistes et des francs-maçons » (p. 71). Les ennemis de Tardivel sont tantôt intérieurs (les intrigants, les « libéraux » dans l'Église), tantôt extérieurs (l'État, les anglo-protestants, les francs-maçons). Le deuxième chapitre, « Une œuvre difficile à soutenir », révèle tour à tour le souci qu'a Jules-Paul Tardivel de « boucler son budget et d'assurer le bien-être de sa famille », ce qui lui cause de « fréquents moments de découragement et de doute », comme en témoigne sa correspondance avec ses amis et alliés ultramontains, qui tous insistent et « lui rappellent ses devoirs envers Dieu » (p. 84-85); le désistement de la société L. Drouin & Frère comme imprimeur, expéditeur et gestionnaire des abonnements et des annonces de *La Vérité*, en raison des vives critiques que Tardivel adresse au gouvernement d'Honoré Mercier, dont le patronage profite aux frères Drouin; la défection de ses alliés au sein du (haut) clergé, qui lui reprochent son intransigeantisme et sa critique tous azimuts des partis politiques, dont aucun ne trouve grâce à ses yeux. « [S]on influence est réduite, il est de plus en plus isolé. En refusant tout compromis, notamment auprès des évêques, il ne réussit qu'à se marginaliser. » (p. 123) De fait, le troisième chapitre, nommé « Faire la guerre aux francs-maçons », porte sur l'un « des plus importants combats » de Jules-Paul Tardivel, lequel « lui vaudra les railleries et les sarcasmes de ses opposants et le poussera encore davantage dans la marge » (p. 127). Il s'aliène derechef certains membres du (haut) clergé et du monde politique en faisant de la lutte contre la franc-maçonnerie une « obsession » (p. 129), « dénon[çant] l'erreur partout, même là où elle ne se trouve pas » (p. 133), jusqu'à être accusé de calomnie et de diffamation, se réclamant de l'encyclique *Humanum Genus* (Léon XIII, 1884) par-dessus les appels à la modération lancés par M^{gr} Taschereau. D'ailleurs, son roman d'anticipation *Pour la patrie : roman du XX^e siècle* (1895), s'il est connu pour son projet novateur d'une république canadienne-française souveraine, met surtout en scène le combat chrétien contre le diable et ses suppôts francs-maçons

« qui vise[nt] l'anéantissement de l'Église catholique et de la nation canadienne-française » (p. 145). Il se termine avec l'affaire Diana Vaughan (1885-1897), qui porta un dur coup à la crédibilité de Tardivel, convaincu comme d'autres que M^{me} Vaughan était une taupe dans un vaste complot franc-maçonnerie internationale, allant jusqu'à Paris pour la rencontrer, alors qu'il s'agissait d'un canular de Léo Taxil visant à exposer les élucubrations des opposants aux francs-maçons. Le quatrième et dernier chapitre, « Un homme passionné », renoue avec l'histoire sociale de Tardivel, en donnant à voir ses tentatives d'assurer la santé financière de son journal grâce aux abonnements publicitaires et à plusieurs projets de publication, notamment les *Notes de voyage en France, Italie, Espagne, Irlande, Angleterre, Belgique et Hollande* (1890) et *La situation religieuse aux États-Unis : illusions et réalité* (1900), pour lesquels il trouve moins d'acheteurs que prévu. « Si les entreprises éditoriales lancées par Tardivel ne sont pas couronnées de succès, c'est, d'une part, parce qu'il n'est pas un gestionnaire avisé et, d'autre part, parce qu'à la fin du XIX^e siècle les idées véhiculées par ses ouvrages ne sont vraiment plus à l'ordre du jour. » (p. 213-214)

On peut dire de cet ouvrage qu'il poursuit les travaux de « première génération » sur l'idéologie ultramontaine, notamment les chantiers pionniers de Pierre Savard, de Jean Hamelin, de Nive Voisine et de Nadia Fahmy-Eid, tout en contribuant à ceux de « deuxième génération » sur des dimensions plus ciblées de l'ultramontanisme, dont certaines de ses figures phares (M^{gr} Bourget, M^{gr} Villeneuve), son contexte socioreligieux (renouveau des pratiques et des institutions religieuses), ses relations avec le Vatican (diplomatie, Zouaves) et la formation de ses prêtres, auxquelles Louis Rousseau, René Hardy, Roberto Perin et Christine Hudon ont consacré d'importantes recherches. L'une des suites à donner à cet ouvrage pourrait être une présentation et une analyse de la correspondance de Tardivel avec sa famille (évoquée en conclusion), qui révélerait davantage la personnalité privée de l'homme, ainsi que de sa correspondance avec des personnalités en vue du Canada

français du xx^e siècle (évoquée avec Henri Bourassa), qui donnerait une meilleure idée de sa filiation et de ses héritages. Chose certaine, écrit dans une langue claire, simple et jolie, cet ouvrage destiné à un public savant et profane fera mieux connaître une époque et un catholicisme de moins en moins familiers des contemporains. Chemin faisant, il complexifie et diversifie la scène politique, religieuse et intellectuelle d'une période historique trop souvent vue comme un bloc monolithique, celle de la Grande Noirceur... caractérisation que Jules-Paul Tardivel aurait probablement approuvée.

— Jean-François Laniel
Université Laval

Nicole Neatby. *From Old Quebec to La Belle Province: Tourism Promotion, Travel Writing, and National Identities, 1920-1967*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2018, 339 p.

Récompensé du prix Clio de la Société historique du Canada en 2019, *From Old Quebec to La Belle Province* montre toute la pertinence et surtout l'importance d'une histoire culturelle du tourisme pour comprendre les liens complexes entre identité, culture et économie. En une remarquable étude, érudite et ambitieuse, Nicole Neatby propose un ouvrage au croisement de plusieurs disciplines, dont pourront tirer profit historiennes, littéraires et sociologues.

De 1920, soit le début du tourisme automobile de masse, jusqu'à l'Expo 67 de Montréal, événement qui cristallise la « nouvelle » image d'un Québec moderne promue par le gouvernement provincial, la professeure de Saint Mary's décortique patiemment la manière dont se construisent, se diffusent et se reconduisent différentes conceptions du Québec et de ses habitants. En étudiant les écrits de voyage (*travel writings*) d'auteurs américains, canadiens-anglais et canadiens-français, en plus de publicités et de documents promotionnels gouvernementaux (provinciaux et fédéraux), de publications associatives

et d'articles de périodiques, Nicole Neatby cherche à comprendre comment l'identité nationale de ces voyageurs, issus de cultures distinctes, payés pour écrire sur leurs expériences, donne forme à leurs conceptions du Québec et influence leurs expériences de terrain. Le point focal mis sur l'analyse du *tourist gaze*, selon l'expression de John Urry (1990), autorise une perspective comparatiste qui éclaire les usages identitaires, politiques et « pécuniaires » des représentations.

En effet, si le livre s'intéresse aux « guides » de voyage (récits, articles longs publiés dans les journaux et les revues) il propose également une étude des objectifs et des stratégies de vente du gouvernement. Comment attirer des touristes dans la province? Quelle image du Québec et quelles expériences vendre aux lecteurs afin de les séduire? Et inversement, quelle figure du touriste (attentes, attitudes, désirs et craintes présumés) ces textes construisent-ils? Séparé en sept chapitres, le livre alterne entre une étude des discours (et des images) touristiques officiels et des écrits de voyageurs (*travel writings*), tout en déployant une impressionnante étude de l'arrière-plan culturel et politique de l'époque. Les sources textuelles et graphiques variées – les reproductions sont nombreuses et bienvenues – sont particulièrement révélatrices des jeux d'échos entre ces deux corpus.

Authenticité et antimodernisme au pays de Québec

« Au pays de Québec rien ne doit mourir et rien ne doit changer », dit la voix du pays à Maria Chapdelaine, l'héroïne du roman de Louis Hémon (1913). Ce « pays » intouché par la modernité nord-américaine, resté proche de la vieille France dont il est l'incarnation anachronique, est celui que les officiers du Provincial Tourism Bureau (PTB) promeuvent jusqu'aux années 1950. En effet, dès les années 1930, le PTB, fondé en 1926, et le ministère des Routes, qui agrandit à cet effet le réseau autoroutier, vantent notamment l'attrait du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de Charlevoix et de la Gaspésie, nouvellement accessibles, aux voyageurs américains et canadiens anglais. Ces campagnes pastorales sont présentées comme le lieu

d'une expérience « authentique » du « Old Quebec », francophone, agricole et catholique; comme la promesse d'un ressourcement loin du rythme affolant des villes modernes nord-américaines. C'est ainsi à partir d'une perspective que Neatby qualifie d'« antimoderniste » que les membres du PTB penseront jusqu'aux années 1950 l'« image de marque » du Québec ainsi que les « désirs » potentiels de vacanciers en mal de grand air. Si les brochures destinées aux touristes venant de l'extérieur du Québec misent sur une expérience de l'altérité culturelle, celles qui s'adressent aux Canadiens français mettent plutôt l'accent sur la beauté des paysages de « leur » province.

À cette perspective, en phase avec le discours nationaliste de l'époque, se joint l'idée qu'il faut « refranciser » la province, une idée que défend notamment Paul Gouin, dont Neatby éclaire le rôle central dans la promotion touristique de la province de ces années. Son objectif est entre autres d'amener les hôteliers à offrir aux touristes de l'extérieur du Québec une expérience authentiquement francophone, mais aussi de faire du tourisme un outil de promotion de l'identité nationale. À ce titre, *From Old Quebec to La Belle Province* montre l'importance de la cuisine, de l'artisanat et de la décoration, à la fois comme objets de fierté locale, comme sources de profits mais aussi, plus largement, comme éléments révélateurs des « politiques culturelles ».

Or, les écrits touristiques, qu'ils soient issus du gouvernement ou d'une association de commerçants, s'adressent souvent à un destinataire double, aux attentes différentes : les vacanciers et les investisseurs. Si le « Old Quebec » plaît aux touristes intéressés par exemple par l'histoire de la communauté francophone en Amérique du Nord, il entre en contradiction avec l'image d'un Québec en pleine expansion économique, qui aurait le pouvoir de convaincre les investisseurs et les entrepreneurs de s'établir dans une région ou une autre. C'est là un exemple parmi d'autres de cette dialectique entre « ancien » et « moderne », qui s'annonce dès le titre de l'ouvrage et qui *travaille* un grand nombre de documents promotionnels. À ce titre, l'exemple de Montréal offre un contrepoint judicieux : Paul Gouin et Albert

Tessier, figures nationalistes de la promotion touristique, n'ont que peu cherché à vendre les attraits de la métropole, à des lieux du « Old Quebec ». Dès les années 1940, ce sont plutôt les membres (anglophones) du Montreal Tourist and Convention Bureau qui en font la promotion, en insistant, sur le mode allusif, sur l'offre variée de divertissements pour adultes. « Paris de l'Amérique du Nord », ville de « gaieté » et de plaisirs parfois défendus, Montréal apparaît comme une cité moderne qui n'aurait de « vieux » que son port.

Province « distincte » par sa culture et sa langue en Amérique du Nord, le Québec offre un lieu d'où penser les relations entre anglophones et francophones, Étatsuniens et Canadiens (français et anglais). L'étude de manuels scolaires, de peintures, de livres d'histoire et de fiction permet à Neatby de montrer comment les représentations et les discours d'un certain Québec ont amené les voyageuses et voyageurs à en rechercher les incarnations *réelles*, prises pour les signes du « vrai » Québec, en oblitérant ce qui ne coïncidait pas avec cette idée. Argument de vente et caractéristique recherchée par les vacanciers d'hier et d'aujourd'hui, l'authenticité de l'expérience apparaît ainsi souvent comme une valeur truquée. Autant les documents officiels que les *travel writings* sur le Québec ne font par exemple que rarement mention, sinon de manière folklorique, des autochtones ou alors les présentent, comme certains écrits sur la Colombie-Britannique, comme des « attractions », reconduisant ainsi une vision profondément coloniale de l'histoire et du territoire canadiens. Dans une toute autre perspective, on peut se demander s'il existe des guides ou des écrits touristiques d'auteurs et d'autrices issus de la francophonie canadienne sur la Belle Province. Le PTB ciblait-il aussi les communautés acadiennes ou franco-ontariennes? Des autrices franco-manitobaines, par exemple, ont-elles écrit sur leurs escapades au Québec? Il y a là certainement de quoi poursuivre le travail amorcé par Neatby.

La littérature comme guide

From Old Quebec to La Belle Province propose à mon sens un point de vue assez neuf sur l'histoire du Québec, mais aussi sur l'histoire de la littérature (d'où je parle). Neatby montre bien que des textes de fiction comme *The Golden Dog* de William Kirby ou même *Maria Chapdelaine*, traduit et tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, ont joué un rôle important dans le discours touristique étatique et dans l'expérience des voyageurs, qui y ont vu une source importante de savoir préalable sur la destination choisie. À l'inverse, une Saguenéenne comme Éva Bouchard, qui se présente comme la muse de Louis Hémon et qui signe même des cartes postales du nom de Maria Chapdelaine, capitalise sur le célèbre roman afin de faire connaître le Foyer de Maria Chapdelaine qu'elle ouvre à Péribonka. Celui-ci devient une attraction prisée de la région et un *topos* récurrent des écrits de voyageurs en provenance de l'extérieur du Québec. De même, que l'écrivain Roger Lemelin reçoive une mention honorifique de l'Association des hôteliers pour avoir représenté des Canadiens français joyeux et hospitaliers dans *Les Plouffe*, image qui coïncide avec celle que « vendent » les offices touristiques aux Canadiens anglais et aux Américains, montre que la « fonction » de la littérature, c'est-à-dire le pouvoir des représentations littéraires, est reconnue, voire célébrée, de manière inattendue.

Ces récupérations intéressées des représentations littéraires dans un objectif marchand et ces effets de croisements entre les romans et les publications touristiques, que met en lumière *From Old Quebec to La Belle Province*, renvoie obliquement aux rapports entre la littérature et l'économie. Existe-t-il par exemple un pendant canadien au Federal Writer's Project américain, ou des écrivains qui ont fait carrière, sous pseudonyme ou non, en rédigeant des brochures touristiques sur la Gaspésie? À l'évidence, la littérature et le tourisme multiplient les croisements et leur proximité appelle à un approfondissement des formes que produisent et nourrissent leurs interrelations. Ces liens ne sont pas sans rapport avec l'histoire de la presse : les officiels du PTB,

explique Neatby, investissent très tôt les revues prestigieuses et les quotidiens pour rejoindre un large public, publiant par exemple des récits de voyage sans en mentionner le caractère commercial. Avant l'avènement des cahiers « Voyage » et des magazines spécialisés, les brochures, feuillets, livres et périodiques en tous genres traitent des « emblèmes » d'une « destination » par l'entremise de genres spécifiques. Il me semble que le livre de Neatby confirme l'intérêt d'une étude médiatique des discours et des représentations qui dépasse les « frontières » des supports et qui pose à nouveaux frais la question de la fonction sociale de la littérature et, surtout, de ses usages multiples.

— Rachel Nadon

Université du Québec à Trois-Rivières et

Université Paul-Valéry-Montpellier 3



RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES

*Revue pluridisciplinaire
exclusivement consacrée à l'étude
de la société québécoise et du Canada français*

Recherches sociographiques, Faculté des sciences sociales, Département de sociologie
1030, av. des Sciences-Humaines, bureau 3465, Université Laval, Québec QC G1V 0A6
Téléphone : 418-656-3544 • Télécopieur : 418-656-7390 • rechsoc@soculaval.ca

Paiement en ligne : www.soc.ulaval.ca/recherchessociographiques/

DANS CHAQUE NUMÉRO

Des études empiriques inédites sur des sujets très variés
Des essais critiques pour stimuler les débats et la réflexion théorique
Des comptes rendus couvrant systématiquement l'essentiel des parutions récentes
Des approches pluridisciplinaires de l'histoire à l'économie,
en passant par la sociologie, la science politique et la littérature



ABONNEMENT 2022

mens

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

La revue Mens est vouée à l'étude de l'histoire intellectuelle et culturelle de l'Amérique française. Dès 2022, elle ne paraîtra que sous forme numérique sur une base semestrielle, les printemps et automne de chaque année. Pour s'abonner, un individu (tarif régulier ou étudiant) doit remplir ce bon et de l'envoyer avec son paiement à l'adresse suivante :

**Revue Mens
CRCCF
Université d'Ottawa
65, rue Université, bur. 040
Ottawa (ON) K1N 6N5**

Nom, Prénom

Adresse

Ville

Province / État

Code postal

Courriel

Téléphone

Les institutions, les consortiums et les agences d'abonnements doivent communiquer avec Érudit :

Tél. : 514 343-6111, poste 5500

Courriel : client@erudit.org

Type d'abonnement

(Tarif + 5 % de TPS pour le Canada)

- ☐ Étudiant (23 + 1,15 = 24,15 \$)
- ☐ Régulier (28 + 1,40 = 29,40 \$)
- ☐ Régulier – étranger (28 \$ USD ou € EUR)

Paiement par chèque libellé à l'ordre de
Revue Mens

- ☐ Cochez pour obtenir un reçu

N° d'enregistrement TPS : R119278877

Achevé d'imprimer
en janvier deux mille vingt-deux
sur les presses de l'imprimerie Gauvin,
Gatineau (Québec), Canada.